

**La C.I.A.
a versé des subsides
à des hommes politiques
étrangers**
LIBRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ;
Canada, 20 c. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ;
France, 10 fr. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,30 fl. ;
Portugal, 200 esc. ; Roumanie, 20 lei ; Suède, 1 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; Tchécoslovaquie, 10 s. dfo.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS

75002 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-33 Paris

Tél. Paris 65 65 74

Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE VETO AMÉRICAIN CONTRE L'ÉTAT PALESTINIEN

Le débat au Conseil de sécurité sur le conflit israélo-arabe qui a pris fin le lundi 27 janvier, s'est soldé par un résultat bien décevant : un veto américain a empêché l'adoption d'un projet de résolution qui aurait fait date s'il avait été voté.

Deux semaines de tractations serrées avaient permis de rédiger un texte sans précédent depuis la création d'Israël, puisqu'il proclamait le « droit national » des Palestiniens d'établir « un État indépendant en Palestine ». En échange de quoi, l'O.L.P. ne s'est pas opposé à la formule garantissant « la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les États de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues ». En d'autres termes, l'organisation de M. Yasser Arafat se ralliait, pour la première fois, aux termes de la résolution 242, votée en novembre 1967, et reconnaissait implicitement le droit d'Israël à l'existence.

En forgeant un texte prévoyant la coexistence pacifique de l'État juif et d'un État palestinien, les neuf membres du Conseil de sécurité ont en fait voté en faveur du projet de résolution comme la Syrie qui, ayant lié son espoir à la conférence de Genève. La négociation qui se serait ainsi engagée aurait mis un terme à une dangereuse impasse.

Le gouvernement américain, qui a décidé autrement, malgré le pas appréciable franchi par la « centrale » des fédoyan sur la voie de la conciliation. Sans doute a-t-il estimé que les amendements ainsi introduits à la résolution 242 n'avaient aucune chance d'être acceptés par la partie adverse. Israël est en son honneur à la création d'un État palestinien à ses côtés, mais il est également intraitable sur la question des frontières. Le texte mis au point au Conseil de sécurité stipule sans ambiguïté — contrairement à celui de 1967 — que Jérusalem devrait évaluer tous les territoires conquis lors de la guerre de six jours.

Le gouvernement américain, qui cherche à éviter un affrontement avec l'État juif en année électorale, a été accusé d'user de son droit de veto. Il aurait sans doute préféré ne pas apparaître comme l'allié inconditionnel des dirigeants israéliens, ne pas embarrasser ses amis arabes (en particulier le président Sadat) et ne pas exaspérer la Syrie et l'O.L.P.

M. Yasser Arafat et ses alliés modérés se trouvent désormais dans une situation particulièrement délicate. Ayant abattu leur carte maîtresse — celle de la reconnaissance implicite du droit d'Israël à l'existence — sans avoir obtenu en échange la moindre satisfaction, ils risquent de perdre du terrain face à leurs adversaires jusqu'au-boutistes, partisans d'une guerre à outrance devant conduire au démantèlement de l'État juif. Ils seront vraisemblablement obligés de durcir leur position, tout comme la Syrie qui, ayant lié son sort à l'O.L.P., n'a plus rien à espérer de la diplomatie internationale.

MM. Ford et Kissinger vont sans doute tout mettre en œuvre pour écarter le danger d'un nouveau conflit armé au Proche-Orient. Les conversations qu'ils auront cette semaine avec M. Yehak Rabin auront à cet égard une importance capitale. Cependant, le président du conseil israélien a fait savoir, avant son départ pour Washington, que les thèses de son gouvernement demeurent inchangées : Jérusalem ne restituer pas le Golan à Damas, ni l'ensemble de la Cisjordanie au roi Hussein ou, encore moins, à l'O.L.P.

Dans ces conditions, on voit mal à quel sura servi le veto des États-Unis au Conseil de sécurité, sinon à confirmer beaucoup d'Israéliens dans leur conviction que l'intransigence de leur gouvernement est payante.

(Lire nos informations page 3.)

En Angola, le repli sud-africain porte un coup très grave aux adversaires du M.P.L.A.

Au deuxième jour des débats au Parlement du Cap sur l'Angola, l'Afrique du Sud a fait connaître sa décision de retirer ses unités engagées en profondeur dans le pays et de s'en tenir désormais à la « protection » de la frontière de la Namibie (Sud-Ouest africain). Le premier ministre, M. Vorster, doit donner aux députés de plus amples explications dans quelques jours. Le retrait des combattants sud-africains en première ligne met l'UNITA et le F.N.L.A. dans une situation très difficile, et le ministre des affaires étrangères du gouvernement de coalition des adversaires de M. Neto vient de faire de nouvelles propositions de pourparlers au M.P.L.A.

Tirant également la leçon de ses revers, le président Mobutu ébaucherait, selon l'envoyé spécial du Washington Post à Kinshasa, une négociation avec le M.P.L.A.

De notre envoyé spécial

Johannesburg. — L'intervention militaire de l'Afrique du Sud en Angola semble se « terminer » sans prendre vraiment fin avec le maintien de troupes des deux côtés de la frontière namibienne. Tel est le sens de l'allocation prononcée par M. Piet Botha, ministre sud-africain de la défense, devant un Parlement réuni au Cap et qui attend toujours de son gouvernement un bilan plus détaillé de près de six mois d'opérations militaires en Angola.

Répondant au discours de Sir de Villiers Graaff, porte-parole modéré d'une opposition divisée, M. Botha a mané l'équivoque avec dextérité. Des unités demeurent dans la « zone frontalière » jusqu'à l'obtention de « garanties authentiques » concernant la sécurité de cette frontière. Autrement dit, le repli a eu lieu, et le complexe hydro-électrique de Ruacana — Calneque, à 35 kilomètres à l'intérieur de l'Angola, reste sous le contrôle de l'armée sud-africaine.

Le ministre de la défense s'est gardé de préciser l'étendue et l'ampleur de l'intervention militaire sud-africaine, qui, en dehors de la protection de la frontière namibienne, ne fut jamais avouée. Il a simplement mentionné d'autres combats. « La plupart ont tourné en notre faveur, et je dois dire que nous les avons menés sous notre propre commandement et pour protéger des anglois blancs et noirs contre une extermination par les Russes et les Cubains », a-t-il indiqué, en précisant les pertes : vingt-neuf Sud-Africains tués au front, quatorze morts accidentelles et sept prisonniers.

La page peut-elle être si aisément tournée ? C'est une question que l'on ne manque pas de poser ici. Avec Sir de Villiers Graaff,

beaucoup de Blancs d'Afrique du Sud s'indignent que leur gouvernement ne les ait pas informés plus franchement d'une intervention devenue depuis plusieurs semaines un secret de polichinelle. Mais ceux qui s'interrogent, comme les éditorialistes de la presse anglophone, sur le bien-fondé de cette opération militaire sont peut-être moins nombreux qu'on ne le dit.

Tirant une « première leçon » de cette guerre, *The Star*, quotidien de Johannesburg, écrit que « personne n'aime être en public en compagnie d'un lâche ». Autrement dit, aucun leader d'Afrique du Sud, pas même M. Jonas Savimbi (UNITA), ne pourrait reconnaître ouvertement une alliance passée avec ce diable qu'est le régime de l'apartheid sud-africain. Il ne reste donc plus, toujours selon le même quotidien, que changer de politique intérieure. « Si le racisme flagrant de l'apartheid n'est pas supprimé, il détruira totalement la détente », souligne-t-il.

Mais d'un autre côté, comme le remarque un homme d'affaires sud-africain, l'intervention militaire en Angola n'a probablement pas ébranlé la confiance en elle-même de la société blanche sud-africaine. En sur ce plan, les distinctions du gouvernement n'expliquent pas tout.

Les brusques convocations de rappelés ont provoqué, comme l'écrit le *Sunday Express*, d'avantage de pleurs que de sourires courageux à la pure de Johannesburg, cette semaine, quand leurs femmes, leurs petites amies ou leurs mères sont venues leur dire au revoir.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 5.)

L'affaire des comités de soldats

La gauche prépare une action commune contre les détentions

Les trois partis du programme commun de la gauche — le P.C.F., le P.S. et le Mouvement des radicaux de gauche — ainsi que le P.S.U., la C.F.D.T., la C.G.T. et la F.E.N. ont décidé, à l'issue d'une réunion lundi 26 janvier, au siège parisien du P.C.F., d'engager ensemble de nouvelles démarches pour demander la libération du soldat et des sept militants emprisonnés dans l'affaire des comités de soldats, l'arrêt des poursuites, l'ouverture des dossiers et la suppression de la Cour de sûreté de l'État. C'est le jeudi 29 janvier que les sept organisations rendront publiques les modalités de leur action commune.

Selon certains des participants, la réunion de lundi a eu lieu dans un climat plus franc et plus coopératif que celui d'une réunion précédente, à la mi-décembre, sur un thème analogue. En particulier, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., a tenu à souligner que la rencontre avait abouti à une clarification, « le vide des dossiers de l'instruction justifiant pleinement l'arrêt des poursuites », a-t-il notamment expliqué. De son côté, M. Victor Leduc, au nom du P.S.U., a remarqué que « l'accord réalisé s'est fait sur des bases claires » et qu'« aucune mise en cause d'une organisation quelconque ne figure dans le document adopté en commun ».

L'accord sur les principes d'une action commune a, semble-t-il, été plus facilement obtenu qu'une entente sur les modalités pratiques, tous les participants n'étant pas du même avis sur les moyens de cette action. D'une manière générale, les partis politiques paraissent, en effet, plus préoccupés par la campagne pour les élections cantonales qui s'approche, tandis que les syndicats se montrent plus soucieux, actuellement, de la situation de l'emploi.

(Lire la suite page 8.)

La déclaration de la majorité sur les élections municipales est mal accueillie par l'opposition

Les porte-parole des formations de la majorité présidentielle ont fait connaître, lundi, qu'ils souhaitent ne pas rompre avec les socialistes lors des élections municipales du printemps 1977.

Cette prise de position, qui a été fort mal accueillie et sévèrement commentée par toutes les formations de gauche, soulève la question de savoir si le mode de scrutin en vigueur depuis 1965 n'a pas aggravé la « politisation » que déclarent déplorer ceux qui se réclament du chef de l'État.

Agissant sur les instructions de M. Valéry Giscard d'Estaing, les représentants des neuf formations qui se réclament de la majorité présidentielle ont fait solennellement connaître lundi 26 janvier leur tactique pour les élections municipales du printemps 1977 (le Monde du 27 janvier). Il en ressort qu'ils recommandent « aux maires sortants appartenant à la majorité et dont le conseil municipal comprend des élus socialistes de proposer à ceux-ci leur maintien sur les futures listes municipales et de leur conserver leurs attributions ». Bien qu'il ait déclaré le 12 janvier que la préparation des élections municipales était l'affaire des partis et non du gouvernement (ce qui n'avait d'ailleurs trompé personne), le chef de l'État a pris une large part à la rédaction de ces conseils, dont Mme Nebout, secrétaire générale des radicaux valois, a précisé qu'ils valaient à l'égard des radicaux de gauche aussi bien que des socialistes.

La première question qui se pose est de savoir pourquoi les formations de la majorité, dont les représentants avaient déjà pris contact jeudi dernier, ont éprouvé le besoin de faire connaître leur tactique plus d'un an avant l'échéance des « municipales ». Après toutes les chamailleries qui opposèrent sur des thèmes divers M. Lecanuet à M. Pomiatowski, M. Fourcade à M. Durand, M. Chirac à Mme Giroud, il n'est sans doute pas mauvais d'affirmer la cohésion au moins électoral des « majoritaires », mais tel n'est certainement pas le seul dessein de l'État-major. M. Pomiatowski explique par le désir de faire « un geste d'ouverture et de tolérance ». Mais sans doute s'agit-il, moins noblement, de l'autre pression sur les notables locaux socialistes avant la convention nationale de leur parti qui doit fixer au mois de mai la tactique du P.S. pour la consultation du printemps 1977.

Si tel est le but de l'opération on peut douter qu'elle réussisse, la

déclaration de lundi incitant les dirigeants socialistes à se durcir et à imposer à tous leurs candidats le respect de la discipline unitaire. En tout cas, la tentative d'ouverture ou de pseudo-ouverture ne provoque que des réactions vigoureusement hostiles. M. Mitterrand ne veut voir dans la déclaration de la majorité présidentielle qu'un appel aux socialistes « opportunistes », M. Mauroy dénonce un « faux-semblant », M. Defferre parle d'« aven de faiblesse », les radicaux de gauche condamnent le « débauchage » et ironisent sur les « appels angoissés » que lance le pouvoir.

La politisation

Un moment où est reçu à l'Élysée M. Wintermann, transfuge du P.S., qui vante les mérites des « socialistes libres » et stigmatise ceux qui demeurent fidèles au programme commun de la gauche, on peut se demander combien de notables du P.S. seront séduits par le chant des sirènes et combien au contraire n'auront pas envie de s'écarter d'un parti auquel tous les sondages accordent depuis plusieurs mois un potentiel de plus de 30 % des suffrages.

Deux autres questions sont soulevées par la déclaration de lundi qui explique l'initiative majoritaire par la volonté de sauvegarder « l'intérêt de la démocratie pluraliste » et le sonnet d'« éviter une politisation excessive des élections municipales ».

La « démocratie pluraliste » est-elle respectée lorsque M. Pomiatowski attaque le P.C., « parti totalitaire et de caractère fascisant », ou lorsque M. Chirac lance d'« irresponsabilité » les chefs de l'opposition et affirme que le pays aurait connu le malheur s'il leur avait donné la préférence en mai 1974 ?

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 8.)

La monnaie du bon plaisir

par MICHEL DEBRÉ

L'actualité a vite tourné la page et, quelques heures après l'achèvement de la conférence monétaire tenue à la Jamaïque dans la première quinzaine de janvier, le silence sur les accords qui ont été signés paraît la règle, en France et hors de France. C'est qu'en fait on est si loin de l'établissement d'un régime monétaire international digne de ce nom que les dirigeants américains, qui ont

cependant triomphé sur toute la ligne, n'ont sérieusement affirmé que les règles arrêtées garantiront durablement la stabilité du commerce international et la discipline nécessaire à une croissance mondiale sans abus d'inflation.

Les bases du système adopté

sont celles mêmes que souhaitaient les Américains depuis une dizaine d'années.

Le dollar est la monnaie internationale. Cela n'est pas dit en droit et l'habillage dit des droits de tirage spécialisés est confirmé. Il s'agit en fait d'une monnaie de compte, calculée en fonction de la valeur quotidienne de nombreuses monnaies, mais, de loin, c'est le dollar qui détermine cette valeur et c'est le dollar qui est la monnaie courante des paiements. Quant à l'or, on le vend et selon la bourse américaine les Banques centrales ne devraient même plus en acheter !

(Lire la suite page 32.)

AU JOUR LE JOUR

LA SOUPE ET LES SIRÈNES

M. Pomiatowski a recommandé aux maires indépendants de ne pas exclure de leurs listes les socialistes qui font partie de leurs municipalités.

Le conseil découle-t-il d'une démarche de bon sens, qui consiste à préférer l'adversaire chez soi plutôt qu'à

sa porte, ou du désir de donner une leçon à M. Defferre ? Il est évidemment exclu que ce soit une tactique relevant de l'opportunisme politique à la manière des républicains d'autant où le chant des sirènes se mêlait au fumet de la bonne soupe.

ROBERT ESCARPIT.

LA CORRESPONDANCE FREUD-JUNG

Histoire d'une rupture

De toutes les correspondances de Freud, celle qu'il échangea de 1906 à 1913 avec Carl-Gustav Jung (1875-1961), était l'une des plus attendues. Sa publication en français aux éditions Gallimard dans une traduction et une présentation en tous points remarquables constitue incontestablement un événement qui débordait l'histoire de la psychanalyse : à travers le dialogue entre Freud le Viennois rationaliste et Jung le Zurichois mystique, ce sont les problèmes essentiels de notre « modernité » qui sont abordés : le rôle de la sexualité et de l'inconscient, le Moi comme leurre, le besoin religieux et ses racines psychologiques, la parapsychologie, le tabou et le désir de l'inceste, le morose enfin.

Jusqu'en 1906, année où débute sa correspondance avec Carl-Gustav Jung, Freud est un homme seul. Il a derrière lui quelques découvertes fondamentales — sur l'hystérie, le refoulement, l'inconscient, la structure et la signification des rêves, la sexualité infantile — mais, mis à part quelques médecins viennois, tous juifs comme lui, nul ne s'intéresse à ses travaux. En six ans, trois cent cinquante et un exemplaires seulement de son maître livre, *Inter-*

prétation des rêves, ont été vendus. Il est, en outre, en butte aux critiques d'une constante malveillance des mandataires de la psychiatrie institutionnelle allemande (Aschaffenburg, Ziehen et Kraepelin) ; la psychanalyse est bel et bien alors un mouvement maudit, doublement maudit, car il est le fait de juifs et qu'il traite, pour l'essentiel, de sexualité. On conçoit aisément alors l'intérêt qu'a pu présenter aux yeux de Freud ce jeune psychiatre suisse, Carl-Gustav Jung, de quinze ans son cadet, suffisamment ouvert à la psychanalyse pour avoir cherché dans ses *Etudes diagnostiques d'association* à en vérifier expérimentalement le bien-fondé.

En outre, Carl-Gustav Jung travaillait dans l'une des plus prestigieuses cliniques psychiatriques d'Europe, la clinique du Burghölzli, à Zurich, que dirigeait alors Eugène Bleuler, curieux, lui aussi, de l'œuvre freudienne. Les convertir l'un et l'autre à la « cause », c'était sortir la psychanalyse du ghetto juif-viennois, lui assurer enfin un avenir scientifique.

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 38.)

Stock
Monde Ouvert

Jean-Claude Barreau

**Du bon usage
de la religion**

Capable du pire, l'instinct religieux
est aussi capable du meilleur.
Comme on ne peut s'en débarrasser,
le mieux est d'apprendre
à l'utiliser intelligemment.

**Le Monde
de l'éducation**

le numéro
de
février
vient
de
paraître

**UN DOSSIER
SUR
L'ORIENTATION**

(Lire nos informations page 3.)

ASIE

Inde

Le pouvoir renforce son contrôle sur les moyens d'information

Pour la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence, en juin 1975, tous les partis d'opposition — y compris le P.C. pro-soviétique et la Ligue musulmane — se sont retrouvés unis au Parlement pour voter contre deux projets de loi présentés par le gouvernement. L'un de ces textes renforce la législation sur la sécurité intérieure en autorisant l'emprisonnement des détenus politiques sans inculpation ni procès; l'autre réduit d'un mois à quinze jours de salaire — ou l'annule si l'entreprise ne fait pas de profit — la prime annuelle traditionnellement accordée aux ouvriers et employés. Ces deux projets ont été adoptés par le Parlement, où le parti gouvernemental dispose de la majorité.

New-Delhi. — Une caricature publiée par le *Times of India* illustre la situation de la presse. Elle représente un homme qui s'enfonce la tête dans le sable, comme une autruche, devant un journal dont les titres sont : « Grandiose », « Excellent », « Sublime », « Merveilleux », etc. Ce dessin est sans doute le baroque d'honneur d'une profession qui sait à quel point elle se tient sur son avertisseur.

Jusqu'à l'an dernier, « la plus grande démocratie du monde » était aussi un pays où la presse se portait bien. Tous genres confondus, il y avait quatorze mille titres, dont huit cents quotidiens et trois mille huit cents hebdomadaires. Une vingtaine de quotidiens tiraient à plus de 100 000 exemplaires. Avec ses sept éditions, l'*Indian Express* venait en tête (400 000 exemplaires). Les grands journaux ont des éditions en plusieurs langues. La presse de langue anglaise n'atteint que 2 % de la population, mais joue un grand rôle, notamment auprès des observateurs étrangers.

Phénomène à noter, le tirage global de la presse indienne était en augmentation d'environ 3 % chaque année. Le métier de journaliste jouissait d'un grand prestige. Une des institutions de New-Delhi était le Club de la presse. L'Inde était à juste titre citée en exemple parmi les pays du tiers-monde qui acceptent la liberté d'information.

Après la proclamation de l'état d'urgence, quelques publications — dont *Motherland*, quotidien d'extrême droite en anglais — ont été interdites. Surtout, la censure a été établie. Elle subsiste aujourd'hui, avec une rigueur qui varie d'une ville à l'autre en fonction de la personnalité du censeur. Elle s'applique à toutes les publications, même celles qui sont ronéotypées. A Madras, des étudiants qui avaient fondé un périodique pour leur association nous ont expliqué que le censeur élimine non seulement les commentaires politiques, mais aussi tous les articles essayant de susciter une réflexion sur les problèmes économiques sociaux.

Le 8 décembre, trois ordonnances ont renforcé le contrôle sur l'information écrite. La première portait dissolution du conseil de la presse, organisme doté de pouvoirs quasi judiciaires pour arbitrer les conflits entre journalistes et patrons de presse ou entre le gouvernement et les journaux. La seconde interdisait la publication d'informations de nature à susciter le « mécontentement contre le gouvernement », y compris celles ayant trait aux interventions des députés de l'opposition au Parlement. La troisième prévoyait des amendes contre les journaux ayant enfreint les dispositions en vigueur (le *Monde* du 10 décembre).

Des journalistes déabusés

Lors des élections générales de 1971, la presse fit campagne dans l'ensemble, contre « M. Gandhi » et qui n'empêcha pas le parti du premier ministre de remporter plus des deux tiers des sièges. A partir de 1974, elle accorda une place considérable aux activités de M. Narasimha, ministre d'une campagne contre la corruption qui fut à l'origine des événements de l'été dernier. Dès mars 1975, M. Gandhi avait annoncé son intention de « libérer la presse de la dictature des monopoles », arguant du fait que la plupart des grands journaux sont contrôlés par une dizaine de groupes économiques ou commerciaux. Depuis, le premier ministre a multiplié les mesures pour mettre au pas les organes d'information en invoquant soit de grands principes, soit des raisons « techniques » peu convaincantes.

Un mois plus tard, le gouvernement rendit public un « code de la presse ». En apparence, ce code vise à moraliser la profession, protéger la vie privée des citoyens et lutter contre l'obscurité ou la violence. Mais il contient des articles demandant aux journalistes de « obtenir » de pander de troubles, d'agitation ou de tout événement susceptible de nuire à la sécurité et à la souveraineté et en revanche de mettre en vedette les activités du gouvernement de façon à consolider l'unité nationale.

Quelques éditeurs sans équivoque ont été publiés après ces mesures. L'*Indian Express* a écrit : par exemple : « Si un visiteur étranger des complications, jamais de critiques à l'égard du gouvernement ou du parti au pouvoir, il peut être sûr qu'il se trouve dans un pays totalitaire. » Dans l'ensemble, les journalistes ont renoncé à la révolte et se réfugient, en privé, dans un cynisme morose.

D'autre part, le correspondant pour l'Asie du Sud d'un hebdomadaire de Hongkong, le *Far Eastern Economic Review*, M. Lawrence Lifschultz, qui collaborait aussi occasionnellement au *Guardian*, vient d'être prié de quitter l'Inde. Les autorités lui reprochent notamment d'avoir écrit des articles sur la pendaison récente de deux révolutionnaires responsables de l'assassinat d'un propriétaire terrien et sur la nomination d'un industriel pro-gouvernemental à la tête d'un important groupe de presse. Il est le septième correspondant étranger à être expulsé depuis la proclamation de l'état d'urgence. Quinze autres journalistes se sont vu refuser le droit d'entrée en Inde.

De notre correspondant

Les patrons de presse se résignent, eux aussi, au fait accompli. Après avoir donné des gages à l'opposition, beaucoup se sont ralliés au régime. Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les activités du groupe de l'*Indian Express*, qu'il accuse d'avoir utilisé des fonds publics pour des opérations spéculatives. Cela donne à réfléchir aux autres groupes.

La prochaine étape de la prise en main des moyens d'information sera la fusion des deux principales agences de presse indiennes, dont le service est assuré en anglais. La raison invoquée est que l'existence de ces deux agences est « un non-sens économique ». L'agence P.T.I. existe depuis 1947, l'agence U.N.I. a été fondée en 1967, à l'initiative de journaux estimant que la concurrence aurait des effets stimulants. Selon le gouvernement, ces agences ne sont pas en mesure de rembourser des emprunts sur fonds publics et doivent des sommes considérables aux postes et télécommunications postales du télé. Leurs responsables nient

la situation soit catastrophique. Mais le pouvoir a trouvé un moyen de pression pour que la fusion qu'il désire se fasse « volontairement ». La radio, principal client des agences, vient de leur faire savoir qu'elle réduisait son contrat d'abonnement à compter du 1^{er} février.

Plusieurs journalistes étrangers ont été expulsés depuis juin. Ceux qui restent peuvent renouer avec la liberté de la presse, mais pas leurs confrères en poste dans les pays communistes. Mais Mme Gandhi vient de déplorer la tendance de ses compatriotes à se fier sur la « censure » que la presse étrangère. Son administration s'emploie à contraindre cette mauvaise habitude. De nombreux journaux ont périodiquement été interdits ou leurs bureaux ont été fermés. Les journaux indiens, alors qu'ils avaient des lecteurs réguliers il y a quelques mois. La censure n'est pas limitée à la presse. La police a saisi chez des libraires des ouvrages jugés subversifs et les douanes filèrent les nouveautés importées de Grande-Bretagne.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

PROCHE-ORIENT

Irak

LORS DE SON ESCALE A BAGDAD

M. Chirac a eu de longs entretiens avec M. Saddam Hussein

Bagdad. — M. Chirac devait arriver à Paris dans le courant de l'après-midi, ce mardi 27 janvier. Le premier ministre, venant de New-Delhi, a fait, à partir de lundi après-midi, un séjour dit « privé » à Bagdad. En réalité, l'accueil que lui a réservé le vice-président du Conseil de la révolution, M. Saddam Hussein, était très officiel. Les deux chefs de gouvernement ont eu aussi un entretien, qui s'est prolongé pendant le dîner et s'est prolongé tard dans la nuit. Ce mardi matin, ils ont pris le petit déjeuner ensemble, avant que M. Chirac ne transmette au chef de l'Etat, le général Bakr, une invitation à se rendre à Paris et d'accepter, au nom de M. Chirac d'Etat, l'invitation en retour qu'il a été chargé de transmettre à l'Etat. Les dirigeants irakiens attachent déjà une valeur symbolique au fait que le président de la République consacre à l'Irak sa première visite dans cette région à l'est de Suez.

Alors que l'influence soviétique semble plafonner, qu'aucune relation n'existe avec les Etats-Unis pas plus qu'avec la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne et le Japon n'ont avec l'Irak que des relations commerciales et les discussions en notant un changement dans la presse française à l'égard du monde arabe. Toutefois, il subsiste, selon les participants arabes, un certain préjugé favorable concernant Israël et le mouvement sioniste, se traduisant par un nombre plus grand d'informations à leur sujet.

Le Dr Ghali a admis que les journalistes français se heurtent dans les pays arabes à de nombreuses difficultés, notamment matérielles, inhérentes au sous-développement (manque de

De notre envoyé spécial

militaires. Alors que l'armée irakienne est presque entièrement équipée par l'U.R.S.S., M. Hussein, devenu récemment responsable direct de la défense, souhaite diversifier ses sources d'armement.

M. Chirac était de son côté présenter une liste de projets économiques. Il s'agit notamment d'un complexe pétrochimique à Bassorah (6 milliards de francs), d'un réacteur nucléaire de recherche, du métro de Bagdad,

d'irrigation, de la télévision en couleur, de la construction de six mille logements, d'usines, de camions et de voitures, d'un système de communication électronique pour le téléphone, d'une unité de carbonate de soude, d'une autre d'aluminium, de projets concernant le chemin de fer, un chantier naval, l'aéroport de Bagdad et un port pour conteneurs. Plusieurs de ces projets avaient déjà été évoqués lors de la précédente visite de M. Chirac à Bagdad.

ANDRÉ PASSERON.

UNE RENCONTRE DE PRESSE FRANCO-ARABE A PARIS

Un colloque de presse franco-arabe organisé par la Ligue arabe a réuni à Paris, du 23 au 25 janvier, une vingtaine de participants.

Le Dr Boutros Ghali, rédacteur en chef de la revue *Séjour et Daurige* et professeur à la faculté des sciences politiques du Caire, a résumé lundi les discussions en notant un changement dans la presse française à l'égard du monde arabe. Toutefois, il subsiste, selon les participants arabes, un certain préjugé favorable concernant Israël et le mouvement sioniste, se traduisant par un nombre plus grand d'informations à leur sujet.

Le Dr Ghali a admis que les journalistes français se heurtent dans les pays arabes à de nombreuses difficultés, notamment matérielles, inhérentes au sous-développement (manque de

moyens de communication modernes, lenteur des transmissions, etc.) et destinées à subsister longtemps encore en dépit des moyens financiers dont disposent désormais diverses capitales arabes.

M. Saint-Rol, de l'Agence France Presse, a admis que l'opinion française avait souvent tendance à marquer une préférence pour Israël, considéré comme plus pauvre que le monde arabe en ressources humaines et financières et comme étant davantage menacé. Il a relevé aussi qu'Israël avait une supériorité sur les Arabes dans le maintien de l'information. André Fontaine a invité les participants arabes à apprécier l'évolution de l'opinion française, acquise aujourd'hui dans sa très grande majorité à l'idée d'un dialogue Nord-Sud permanent. — R.D.

AMÉRIQUES

Brésil

En visite officielle pour trois jours M. Sauvagnargues pourrait conclure plusieurs projets de coopération

M. Sauvagnargues se rendra en visite officielle à Brasilia du 28 janvier au 1^{er} février. La rencontre du chef de la diplomatie française avec divers dirigeants brésiliens, devrait faciliter la conclusion d'importants accords de coopération économique, commerciale et culturelle. M. Sauvagnargues cherche également à resserrer les liens entre le Brésil et la France sur un plan plus strictement politique, indiquant, selon le *Monde*, dans les milieux bien informés de Brasilia.

Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 570 millions de dollars en 1974, contre 420 millions l'année précédente. La même année, entre le Brésil et la R.F.A. Bonn avait, en outre, signé l'accord de coopération nucléaire, portant sur 10 milliards de dollars en dix ans.

Le désir de la France de rattraper le temps perdu avait déjà abouti, en octobre dernier, lors de la visite à Paris du ministre brésilien des affaires étrangères, M. Azeredo da Silveira, à la création d'une « grande commission », chargée d'étudier un accroissement des échanges bilatéraux. La réunion, pour la première fois au niveau ministériel, à Brasilia cette semaine, M. Ségar, à l'époque ministre du commerce extérieur, était venu au Brésil en octobre dernier à la tête d'une délégation de quarante hommes d'affaires français pour tenter de donner une impulsion nouvelle à la coopération franco-brésilienne.

M. Sauvagnargues, qui sera accompagné du successeur de M. Ségar, M. Raymond Barre, examinera avec les dirigeants brésiliens une dizaine de grands projets brésiliens, auxquels la France pourrait coopérer, notamment dans les domaines des transports (la S.N.C.F. pourrait participer à l'électrification des principales voies ferrées brésiliennes) et de l'énergie (solaire, notamment). En particulier, une aide de la France dans le domaine de l'énergie solaire.

La France pourrait également participer à des projets hydro-électriques de Tucuru, au nord du pays.

Aucune précision n'a été donnée à propos de l'énergie nucléaire, mais les deux pays pourraient examiner les moyens

de « compléter » l'accord signé entre le Brésil et la R.F.A. par une collaboration dans le domaine des réacteurs surgénérateurs.

Enfin, le Brésil cherchera à obtenir l'appui de la France en vue d'abolir, à l'élaboration des restrictions douanières de la communauté européenne.

Argentine

LES ELECTIONS GENERALES SONT AJOURNEES

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuter). — Les élections générales en Argentine, prévues pour le 10 octobre prochain, ont été ajournées, a annoncé le 28 janvier M. Roberto Arce. Le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'une nouvelle date serait fixée dans un délai d'un mois. Le mandat des assemblées municipales et provinciales, élu par le peuple, sera prorogé jusqu'à la présidentielle Isabel Peron, prévue à l'élection le 25 mai 1977. Fixée, à l'origine, au mois de mars de même année, la date des élections a été récemment avancée à l'automne prochain.

M. Arce a justifié le report en déclarant que le 17 octobre, « jour de la liberté », qui permet traditionnellement aux promesses de rendre hommage à la mémoire du général Juan Peron, avait été jugé « inapproprié » car, selon l'opposition, la coïncidence des deux événements aurait pu influencer le scrutin. M. Arce a assuré que le dialogue serait prochainement rétabli avec les autres partis politiques et notamment avec le parti radical, principale force d'opposition. Le ministre a, enfin, indiqué qu'il comptait s'entretenir avec M. Victorio Calabro, le gouverneur de Buenos-Aires, récemment exclu du mouvement péroniste.

D'autre part, des milliers d'ouvriers se défilent le 28 janvier à Mar-Del-Plata pour demander la libération de deux personnes qui avaient été arrêtées alors qu'elles planaient des affiches demandant la réélection de la présidente Isabel Peron.

M. Serge Boucheny, sénateur communiste de Paris, MM. Claude Julien, rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, Alain Jore, Armand Mattelart, Georges Fournial, Jean-Denis Bredin, participeront notamment à ce colloque. Parallèlement se dérouleront à l'université de Paris-VIII des projections de films et des débats sur Porto-Rico. (Renseignements : 808-98-70, poste 308).

Etats-Unis

Un rapport de la Chambre des représentants fait état des subsides versés par la C.I.A. à des hommes politiques étrangers

Washington (A.F.P., A.P., Reuter). — Un exemplaire du rapport que devait publier en fin de semaine la commission spéciale d'enquête de la Chambre des représentants sur les activités des services de renseignements américains, a comme il était prévisible, trouvé le chemin du *New York Times*, qui en a reproduit de larges extraits dans son édition du

26 janvier. La Maison Blanche a vu, dans cette nouvelle « fuite », une raison supplémentaire de protester contre l'« indécence » des membres du Congrès et de leur inaptitude à traiter avec discrétion des documents confidentiels.

Le recours aux « fuites » n'est pas le privilège du législatif. M. William Colby, qui entamait lundi sa dernière semaine au poste de commandement de la C.I.A., a reconnu qu'il était la source des articles qui mentionnaient la collaboration à son agence d'un certain nombre de journalistes américains employés par les chaînes de télévision ou travaillant pour des organes de presse étrangers. Au cours d'une cérémonie à huis clos, le président Ford remit au directeur sortant de la C.I.A. la médaille de la sécurité nationale, distinction créée par le président Truman pour honorer les « services exceptionnels » rendus dans le renseignement. Elle n'a été accordée que neuf fois en près d'un quart de siècle.

De larges passages du rapport concernent les libéralités diverses dont auraient profité des formations et des hommes politiques étrangers.

« A ROME, indique notre correspondant, M. Andreotti, ministre du budget, a proposé à la direction de la démocratie chrétienne de demander à M. Ford les noms des partis ou hommes politiques italiens qui auraient reçu des subsides de la C.I.A. Le nom du ministre a, en effet, été cité par le journal *Stampa* parmi ceux des bénéficiaires, aux côtés de MM. Carlo Donat Cattin (D.C., ministre de l'Industrie), Giuseppe Saragat (social-démocrate, ancien président de la République) et Vito Scalia, dirigeant du courant modéré de la centrale syndicale C.I.S.I.

Cette mise en garde survient alors que le pays connaît une nouvelle et importante phase d'agitation sociale. Le dimanche 25 janvier, 5 000 mineurs boliviens ont observé, à l'appel de leur fédération, une grève de solidarité avec les ouvriers d'usine et chausseurs Manaco, à Cochabamba.

OCÉANIE

Papouasie-Nouvelle-Guinée

NOUVELLE RÉVOLTE DANS L'ILE DE BOUGAINVILLE

Une nouvelle révolte vient de se produire dans l'île de Bougainville, située au nord-est de l'archipel de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle est le fait de partisans de l'indépendance de ce territoire, qu'en septembre 1975 plusieurs dirigeants locaux ont rebaptisé la République de Salomon du Nord. Dimanche 25 et lundi 26 janvier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté, détruisant bâtiments administratifs et postes de police à Buin, Boku et Milneba.

« Ce n'est qu'un début », a déclaré M. Alexis Sarei, secrétaire général du mouvement sécessionniste, qui avait lancé un ultimatum au pouvoir central, l'invitant de verser à l'île 2,7 millions de dollars au titre des redevances sur les mines de cuivre de Bougainville. Des renforts de police ont été envoyés sur place.

Dans son message de Noël à la nation, M. Somare, le premier ministre, avait déclaré : « Je promets solennellement au peuple de Bougainville de tout faire pour nous assurer justice et liberté, mais cette justice et cette liberté doivent s'exercer dans une Papouasie - Nouvelle-Guinée unie. Le danger d'une sécession de Bougainville menacerait la stabilité de notre nation. (...) Je pense que Bougainville doit de son gouvernement provincial, peut choisir son propre destin et cependant demeurer au sein de notre nation. »

Le rebondissement de la crise de Bougainville intervient alors que la situation financière et économique de l'archipel se dégrade, que la coalition gouvernementale risque d'écarter et que, dans la capitale, Port-Moresby, le pouvoir doit faire face à une inquiétante vague de criminalité à la fois due à l'inflation, au chômage et au déracinement de nombreux habitants ayant récemment quitté les campagnes.

TRES BEAUX APPARTEMENTS

101-103 B⁴ PEREIRE PARIS 17^e

Le meilleur 17^{me}

3, 4 pièces de 90 à 127 m²

PRIX FERMES & DEFINITIFS

visitez l'appartement modèle

DU LUNDI AU SAMEDI, 14 H 30 A 18 H 30

ou téléphonez à : BERNARD NETTER : 260.30.15

PROCHE-ORIENT

LE CLIMAT SE DÉTEND PROGRESSIVEMENT AU LIBAN

La guerre civile est finie pour de bon déclare le responsable militaire de l'O.L.P.

L'apaisement se confirme au Liban. Cependant, les pillages se multiplient. Dans la Bekaa (est du pays), deux pillards ont été condamnés à mort et exécutés par un tribunal populaire institué par l'A.L.P. A Beyrouth, le secteur des grands hôtels du bord de mer et de la tour Murr ainsi que le « front » de Chah-Ain-El-Banash (banlieue) ont été évacués par les miliciens des deux bords.

Les camps palestiniens de Tell-Zaatar et de Jisr-El-Bacha ont pu être ravitaillés pour la première fois depuis trois semaines. Le camp palestinien chrétien de Dhayé, occupé par les milices de droite, devait être remis mardi avant 18 heures à un comité composé de représentants du village et de gendarmes. De leur côté, plusieurs familles druzes de Monkhtara, chef de M. Joubilati, leader progressiste, ont accueilli des familles chrétiennes qui avaient fui Damour lors des affrontements sanglants de la

semaine dernière. M. Khaddam, chef de la délégation syrienne de bons offices, a rencontré au palais présidentiel de Baabda les notables de la communauté orthodoxe, qui avaient adopté une attitude modérée pendant la guerre civile. MM. Ghassan Tuani, ministre du travail et des affaires sociales, Fouad Boutros, Michel Sassine ainsi que Mgr Salibi, vicaire patriarcal.

M. Zouheir Mohsen, chef de la Saika (organisation palestinienne pro-syrienne), chef du département militaire de l'O.L.P. et membre de la commission militaire syro-libano-palestinienne, a déclaré que « la guerre civile est finie pour de bon ». Enfin, pour la première fois depuis sa démission, le 14 janvier dernier, M. Rachid Karamé, qui a repris ses fonctions de chef du gouvernement le 24 janvier, présidera, le mercredi 28 janvier, le conseil des ministres hebdomadaire.

Les médiateurs syriens peuvent tout car la résistance palestinienne dépend totalement de Damas nous déclare M. Camille CHAMOUN

Beyrouth. — *Ministre de l'Intérieur, ancien président de la République, M. Camille Chamoun, dont la demeure a été détruite samedi à Saadiyat, ne s'attarde pas sur cette épreuve personnelle et se hâte de nous donner son sentiment sur « les choses sérieuses ». Nous lui demandons d'abord s'il croit la guerre civile enfin terminée.*

— Je ne veux pas être pessimiste et je n'ai pas été optimiste. Il y a tant de groupuscules dispersés et irresponsables dans la résistance que chacun peut à tout moment ramener les combats. Les médiateurs syriens m'ont donné l'impression qu'ils faisaient de leur mieux, et ils peuvent tout car la résistance dépend totalement de Damas.

— *Vous comprenez le Front du retour ?*

— Je ne l'exclus pas, puisque l'arsenal palestinien passe illégalement par le territoire syrien. Les deux organisations les plus puissantes, le Fatah et la Saika, sont entraînées et armées par nos voisins. Aujourd'hui, si la Syrie veut réellement nous aider à rétablir la paix civile, elle devra d'abord retirer les troupes palestiniennes qui occupent une partie de notre territoire, puis ouvrir à

De notre correspondant

assurer la stricte application des accords qui fixent les droits et obligations de la résistance au Liban.

— *On vous prête un projet de confédération que vous auriez proposé à la Syrie et à la Jordanie.*

— J'ai toujours été partisan d'une collaboration étroite entre tous les pays arabes, et principalement le Liban, la Syrie et la Jordanie, dont les économies sont complémentaires. Mais la poursuite des combats entre Libanais et Palestiniens n'est pas de nature à nous encourager dans cette voie.

— *Maintenez-vous le souhait que nous ayons toujours exprimé d'une aide étrangère et d'une internationalisation du problème ?*

— Au savoir actuel du conflit, nous n'avons pas voulu aller au-delà des textes de la Ligue arabe régissant les rapports entre Etats membres, mais l'incertitude de cet organisme nous obligea peut-être à nous tourner vers l'Assemblée générale de l'ONU ou le Conseil de sécurité.

— *Considérez-vous que la partition est encore possible ?*

— Je suis contre le partage du

Liban et ce serait un grand malheur que de le réduire à un tel dénouement, mais si les affrontements devaient reprendre, nous y serions contraints. La possibilité de survie du Liban dépendrait des formules appliquées, la moins mauvaise étant, à mon sens, l'existence de deux gouvernements autonomes avec leurs services de sécurité, leurs administrations et leurs finances distinctes. Le lien entre eux serait maintenu par une union douanière, une monnaie et un système économique commun ainsi que la liberté de circulation. Mais l'espérer que les Libanais ne soient pas accablés à une telle option. Tout nous porte à tenter à nouveau l'expérience qui nous a valu une position de premier plan.

— *Pourquoi ne pas appuyer qu'injustices et inégalités ont contribué grandement à faire éclater la société libanaise ?*

— C'est une mystification ! Nous avons des lois sociales comparables aux plus évoluées. Nous n'avons pas de chômage, et le pays aurait, pour s'en tenir aux seuls Syriens, trois cent mille travailleurs. Le vrai problème était que des Libanais voulaient travailler et d'autres vivre à leurs dépens. Dans certaines régions, la population a saboté des travaux d'infrastructure, ne faisant confiance qu'aux propriétaires terriens pour obtenir justice, souvent par les armes.

— *Avez-vous tenu compte, en vous attaquant aux poches islamiste-palestinienne-progressistes, de la possibilité de représailles sur les agglomérations chrétiennes notamment après l'attaque de la Quarantaine ?*

— Il y a eu des massacres, collectifs de chrétiens bien avant l'affaire de la Quarantaine. La presse internationale ne s'est préoccupée que d'elle. Or la Quarantaine est habitée par des étrangers, des Kurdes notamment, qui se sont infiltrés irrégulièrement dans le pays et se sont installés par la force. Depuis que ce quartier a été neutralisé, la vie a repris son cours normal pour les trois cent mille chrétiens qui vivent dans le secteur est de la capitale et ne sont plus menacés dans leurs déplacements par des francs-tireurs.

— *Pour sa part, M. Pierre Gemayel, chef des Phalanges, nous a déclaré que, « contrairement aux accusations portées contre lui, son parti n'avait pas pris l'initiative de la guerre civile. Il a ajouté : « Déjà, en 1969, nous avions eu à choisir entre le compromis avec les Palestiniens et la guerre civile. Notre modération fondera nous avait amenés alors à souscrire à l'accord du Caire. De ce fait, la colonisation du Liban par les Palestiniens s'est accentuée, et il ne nous restait plus qu'à réagir. Si nous ne l'avions pas fait, ils nous auraient pourchassés jusque dans nos foyers. »*

— *M. Gemayel assure qu'aucun pays étranger n'a soutenu les partisans chrétiens de droite. Nous avons toujours refusé d'être à la solde de qui que ce soit. D'ailleurs, personne ne nous a proposés services.*

— *A propos de l'attitude de l'armée, le chef des Phalanges estime qu'elle ne pouvait réagir, ayant été « conditionnée » par la gauche internationale qu'il ne faut pas confondre avec la gauche nationale libanaise. Nous respectons profondément cette dernière. Nos compatriotes musulmans se veulent arabes et palestiniens avant d'être libanais. Cette double allégeance a paralysé l'armée. Ainsi, les Palestiniens ont pu se comporter comme en pays conquis.*

Propos recueillis par
ÉDOUARD SAAB.

Avec les rescapés de Damour et de la Quarantaine

Beyrouth. — Deux nuages de fumée noire au nord et au sud de Beyrouth : la Quarantaine et Damour. Huit jours après le dernier assaut lancé par les forces phalangistes et leurs alliés du Rassemblement national, le feu couvrait encore dans le quartier de la Quarantaine, où ce quartier de la plus grande partie de ce vaste bidonville, situé à proximité du port de Beyrouth — où vivaient des milliers de réfugiés kurdes, palestiniens et libanais du sud — n'est plus qu'une immense étendue de décombres qui, par endroits, semble avoir été nivelée. A Damour, gros bourg de douze mille à quinze mille habitants (en grande majorité chrétiens), à 20 kilomètres au sud de Beyrouth, plus aucune maison n'est intacte. Depuis que les miliciens progressistes et des unités palestiniennes s'en sont emparés, le 21 janvier, la ville est livrée à un pillage systématique.

Dans les deux cas, à Damour comme à la Quarantaine, la population a disparu. Les derniers habitants de Damour se sont joints à ceux de Saadiyat, un village situé un peu plus au sud. De là, environ sept à dix mille personnes ont été transportées dans des bateaux de la Quarantaine, où ils ont été pris en charge par l'Organisation de libération de la Palestine et le Front progressiste.

Après l'occupation de Dhayé (le Monde du 16 janvier), et le blocus des deux autres camps palestiniens de Tell-el-Zaatar et Jisr-El-Bacha, des forces progressistes et palestiniennes ont attaqué la région de Damour, où depuis plusieurs mois, avaient lieu par intermittence des sévères affrontements. Au même moment, les phalangistes achevaient l'encerclement de la Quarantaine, ce réduit qui, depuis le début de la crise — comme les camps de Tell-el-Zaatar et Jisr-El-Bacha — menaçait les voies d'accès aux quartiers contrôlés par les phalangistes. De même, Damour commandait la route de Saïda, principale voie d'approvisionnement des organisations palestiniennes et progressistes. Les opérations lancées contre la Quarantaine et Damour relevaient de nécessités stratégiques.

En même temps, le déplacement des populations de ces deux agglomérations dans les zones contrôlées par chacune des parties en conflit confirmait — s'il le fallait — la partition de fait du pays.

De notre envoyé spécial

pillage. Il se refuse à toute explication, et nous déclare seulement : « Je vous assure, on ne peut pas éviter ça. » Alors qu'on lui fait remarquer que M. Kamal Joubilati, leader du Front progressiste, a vivement condamné la mise à sac de Damour, il ajoute aussitôt : « Evidemment, la Quarantaine, il n'y a pas eu de pillage puisqu'il n'y avait rien à piller. Les habitants étaient trop pauvres. »

Dans un village de montagne situé à quelques kilomètres de là, des réfugiés de Damour affirment avoir été témoins de diverses exactions au cours de la prise de la ville. Un vieillard qui n'avait pu s'enfuir déclare avoir vu « un groupe de quatre jeunes gens, soupçonnés d'être des phalangistes, mitraillés à bout portant ». Une jeune fille blessée par plusieurs éclats à la jambe affirme que ses deux sœurs, âgées de quatorze et dix-sept ans, dont elle est sans nouvelles, ont été violées. D'autres témoins racontent que des morts et des blessés ont été mutilés.

« Pourquoi ont-ils tué mes fils ? »

Sur le bord de mer, à la sortie sud de Beyrouth, la plupart des quatre mille réfugiés de la Quarantaine ont été provisoirement logés dans les bungalows de deux plages privées, autrefois très fréquentées par la bonne société beyrouthine. Des dizaines de femmes font la queue devant un guichet où l'on distribue du lait pour les enfants. Plus loin, on distribue pour les repas des bons écrits sur des tickets de ski nautique.

Tous ces gens sont arrivés sans aucun bagage, et près de deux tiers des familles sont amputées d'un ou plusieurs membres : un mari, un père ou plusieurs enfants. On retrouve ici le même genre d'accusations. Couché sur une chaise longue avec pour couverture un matelas pneumatique gonflé, un vieil homme relate les derniers moments de la bataille : « Les phalangistes avançaient maison par maison. Ils nous disaient de sortir, puis ils lançaient une grenade ou une roquette par la fenêtre. Tout brûlait. Mon fils a été tué comme ça, car il restait souvent des gens à l'intérieur. Ensuite, on nous a poussés vers un endroit où nous étions tous rassemblés, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. En chemin, les gens couraient dans tous les sens. Beaucoup ont été tués de la sorte à ce moment-là. J'ai vu un tout petit enfant s'écrouler à côté de moi. Auparavant, ils m'avaient pris mon argent, 200 livres, et ma montre. »

La plupart des réfugiés affirment avoir été dépouillés de la même façon. Une jeune femme pleure en répétant sans cesse : « Je ne veux plus voir dans ma mémoire ce que j'ai vu » ; quatre de ses enfants sont morts, deux autres ont disparu.

« Pourquoi ont-ils tué mes fils, dit-elle, ce n'était pas des combattants. De toute façon, il n'y avait plus de munitions depuis longtemps. »

Un milicien confirme cette précision et ajoute que, toute la nuit précédant l'attaque, le quartier a été sans cesse bombardé et que des militaires de l'armée libanaise intervenaient aux côtés des phalangistes. Il poursuit : « On ne pensait pas que les phalangistes agiraient comme cela. J'ai pu m'échapper en faisant le mort, puis en rampant à travers les débris. »

Une jeune fille montre son cou et tend ses poignets : « Ils m'ont pris tous mes bijoux, je n'ai gardé qu'une bague parce qu'elle était en or. Après, je ne sais pas pourquoi, ils ont assassiné mon frère aîné et ils l'ont tué en disant que j'en avais rien vu. A Achrafieh, où ils nous ont conduits, les phalangistes ont dit qu'ils avaient nous interrogés. Ils faisaient entrer mes camarades une à une dans une pièce. Ça durait longtemps, et

d'autres phalangistes entraient aussi en riant. Un de leurs chefs est venu arrêter ces interrogatoires. »

En indiquant qu'elle apprenait le français à l'école, une adolescente nous a remis un bout de papier sur lequel elle avait écrit ce message : « Nous n'avons plus de maison, plus rien, plus d'espoir. »

FRANCIS CORNU.

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Les États-Unis opposent leur veto à la résolution évoquant la création d'un État palestinien

Nations unies (New-York). — Comme il était généralement prévu, les États-Unis ont utilisé lundi 27 janvier leur droit de veto pour empêcher l'adoption de la résolution déposée par six pays membres non permanents du Conseil (Bénin, Guyane, Panama, Pakistan, Roumanie et Tanzanie) affirmant le droit du peuple palestinien à la création d'un État. Cette résolution avait obtenu tout juste la majorité requise de 9 voix : celles des auteurs de la

De notre correspondant

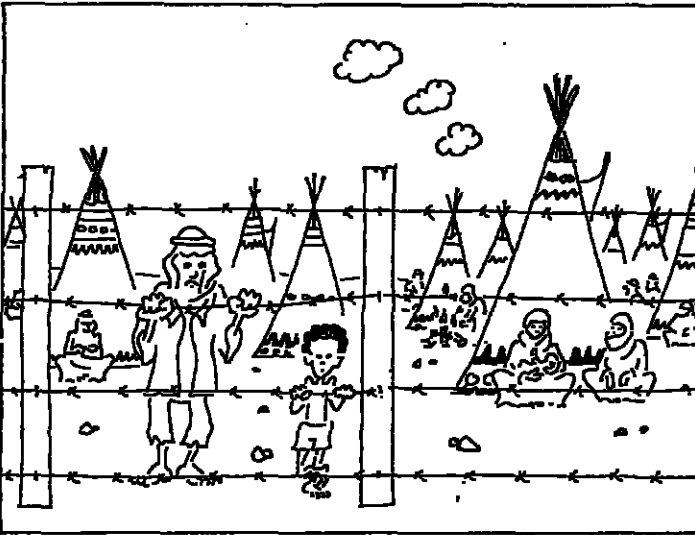
résolution, de l'Union soviétique, de la France et du Japon. La Chine et la Libye n'ont pas pris part au vote. La Grande-Bretagne, l'Italie et la Suède se sont abstenus.

À la dernière minute, la Grande-Bretagne avait déposé un amendement stipulant que le projet de résolution des six n'aurait pas les résolutions précédentes du Conseil, en particulier la résolution 242, adoptée en novembre 1967, et sa version postérieure (338), qui a mis fin à la guerre d'octobre 1973. Le représentant soviétique, M. Malik, qualifia la proposition britannique d'acte de sabotage, destiné à permettre à Israël de refuser l'évacuation des territoires arabes occupés. Le représentant français, M. Louis de Guiringaud, affirma au contraire qu'il existait un accord parfait entre la résolution de 1967 et l'amendement britannique. Ce dernier n'obtint pourtant que 4 voix (Grande-Bretagne, France, Italie et Suède) contre 2 (Chine et Libye) et 9 abstentions.

Le représentant des États-Unis au Conseil a déclaré : « Le vote négatif des États-Unis n'a pas été inspiré par de l'antipathie pour les aspirations des Palestiniens, mais plutôt par la conviction que l'adoption de cette résolution n'aurait pas amélioré leur condition ni constitué le moyen le plus efficace d'aborder le problème, longtemps négligé, de leur avenir dans le cadre d'un règlement général. »

Quant au représentant de la France, M. de Guiringaud, il a regretté le rejet de la résolution, mais déclaré que le débat n'avait pas été vain. « À travers les nombreuses déclarations faites devant le Conseil, a-t-il dit, le cadre d'un règlement juste et durable au Proche-Orient s'est nettement dégagé. Il comporte une reconnaissance de l'acquisition de la nationalité par les réfugiés, la reconnaissance de leur droit à l'existence de tous les États de la région à l'intérieur de frontières reconnues, garanties et par conséquent sûres. Mais il comporte aussi l'affirmation, nouvelle devant le Conseil, des droits du peuple palestinien à une patrie indépendante. » De ce cadre,

Philippe Ben.



(Dessin de KONK.)

Le texte de la résolution

Nations unies, New-York (Reuter). — Le texte de la résolution sur le Proche-Orient, qui avait recueilli la majorité requise de 9 voix, mais qui a été rejeté à la suite du veto des États-Unis, est ainsi libellé : Conseil de sécurité. Ayant examiné la question intitulée « Le problème du Proche-Orient », y compris la question palestinienne, conformément à sa résolution 381 (1975) du 30 novembre 1975.

Ayant entendu les représentants des parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien.

Convaincu que la question de Palestine est au cœur du conflit au Proche-Orient.

Exprimant sa préoccupation devant la détérioration continue de la situation au Proche-Orient et déplorant profondément qu'il n'ait persisté dans son occupation de territoires arabes et son refus d'appliquer les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations unies.

Réaffirmant le principe de l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la menace ou l'emploi de la force.

Réaffirmant en outre la nécessité d'instaurer dans la région une paix juste et durable fondée sur le plein respect de la charte de l'Organisation des Nations unies ainsi que de ses résolutions concernant le problème du Proche-Orient, y compris la question de Palestine.

1) Affirme :

a) Que le peuple palestinien doit être mis en mesure d'exercer son droit national inaliénable d'autodétermination, y compris le droit d'établir un

État indépendant en Palestine, conformément à la charte de l'Organisation des Nations unies ;

b) Le droit des réfugiés palestiniens souhaitant retourner dans leurs foyers à être pris en compte, leurs voisins de la faire et le droit de ceux choisissant de ne pas retourner dans leurs foyers de recevoir une indemnisation pour leurs biens ;

c) Qu'Israël doit se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis juin 1967 ;

d) Que des arrangements appropriés doivent être institués pour garantir, conformément à la charte de l'Organisation des Nations unies, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les États de la région et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

2) Décide que les dispositions contenues dans le paragraphe 1 doivent être pleinement prises en considération dans tous les efforts et conférences internationales organisées dans le cadre de l'Organisation des Nations unies pour l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

3) Prie le secrétaire général de prendre aussitôt que possible toutes les mesures nécessaires pour l'application des dispositions de la présente résolution et de faire rapport au Conseil de sécurité sur les progrès réalisés.

4) Décide de se réunir avant l'expiration d'une période de six mois pour examiner le rapport du secrétaire général concernant l'application de la présente résolution et afin d'assumer ses responsabilités en ce qui concerne ladite application. »

Philippe Ben.

THEODOR REIK
**TRENTE ANS
AVEC FREUD**
le portrait d'un ami et d'un maître lettres inédites de Freud
120 pages 29,50 F

ERICH FROMM
**LA MISSION DE
SIGMUND FREUD**
la psychanalyse à travers son « père »
une analyse de sa personnalité et de son influence
112 pages 27,50 F

Éditions
COMPLEXE
diffusion
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

E A BAGDAD
avec M. Saddam Hussein

réaction de la libération...
André Passeron

DE PRESSE FRANCO-ARABE A PARIS

France...
André Passeron

Océanie

Papouasie
Nouvelle-Guinée

Nouvelle République
dans l'île de Sumatra

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

Indonésie

AFRIQUE

France-Algérie : de l'idylle à la crise

II. - RÉÉQUILIBRER LES ÉCHANGES

par DANIEL JUNQUA

Les relations franco-algériennes traversent une crise grave. Alger reproche notamment au gouvernement français de ne pas être resté neutre dans l'affaire du Sahara occidental et d'avoir appuyé l'action engagée par le Maroc pour « récupérer » ce territoire. Paris est accusé de ne plus mettre en œuvre la politique d'« indépendance nationale » qui avait été préconisée par le général de Gaulle (« le Monde » du 27 janvier). Aux critiques d'ordre politique s'ajoutent un contentieux économique que Daniel Junqua analyse ci-dessous.

Depuis quinze mois, le dossier « France » ne quitte plus le bureau du ministre algérien du commerce, M. Yaker. Au cours des dix dernières années, l'Algérie a vu ses échanges croître et se diversifier. Elle a surmonté, grâce à une politique commerciale dynamique, deux crises graves : celle de 1969-1970, due à l'arrêt par la France des importations de vin ; celle de 1971, consécutive à la nationalisation des sociétés pétrolières. Depuis la fin de 1974, un nouveau point noir est apparu : le déficit commercial avec la France. En nous recevant au dernier étage du bâtiment flambant neuf qui abrite, près de l'ancien « champ de manœuvre », les services du ministère, M. Yaker ne nous cache pas qu'il accorde à ce problème une priorité absolue. « De janvier à novembre 1975, constate-t-il, les importations algériennes venant de France se sont élevées à 7,5 milliards de francs. Nous avons exporté en sens in-

verse pour 2,8 milliards de francs. Le déficit se monte à 4,6 milliards. Nous estimons qu'il atteindra pour l'année entière environ 5 milliards. Il y a une situation inadmissible. Notre déficit avec la France est exactement égal au déficit total de notre balance commerciale. En revanche, il entre pour plus de 80 % dans l'excédent enregistré globalement par la France en 1975. »

La part de la France dans les importations de l'Algérie a été, en 1975, de 37,40 %, et ce pays vient incontestablement en tête des clients de la France en Afrique et dans le monde arabe. Avec tous les autres partenaires de l'Algérie, ou presque, les échanges sont équilibrés. Le solde est même largement positif avec l'Allemagne fédérale et les États-Unis.

« Paris insiste sur la nouveauté de ce déficit, poursuit M. Yaker. En fait, nous le prévoyions. Nous souhaitons donner à nos échanges commerciaux avec la France un cadre juridique afin qu'ils ne se déroulent plus de façon désordonnée. Il aurait fallu mettre en place les instruments de cette politique. En 1973 déjà, nous avions envoyé à Paris une délégation pour suggérer la conclusion d'un accord-cadre comparable à ceux que la France a signés avec certains pays de l'Est. Une commission mixte aurait pu être mise en place au niveau des ministères, afin d'évaluer les échanges pour les années à venir et de mettre au point des protocoles annuels. La réponse a été négative. »

Dès les premiers mois de 1975, alors que le déficit mensuel était de l'ordre d'un demi-milliard de francs, les dirigeants algériens avaient tiré la sonnette d'alarme.

Ils avaient évoqué le problème, en mars, avec M. Ségard, alors ministre du commerce extérieur, en avril avec M. Giscard d'Estaing et en juin avec M. d'Ornano, ministre de l'Industrie. Ils avaient notamment déploré que les sociétés pétrolières françaises préfèrent au brut algérien le pétrole saoudien ou irakien alors que les pays du Golfe ne tiennent qu'une place négligeable dans les exportations françaises. Les Algériens s'attendaient d'autant plus à voir le gouvernement français agir qu'eux-mêmes avaient entrepris un important effort pour l'aider à sortir de la passe difficile qu'il traversait depuis 1974. Cette année avait été marquée par un arrêt brutal de la croissance, et Paris avait enregistré un déficit de 16 milliards de la balance commerciale. « Nous avons donné pour consigne à nos sociétés nationales, disent les responsables algériens, d'accorder chaque fois que possible la préférence aux entreprises françaises. »

Une mauvaise passe

Il est de fait que les commandes aux industriels français sont passées, entre 1971 et 1974, de 120 millions de francs à 400, puis à 650, pour bondir à 5,5 milliards en 1974 et atteindre 3 milliards pendant les deux premiers mois de 1975. Au total, les retombées de la visite en France, en novembre 1974, de M. Abdesselam, ministre de l'Industrie et de l'énergie, sont actuellement évaluées à une trentaine de milliards de francs représentant

quelque 6 milliards de francs. Les Algériens, constatant qu'en 1975 la balance commerciale française a accusé un excédent d'environ 6 milliards de francs, estiment que leurs efforts n'ont pas été payés de retour. Ils reprochent à Paris de ne pas avoir fait un geste pour les aider lorsque leur économie a dû affronter elle-même, au printemps 1975, une phase délicate, les sociétés pétrolières américaines ayant soudainement annoncé leur décision de réduire leurs achats de brut. « Il nous a fallu alors, explique M. Abdesselam, trouver rapidement pour 3 ou 4 millions de tonnes de pétrole, sous peine de ne pas respecter nos prévisions de recettes pour l'année. Nos possibilités de stockage sont limitées. Nous pouvions donc être amenés à freiner la rétention, ce qui se traduit par une perte sèche. Nous avons demandé à Paris d'augmenter ses achats. Sans résultat. »

C'est alors que le ministre de l'énergie s'est lancé dans ce qu'il a appelé « les opérations d'échanges compensés ». Il fut demandé aux entreprises avec lesquelles des contrats étaient en discussion d'accepter d'être payées... en pétrole, étant entendu que celui-ci devrait être envoyé directement par des sociétés pétrolières. « L'adoption de ce système triangulaire, affirme M. Abdesselam, a exclu tout risque de voir notre « brut » vendu au rabais, car nous refusons de consentir des ristournes. Malgré ces dispositions, un organe de presse français, apprenant que nous avions conclu un contrat de

ce type avec Renault-Saviem, a prétendu que nous bradions notre pétrole et que notre intransigeance sur les prix ne se manifestait que dans nos prises de position lors des réunions de l'OPEP. C'est pour protester contre cette interprétation que nous avons alors renoncé à l'option prise avec Renault. »

L'opération « compensation », même si elle n'a pas été aussi orthodoxe que les Algériens l'auraient voulu, leur a permis de sortir d'un mauvais pas, à un moment où ils éprouvaient de surcroît des difficultés financières, leurs réserves étant au plus bas. Il est certain qu'ils auraient préféré ne pas être mis dans l'obligation de recourir à de telles méthodes.

Du côté français, on prétend que le gouvernement ne disposait, en l'occurrence, d'aucun moyen d'action. Le pétrole est acheté par les compagnies, et celles-ci mènent leur propre politique (1). Or elles n'ont pas intérêt à acheter en Algérie. En raison de ses qualités — c'est un « brut léger » — à faible teneur en soufre, — ce pétrole est plus cher que le brut saoudien ou irakien ; le marché français ne peut en absorber que de faibles quantités. Les sociétés françaises ont d'ailleurs revendu aux États-Unis la plus grande partie des 12 millions de tonnes qu'elles ont enlevées sur le marché algérien en 1973. « Pour que les compagnies consentent un effort supplémentaire, il aurait fallu que les pouvoirs publics s'engagent à

(1) En 1975, le pétrole est contrôlé à 100 % par l'Etat et la C.F.P. à 40 %, l'argent selon lequel le gouvernement ne pourrait agir est difficilement recevable.

leur verser la différence entre le prix algérien et le prix saoudien. Nous a-t-on dit Rue de Rivoli. Nul doute que des orateurs se seraient dressés à l'Assemblée nationale pour accuser le gouvernement de subventionner les trusts pétroliers. »

Était-il impossible de trouver une solution, et cela a-t-il été tenté ? Les Algériens, non sans quelques raisons, n'arrivent pas à croire que l'actuel gouvernement français n'est pas en mesure de traduire sur le plan économique ses options politiques... sauf à considérer que ces options ne sont pas aussi nettes qu'il le paraît. Ils constatent que, circonstance aggravante, la passivité de Paris a coïncidé, à peu de chose près, avec le voyage à Alger de M. Giscard d'Estaing. Ils rappellent aussi que, lors de l'embargo pétrolier de 1973, Alger s'était associé aux efforts déployés par les pays arabes pour que la France, considérée comme « un pays ami », ne soit pas privée de « brut ».

« Notre pétrole est plus cher, disent enfin les Algériens. Soit. Parions donc un peu du gaz ! » Ils tiennent là un bon argument. Contrairement aux sociétés américaines ou espagnoles, G.D.F. n'a jamais accepté jusqu'à maintenant de réévaluer le prix du gaz algérien fixé par des contrats antérieurs aux hausses qui ont atteint ce produit. Alger vend donc son gaz à la France trois ou quatre fois moins cher qu'à ses autres partenaires. G.D.F. a ainsi économisé, en 1975, plusieurs centaines de millions, affirme M. Yaker.

Une coïncidence

De façon générale, on estime à Paris que le déséquilibre des échanges entre les deux pays ne doit pas être dramatisé. L'approche des problèmes commerciaux ne peut se faire de façon bilatérale. Une balance commerciale doit s'apprécier globalement, les excédents avec certains pays compensant les pertes avec d'autres. Le fait que le déficit avec la France soit égal au déficit global de l'Algérie ne relève ainsi que de la coïncidence. En 1974, souligne-t-on également, la France a enregistré un déficit considérable dans ses relations avec l'Allemagne fédérale. Elle n'en a pas pour autant engagé une politique avec Bonn. On fait enfin remarquer que la situation doit être corrigée à deux points de vue : 1) une partie du pétrole enlevé en 1975 par les sociétés françaises a été placée directement aux États-Unis, et le produit de ces ventes n'apparaît pas dans la balance commerciale franco-algérienne ; 2) les sommes dépensées par les touristes français et les transferts de fonds réalisés par les travailleurs immigrés procurent à l'Algérie des ressources non négligeables en devises. On rappelle cependant que la balance des paiements est elle-même devenue déficitaire en 1975 pour l'Algérie, l'écart dépassant 2 milliards de francs.

Le commerce algérien, dit-on encore Rue de Rivoli, se caractérise par une grande rigidité. Alger n'a guère à proposer que son pétrole, dont les caractéristiques ne facilitent pas l'écoulement, et son gaz. Ses achats portent soit sur des produits alimentaires indispensables, soit sur des biens d'équipement, dont la livraison s'étale souvent sur plusieurs années et dans lesquels figure une quantité non négligeable de pièces de rechange. Il n'est donc pas facile de modifier rapidement les courants d'échanges.

Les Algériens ne contestent pas cette analyse, mais, remarquent-ils, « si nous n'avons qu'un seul produit à proposer à l'exportation, la France n'y est pas étrangère. Nous produisons du vin, riche en héritage de la colonisation. Le gouvernement français a cédé, en 1969, aux revendications des vignerons du Midi et a fermé son marché aux vins algériens. Nous nous sommes retrouvés, à la veille d'une récolte, avec des millions d'hectolitres dans nos caves. Il nous a fallu vendre, à perte, à l'Union soviétique, ce qui a entraîné une baisse de 50 % des revenus des paysans producteurs. Et ce n'est pas sans un certain déchirement que nous avons dû, depuis, faire passer le bulldozer sur un certain nombre de vignobles. »

Les importations ne sont pas rigides dans tous les domaines. L'Algérie, qui est le premier client étranger de l'industrie pharmaceutique française, pourrait bien s'adresser désormais à l'Allemagne ou aux États-Unis. Si elle l'avait fait en 1975, les laboratoires français auraient vu leur chiffre d'affaires amputé de quelque 380 millions de francs. De toute façon, le problème ne se pose plus en termes d'échanges. L'Algérie a placé tout son pétrole pour 1976. Si les relations avec Elf-Rap ont été rompues, la C.F.P. a porté ses engagements d'enlèvement à 10 millions de tonnes, et l'Algérie s'est même réservée la possibilité d'en garder une partie au cas où elle pourrait conclure des contrats « spots » de fourniture immédiate, toujours plus profitables.

Prochain article :

DES CRÉDITS POUR LE DÉVELOPPEMENT

quelle marque choisir ?

Celle dont la gamme répond le mieux à vos besoins, celles que soient la taille et l'activité de votre société. Celle aussi qui a une certaine expérience de la gestion des parcs sociétés : Renault gère, par sa filiale Renault Bail, un parc de plus de 100.000 véhicules en leasing et en location longue durée. Pour vous comme pour nous, c'est la meilleure des références.

quels modèles ?

Ceux qui sont le plus adaptés à votre problème de parc. Dans la gamme Renault, comme dans la gamme Saviem, vous trouverez toujours le ou les modèles qui vous conviendront : de la Renault 4 à la Renault 30 TS sans oublier tous les petits véhicules industriels. Il y a 31 modèles dans la gamme Renault.

quelles adaptations ?

Celles que vous proposent les carrossiers agréés par Renault. Vous pouvez avoir impérativement besoin d'un fourgon de grande capacité ou d'un plateau roulant allongé ou même d'une Renault Rodéo 4 ou d'une Renault Rodéo 6.

quand rajeunir son parc ?

Plus un parc est jeune, plus les risques d'immobilisation diminuent. Avec la Location Longue Durée Renault Bail, votre parc est régulièrement rajeuni tous les 6, 12, 18, 24 ou 36 mois. C'est une sécurité pour votre société dont le parc est ainsi renouvelé en permanence.

quel type d'assurances ?

Quelle que soit la formule d'assurance que vous avez choisie, Renault vous la propose à un taux particulièrement étudié, dans le cadre de la Location Longue Durée. Les primes d'assurances sont incluses dans les mensualités que vous versez régulièrement. Ainsi vous n'avez pas de grosse somme à immobiliser.

quel contrat d'entretien ?

Le plus avantageux pour vous et votre société. La Convention Nationale d'Entretien Renault vous assure l'entretien des véhicules de votre parc et vous permet d'établir la gestion prévisionnelle de toutes vos dépenses d'entretien et de réparation.

quelles garanties d'après-vente ?

Toutes celles que vous offre Renault, avec son Réseau, le plus dense de France (vous n'êtes jamais à plus de 20 km d'un Point Service Renault). Son service d'approvisionnement en pièces détachées est géré par ordinateur. Ses ateliers sont équipés pour vous servir rapidement.

au comptant ou à crédit ?

A vous de décider. Si vous optez pour le crédit, la DIAC, organisme de financement de la Régie Renault, vous propose diverses possibilités (crédit classique, crédit nouveau départ). De toute façon, il existe une solution adaptée à votre problème particulier. Il suffit de nous l'exposer : les 27 et 28 janvier prochain.

en location longue durée ?

Avec la Location Longue Durée Renault Bail, vous choisissez le ou les véhicules de votre parc, leur kilométrage et leur durée d'utilisation (6 à 36 mois). Et vous réglez un loyer mensuel ou trimestriel. Cela vous permet de gérer au mieux votre investissement parc.

en leasing ?

Le leasing : c'est très simple : Renault Bail achète pour vous le louer, le véhicule que vous aurez choisi. Vous en disposez comme si vous en étiez propriétaire durant 3 ou 4 ans, en versant des loyers mensuels ou trimestriels. Et dès la fin de la première année, vous pouvez à tout moment racheter le véhicule au prix de sa valeur résiduelle.

et le véhicule de remplacement ?

C'est un service supplémentaire que vous propose Renault. Si un véhicule de votre parc est immobilisé, en cas de panne ou d'incident, il est remplacé immédiatement par un véhicule semblable. Pour vous, responsable de parc, c'est une sécurité supplémentaire.

pour répondre à toutes ces questions votre concessionnaire Renault vous invite aux "journées sociétés et administrations" les 27 et 28 Janvier 1976

RENAULT

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

EUROPE

crise

Sahara occidental

Le Front Polisario dément la présence d'experts étrangers dans ses rangs

Dans une interview publiée par le quotidien jordanien Al-Dustour, M. Ahmed Laraki, ministre marocain des affaires étrangères, accuse la Libye d'être l'« armée d'Algerie » et le Front Polisario d'être en possession d'« informations étonnantes » sur la rencontre entre le président Boumedienne et le colonel Kadhafi en décembre dernier, le ministre estime que l'Algérie veut « internationaliser » l'affaire, ajoutant qu'elle « vient de faire appel à des spécialistes de la guerre en vue de briser l'unité maghrébine ».

L'agence Algérie Presse Service estime de son côté, dans un commentaire diffusé lundi soir 26 janvier, que l'intervention directe des forces marocaines sur le territoire de la Mauritanie est une faute grave, susceptible d'accroître grandement la tension qui règne dans la région depuis le commencement de l'aventure expansionniste de la monarchie marocaine. L'agence a annoncé ce mardi que les troupes marocaines « ont lancé une offensive » appuyée par « énormes moyens militaires » contre la zone « libérée » d'Angola, contrôlée par le Front Polisario.

De notre correspondant

Alger. — El Moudjahid annonce, ce mardi 27 janvier, que le roi Hassan II a reçu le vice-amiral Frédéric Turner, commandant en chef de la VI^e flotte américaine, et se demande si cette dernière n'entend pas intervenir au Sahara. De son côté, un porte-parole du Front Polisario à Alger a démenti officiellement certaines informations qui ont circulé ces derniers jours : « Jusqu'à présent, nous n'avons rien dit, et nous ne dirons rien », a-t-il dit, « il n'y a que des Sahraouis qui se battent au Sahara occidental contre les diverses forces d'invasion marocaines et mauritaniennes. Il n'y a ni Algériens, ni Palestiniens, ni Russes, ni Cubains, ni Vietnamiens sur notre territoire ».

Le porte-parole a ajouté que le Front n'avait pas besoin, pour

le moment, de l'aide de volontaires. « Toutefois, a-t-il précisé, si cela s'avérait nécessaire, nous pourrions faire appel aux nombreux volontaires qui nous ont déjà proposé leur concours. Cela n'aurait rien d'inhabituel ».

Le porte-parole estime que le Front Polisario n'a pas d'explications à donner sur le matériel qu'il utilise. Il est normal, dit-il, qu'il se procure l'équipement dont il a besoin pour « faire face » à une invasion qui dispose de moyens importants. En outre, nous a-t-il indiqué, « le Sahara occidental a été pris en main par sa propre population, et celle-ci s'est dotée d'autorités légales, qui ont le droit d'acheter des armes à n'importe quel pays du monde où le recevoir à titre de dons ».

Enfin, le porte-parole se demande si les multiples rumeurs lancées ces derniers temps à propos d'une aide directe ou indirecte des Soviétiques ne sont pas destinées à maquiller ou à justifier le soutien apporté par la France et les Etats-Unis au Maroc et à la Mauritanie, tant sur le plan politique que sur celui des fournitures de matériel militaire. De plus, nous a-t-il dit, « nous avons maintenant la certitude que des pilotes français ont été impliqués dans des transports d'armes en Mauritanie, jusqu'à Nouakchott et à Nouadhibou ».

Le porte-parole du Front Polisario se réfère sans doute à un article paru dans le dernier numéro de « Jeune Afrique ». L'envoyé spécial de cet hebdomadaire à Nouakchott a interviewé, en effet, un pilote français, M. Gilbert Bonnot, engagé en 1973 par l'armée marocaine comme « instructeur » à l'aviation. M. Bonnot a transporté sur un avion Skyvan des forces armées marocaines vers le sud du Sahara occidental, où elles ont été impliquées dans des opérations de destruction de villages et de destruction de villages. M. Bonnot a déclaré que les avions marocains ont été utilisés pour transporter des armes et du matériel militaire vers le sud du Sahara occidental, où ils ont été impliqués dans des opérations de destruction de villages et de destruction de villages.

LES JOURNÉES FRANCO-MAROCAINES DOIVENT DÉVELOPPER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE LES DEUX PAYS

Une délégation marocaine, présidée par M. Abdelatif Ghannouchi, ministre du commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande, est arrivée lundi 26 janvier à Paris. Ce voyage s'inscrit dans le cadre des « journées franco-marocaines » organisées par le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.). M. Ghannouchi, qui a rencontré lundi M. d'Ornano, le ministre de l'Industrie, doit s'entretenir mardi après-midi avec M. Ponsard et M. Raymond Barre. Une réunion organisée dans les locaux du Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) aura permis au ministre marocain et aux membres de sa délégation de faire connaître à quelque trois cents industriels français les caractéristiques de l'économie marocaine et les possibilités de coopération entre les deux pays. Le montant des investissements prévus par le plan quinquennal 1973-1977 initialement fixé à 11,5 milliards de dirhams a été porté à 15 milliards de dirhams (1), ce qui permet d'envisager la réalisation de projets nouveaux.

Le séjour de la délégation marocaine se terminera vendredi par une conférence de presse après des déplacements à Lyon, à Lille et à Quimper.

(1) 1 dirham = 1,08 franc.

LE ROY
carte V

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LES AUTORITÉS ALGÉRIENNES ont annoncé le lundi 26 janvier que les membres du « réseau de saboteurs », qui ont déposé une bombe devant El Moudjahid le 3 janvier dernier et qui se proposaient de commettre d'autres attentats (le Monde du 10 janvier), seront déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat. Cette instance judiciaire, dont le siège est à Média, est compétente pour les crimes et délits tels que l'espionnage, l'espionnage économique, les atteintes à la défense nationale et à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. — (Corresp.)

Egypte

● LES FORCES ÉGYPTIENNES ont pris, lundi 26 janvier, en application de l'accord de désengagement, le contrôle d'un secteur du Nord-Sinaï, qui faisait jusqu'à présent partie de la zone tampon de l'ONU. Les troupes des forces israéliennes avaient eu, jusqu'à présent, pour cadre le secteur sud. Le territoire occupé lundi par les forces égyptiennes, et qui correspond à peu près à la moitié de la largeur de la zone tampon, s'étend de la Méditerranée, au nord, à un point faisant face au pont de Suez, dans le Sud. Conformément aux termes de l'accord de désengagement, la zone tampon sera intégralement sous contrôle égyptien le 22 février. — (A.F.P.)

Éthiopie

● UNE GRAVE SECHERESSE a dévasté le district de l'Ogaden, à l'est, en Éthiopie, a annoncé, le 24 janvier, la radio éthiopienne. Sans préciser si le fléau avait causé des victimes, la radio a indiqué

que le nombre de personnes recueillies dans des centres de secours était d'environ mille cinq cents. — (R.U.T.)

Pologne

● LES SECRÉTAIRES CHARGÉS DES PROBLÈMES IDÉOLOGIQUES et des relations avec l'étranger des comités centraux des partis communistes d'Union soviétique, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, de Cuba, de Mongolie-Extrême, d'Allemagne démocratique, allemande, de Roumanie, de Hongrie et de Pologne, se sont réunis lundi 26 janvier à Varsovie. L'agence polonaise n'a pas précisé que cette conférence avait notamment pour objet d'étudier la réplique aux critiques occidentales selon lesquelles les libertés démocratiques n'existent pas dans les pays communistes. — (U.P.I.)

La Pompadour
SOLDE
ses beaux
MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELLISSES, PEAUX LAINÉES
Egalement
robes, ensembles, tailleurs
JERSEY
FEMMES FORTES
du 40 au 52
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chausse d'Antin

Angola

L'UNITA souhaite engager des négociations avec le M.P.L.A.

Tandis que le retrait partiel des forces sud-africaines du territoire angolais est annoncé à Pretoria, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) poursuit son offensive vers le sud, en direction de la frontière namibienne.

Selon les informations parvenues mardi à Salisbury, en provenance de Lusaka, des chasseurs Mip-21 ont été utilisés pour la première fois dans le conflit dimanche dernier. Ces appareils sont intervenus au cours d'une attaque de la ville de Novo-Redondo, sur la côte atlantique, à 270 kilomètres au sud de Luanda, précise-on de source angolaise à Lusaka.

Cependant, M. Kakumba Marques, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du gouvernement de coalition constitué par l'Unita et le F.N.L.A., qui tenait une conférence de presse, après avoir été reçu, lundi à Dakar, par le président Senghor, a démenti la prise par le M.P.L.A. des villes de Luso et de Cela, et assuré que la situation restait « inchangée dans l'est de l'Angola comme sur le littoral ».

M. Marques a, d'autre part, déclaré que l'Unita était prête à négocier avec le M.P.L.A. à la condition que le F.N.L.A. participe à cette négociation.

Par ailleurs, une délégation du F.N.L.A. est arrivée lundi à Washington où elle s'efforcera d'obtenir du Congrès américain que des armes lui soient livrées.

Dans un reportage de son envoyé spécial à Silva Porto, capitale de l'Unita, le Financial Times rapporte, ce mardi, y avoir rencontré des soldats « à l'indéniable accent sud-africain » et constaté que les « magasins n'étaient pas approvisionnés et que les vivres et l'eau faisaient défaut ».

Pour sa part, l'envoyé spécial du Washington Post à Kinshasa écrit que « des dirigeants Zairois, dont le

président Mobutu, ont fait allusion récemment à un changement de politique de leur pays ». Kinshasa s'acheminait vers une négociation avec le M.P.L.A. et, selon le journaliste américain, « pourrait être prêt à abandonner son soutien au F.N.L.A. », principalement en raison des pressions économiques auxquelles le pays est soumis du fait de l'extension des territoires contrôlés par M. Neto.

Une réplique de Cuba au Zaïre

Reçu pendant près d'une heure, lundi à Washington, par M. Henry Kissinger, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, a déclaré, à propos de l'Angola, qu'il ne pensait pas que le gouvernement portugais fût sur le point de reconnaître la M.P.L.A. comme le véritable représentant des informations diffusées à Lisbonne (le Monde du 27 janvier). M. Soares estime, en effet, qu'il n'est pas possible au gouvernement portugais de se départir de sa neutralité. Il se dit « aussi inquiet de l'intervention sud-africaine en Angola que de l'intervention cubaine ».

A New-York, M. Richard Alraon de Quesada, représentant permanent de Cuba aux Nations unies, a rejeté, dans une lettre au secrétaire général de l'Organisation, en date du 23 janvier, les accusations d'« agression » portées contre Cuba par le Zaïre. Il précise que le personnel militaire cubain envoyé en Angola avait été la demande d'un « gouvernement légitime du peuple angolais » et en raison de la « lâche et criminelle agression sud-africaine ». Il ajoute que le gouvernement de M. Neto a été reconnu par plus de quarante pays de la communauté internationale, y compris vingt-trois pays africains. — (A.F.P.)

Le repli sud-africain

(Suite de la première page.)

Mais si les photographies des prisonniers sud-africains présentées à Lagos et à Addis-Abeba par le M.P.L.A. ont provoqué un choc dans une opinion européenne mal informée, cette société blanche des blancs n'a pas échappé à la manifestation de l'Union soviétique et de la République démocratique allemande, qui ont exprimé devant le Parlement en fin de semaine et son discours est très attendu. Mais, pour l'instant, son prestige ne semble pas avoir pâti outre mesure de l'échec d'une manœuvre jugée loi maladroite et même hors de propos, mais dont les conséquences sont

loin de crier le moindre affolement. Même l'éventualité d'un revirement sud-africain est accueillie sans trop d'enthousiasme. Sous le couvert d'un langage assez ferme — et de violentes attaques contre l'Union soviétique et Cuba — le gouvernement sud-africain est peut-être déjà en train d'ouvrir un dialogue avec le régime du Mozambique ; moyennant la garantie d'une non-ingérence réciproque dans les affaires de la Namibie et de l'Angola, l'annonce d'une collaboration économique de fait entre Pretoria et Luanda.

Même parmi ceux qui considèrent cette intervention militaire en Angola comme un véritable erreur, nombreux sont ceux qui pensent que le dommage est loin d'être irréparable. Il en est même qui jugent le rapatriement d'un contingent en Angola, qui n'est que l'aboutissement d'une stratégie, qu'il est censé forcer l'Union soviétique à s'exposer en démontrant la seule puissance étrangère sur laquelle le régime de Pretoria ne peut compter. Le gouvernement de Pretoria, en se retirant de la première ligne, espère ainsi rendre à sa diplomatie une marge de manœuvre que l'envoi d'un contingent en Angola aurait fait disparaître. N'y décevant pas, l'instinct qu'une maladresse, ce n'est sûrement pas son opinion publiée que le presse de changer de stratégie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Sénégal

LE PRÉSIDENT SENGHOR SE PRONONCE EN FAVEUR DU TRIPARTISME

Dakar (A.F.P.). — Les Sénégalais pourront avoir plusieurs syndicats et trois partis politiques, a annoncé le président, Léopold Sédar Senghor devant le conseil national de l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), parti au pouvoir, réuni pendant le dernier week-end à Dakar.

« Le multipartisme », a assuré M. Senghor, « a pour but de permettre à tous les Sénégalais de s'exprimer dans le cadre de leur choix ». Le président a proposé un schéma permettant l'existence de trois partis exprimant les courants de pensée « libéral et démocratique », « marxiste-léniniste », l'U.P.S. étant, selon lui, classée dans la première catégorie. Le parti démocratique sénégalais, créé le 31 juillet 1974, se trouverait dans la seconde catégorie, la troisième formation restant à définir.

En contrepartie, le président sénégalais a indiqué que les règles de création et de fonctionnement des partis et des syndicats seraient plus sévères et qu'une loi serait élaborée pour éviter que les partis « soient financés par l'étranger ». L'annonce de cette évolution du régime sénégalais intervient à la veille du premier congrès du Parti démocratique sénégalais, parti d'opposition, dont le président est M. Abdoulaye Wade.

Turquie

L'administration des bases américaines pourrait être confiée aux autorités d'Ankara

A la séance d'ouverture de la conférence de coopération balkanique lundi 26 janvier, à la fondation Evgenidi dans un faubourg d'Athènes, le premier ministre grec, M. Caramanlis, s'est déclaré persuadé que cette conférence pourrait devenir un facteur de stabilité dans les Balkans et que, « pour cette raison, il attachait une plus grande importance à la création d'un climat d'amitié et de confiance mutuelle entre les peuples qu'aux décisions particulières qui seront prises ».

D'autre part, la seconde phase des entretiens gréco-américains sur le statut des bases américaines en Grèce s'est ouverte lundi matin à Athènes. Lors de la première phase, le 29 avril dernier, il avait été décidé que la VI^e flotte américaine ne mouillait plus en Grèce et que le statut de la base aérienne d'Hellinikon, proche d'Athènes, serait révisé.

De notre correspondant

Ankara. — La Turquie participe à la conférence des pays balkaniques pour la première fois, le 26 janvier à Athènes, mais elle demeure convaincue que seule une réelle amélioration des relations bilatérales entre les pays de la région pourrait permettre une véritable collaboration économique et technique. Or le contentieux gréco-turc est loin d'être réglé, de même que celui entre Bulgarie et Yougoslavie au sujet de la Macédoine.

La quatrième phase des conversations d'Athènes entre représentants turcs et grecs sur la question de l'utilisation de l'espace aérien égéen s'est déroulée dans une atmosphère de bonne volonté. Mais elle s'est terminée lundi 26 janvier sans qu'il ait été possible d'aboutir à un accord. Au ministère turc des affaires étrangères, on indique que les conversations reprendront et que de nouvelles négociations sur la délimitation du plateau continental et d'autres problèmes épineux entre les deux pays — s'ouvriront le 31 janvier prochain à Genève entre représentants turcs et grecs.

Les dirigeants d'Ankara vont d'autre part redoubler d'efforts pour résoudre le problème de Chypre. Les conversations intercommunautaires doivent en principe reprendre le 17 février prochain à Vienne.

Quant aux négociations turco-américaines sur l'avenir des bases militaires des Etats-Unis en Turquie, elles sont toujours en cours. M. Caglayangil, chef de la diplomatie turque, a rencontré M. Kissinger, au cours d'une réunion extraordinaire des ministres des pays membres de l'O.T.A.N.

Le quotidien Hürriyet a publié, dimanche 25 janvier, une information selon laquelle les Turcs et les Américains se seraient entendus pour confier l'administration des bases aux militaires turcs, ce qui donnerait satisfaction à Ankara. Les bases ne seraient plus appelées « installations communes de défense » mais simplement « installations turques ». Sous le nouveau statut, des militaires turcs et américains collaboreraient.

Cependant, le même journal affirme que, même si un accord turco-américain est signé, celui-ci n'entraînera pas un réajustement des bases américaines à Ankara. Les bases américaines resteront sous le contrôle américain. Le Congrès se sera alors en principe prononcé sur

l'aide à la Turquie. D'aucuns estiment que l'accord turco-américain pourrait être signé à l'occasion de cette visite, lorsque les derniers points litigieux auront été réglés. Mais Washington s'opposerait à un contrôle complet des bases par les Turcs.

Quant aux militaires turcs, visiblement préoccupés par la situation de l'armée, ont plus de 85 % des équipements sont de fabrication américaine, ils seraient quelque peu impatients. L'hebdomadaire Yanki, proche des militaires, écrit qu'en décembre des commandants auraient présenté un « mémorandum » à leurs collègues civils du conseil national de sécurité turque, proposant que le gouvernement multiplie les efforts en vue du « règlement rapide » de la question chypriote.

Les quatre chefs des forces armées (marine, air, terre, ainsi que le chef d'état-major) auraient suggéré au gouvernement de retirer les forces après s'être assuré de la sécurité de la communauté turque de l'île et de la délimitation d'une frontière viable entre les deux secteurs. De source bien informée, on affirme que le «not » mémorandum » est trop fort. Chaque commandant aurait rédigé un rapport sur les besoins de ses forces, assorti de recommandations personnelles. Les rapports auraient été transmis par le chef d'état-major aux membres civils du conseil national de sécurité.

Reste à savoir si le gouvernement pourra se départir de son immobilisme. Le premier ministre, M. Demirel, chef du parti de la justice, est soutenu avant tout de ne pas donner d'écoute électoral à ses rivaux, le Parti du salut national et le Parti du mouvement nationaliste, deux de ses associés au pouvoir mais qui sont hostiles à toute concession sur Chypre.

ARTUN UNSAL.

● TROIS JEUNES GENS, étudiants, et auteurs présumés du meurtre de deux agents de police, le jeudi 23 janvier dernier, à Malatya, dans l'est du pays, ont été condamnés à la prison à vie, le 26 janvier au matin, à une dizaine de kilomètres de Beylerdere, en Turquie orientale, après une procédure combinée de la troupe et de la police qui ont utilisé des hélicoptères. Ils étaient membres de l'Organisation gauchiste armée de libération populaire de la Turquie. — (Corresp.)

Allemagne fédérale

Le versement de « compensations » pour les troupes américaines serait suspendu

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand n'est pas disposé à conclure avec Washington un nouvel accord sur les compensations en devises pour le stationnement des troupes américaines.

A PROPOS DE LA « CHASSE AUX SORCIÈRES »

Le tribunal du travail de Ratisbonne doit, le 26 janvier, examiner un recours déposé par le professeur Fred Karl, choisi en 1973 parmi quinze candidats pour occuper un poste d'assistant en sociologie.

Le Comité français pour la liberté d'expression et contre les interdictions professionnelles en République fédérale allemande (1) nous fait savoir à ce propos que l'entrée en fonctions de M. Karl a été interdite par le ministère bavarois de l'éducation, « malgré les vives protestations du recteur de l'université, du corps professoral, et la pétition signée par la grande majorité des enseignants de l'université ».

Au cours d'une « procédure officielle » qui a abouti à l'éviction de M. Karl de l'université de Ratisbonne, il lui a été reproché notamment « d'avoir été membre de l'Association étudiante Spartakus » et de « penser que la sociologie marxiste est seule en mesure d'expliquer d'une manière exhaustive la société ».

Le Comité français a fait appel à la solidarité internationale et notamment aux démocrates de Clermont-Ferrand, où une telle Ratisbonne est jumelée à.

en R.F.A. M. Bölling, secrétaire d'Etat à l'information, a déclaré le lundi 26 janvier que « ce sujet n'avait pas une importance prioritaire ». Le dernier accord s'est terminé au milieu de l'année dernière. Le chancelier Schmidt ne veut, semble-t-il, plus payer non seulement parce qu'il n'est fidèle à son principe d'économies dans tous les domaines, mais aussi parce qu'il estime que ces compensations en devises n'ont plus de raison d'être.

Depuis 1961, la R.F.A. a versé environ 40 milliards de deutschemarks aux Etats-Unis pour compenser les dépenses entraînées par le stationnement des troupes américaines sur son territoire. Ces dépenses provoquaient des sorties de dollars qui aggravaient le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. Aujourd'hui, la situation s'est inversée. La balance des paiements américaine est de nouveau excédentaire. Les compensations étaient versées par les Allemands à l'origine sous forme d'achats de matériel militaire. La Bundeswehr est maintenant bien équipée, elle trouve sur le marché allemand ou européen de quoi satisfaire ses besoins. Aussi, ces dernières années, les compensations ont-elles changé de forme, la Bundesbank achetant des bons du Trésor américains à intérêt réduit. Lors de son dernier voyage à Washington, M. Schmidt a clairement menacé les Américains de réduire une partie des avoirs de la Bundesbank placés aux Etats-Unis, qui atteignent la somme de 48 milliards de deutschemarks, si la Maison Blanche exerçait de trop fortes pressions pour la conclusion d'un nouvel accord.

DANIEL VERNET.

(1) Adressez la correspondance à Pierre Kaldor, avenue Pined, 53 Amstres, tél. 793-24-59.

POLITIQUE

ELECTION DES PRÉSIDENTS DE CONSEILS REGIONAUX

PICARDIE : M. Baur (démocrate socialiste) succède à M. Legendre (C.N.I.P.)

De notre correspondant

Amiens. — La présidence du conseil régional de Picardie échappe à une nouvelle fois à l'U.D.R. C'est, en effet, M. Charles Baur, quarante-six ans, secrétaire général du Mouvement démocratique socialiste de France, maire de Villers-Cotterêts, vice-président du conseil général de l'Aisne, qui a été élu président par 30 voix sur 47 votants en remplacement de M. Jean Legendre, C.N.I.P., maire de Compiègne, ancien député, qui ne se représentait pas (le Monde daté 11-13 janvier). M. René Lamps (P.C.), député de la Somme, maire d'Amiens, a recueilli les 8 voix de l'union de la gauche (quatre communistes, quatre socialistes). M. Charles Bignon (U.D.R.), député de la Somme, qui n'était plus candidat, a recueilli 4 voix. Il y a eu 5 bulletins blancs.

Depuis quelques jours déjà, on présentait que M. Charles Bignon, vice-président de l'Assemblée nationale, renoncera à se présenter, les pointages ne lui étant pas favorables. Le combat public entre deux représentants de la majorité n'a donc pas eu lieu. M. Bignon ayant été « lâché » par ses amis. Le député de la Somme a d'ailleurs quitté la séance après avoir voté, sans attendre la proclamation des résultats. Dans une déclaration faite

avant le scrutin, il avait laissé percer sa déception en soulignant : « L'accord conclu en janvier 1974, avait permis de porter à la présidence, pour deux ans, Jean Legendre, maire de Compiègne, conseiller régional de l'Oise. Il avait été également décidé que la présidence « tournerait » tous les deux ans et que, après l'Oise, la Somme deviendrait la présidence avant de laisser la place à l'Aisne en janvier 1978 ». M. Bignon avait ensuite fait observer que ce dernier département était déjà la présidence du Comité économique et social de la région (M. Claude Ferté) et que l'accord de 1974, qui n'avait été assorti d'aucune restriction, pouvait être considéré comme valable. Il avait conclu : « Certains de mes amis de l'ancienne majorité ont jugé que l'élection présidentielle de mai 1974 leur rendait caduc. Dans ces conditions, il est évident que je ne suis plus candidat à la présidence ».

M. Baur, quant à lui, a déclaré après son élection : « Deux membres de la majorité présidentielle souhaitent ce poste et cette majorité a pris la décision de présenter un candidat unique. Je pense personnellement que la raison essentielle de ce choix a été déterminée par le désir de notre assemblée régionale de ne pas désigner un président qui cumulerait en même temps les fonctions de député avec ce poste régional. Il y a deux ans, cette situation a joué en faveur du président Jean Legendre. Aujourd'hui, ce même réflexe a joué en ma faveur ».

« Je rappelle que j'appartiens au Mouvement démocratique socialiste et, dans le cadre de la majorité présidentielle, nous constituons une structure d'accueil pour les socialistes qui refusent le programme commun de gouvernement avec les communistes ».

Auvergne : M. Moreillon, pour la troisième fois.

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Le conseil régional d'Auvergne, réuni à Clermont-Ferrand lundi matin 26 janvier, a porté à sa présidence, pour la troisième année consécutive, M. Jean Moreillon, député républicain indépendant du Puy-de-Dôme, ancien suppléant de M. Valéry Giscard d'Estaing. (Nos dernières éditions datées du 27 janvier.) M. Moreillon a obtenu dès le premier tour 31 voix sur 47 votants. Il y a eu 12 bulletins blancs. Le groupe socialiste avait annoncé qu'il voterait blanc afin de protester contre « la disproportion entre la représentation de la gauche au sein du conseil régional et la réalité politique dans la région Auvergne ». Au nom du P.C., M. Pierre Villon, député de l'Allier et seul conseiller régional communiste, avait indiqué qu'il n'ordonnerait son suffrage à aucun des candidats à quelque poste du bureau que ce soit, puisque le parti communiste, qui rassemble 20 % des voix en Auvergne, n'est pas représenté au sein de ce bureau.

Ont été élus vice-présidents : MM. Maurice Brun, député de l'Allier (non inscrit), maire de Montluçon, 38 voix ; Augustin Chauvet, député du Cantal (U.D.R.), maire de Mauriac, 34 voix ; Louis Forté, premier adjoint au maire du Puy (C.D.P.), 32 voix ; Maurice Pourchon, adjoint au maire de Clermont-Ferrand (P.S.), 18 voix.

MANUEL MAÇONNIQUE ou TUILLEUR
par VUILLAUME
reproduction de l'édition de 1830
un vol. de 420 p., 75 F + port
DERVY LIVRES
6, rue de Savoie - 75006 Paris

ARMÉE

L'affaire des comités de soldats

(Suite de la première page.)

C'est la raison pour laquelle les sept organisations signataires de l'appel se sont donné deux jours supplémentaires de réflexion avant d'annoncer, avec plus de précision, la forme de leur action. Celle-ci pourrait consister en une démarche commune des états-majors politiques

et syndicaux auprès du ministre de la justice et en l'organisation d'une pétition nationale, avec deux ou trois rassemblements unitaires à Paris et en province. Certains des participants ne se sont pas montrés très favorables à l'organisation d'un nouveau défilé dans les rues de la capitale.

Le texte de l'appel des sept organisations

« Deux mois après l'instruction ouverte pour la démolition de l'armée, l'opération politique de diversion lancée par le pouvoir a échoué », constatent les signataires de la déclaration commune.

« Les avocats des inculpés, ajoute la déclaration, affirment que les dossiers sont vides, ce qui confirme le refus du pouvoir de lever le secret. L'occupation apparaît ainsi sans fondement. C'est bien à une tentative de diversion que s'est livrée le pouvoir et à une attaque contre des organisations politiques et syndicales de gauche ».

« C'est donc en fait, poursuit le texte, pour délégitimer l'opinion des citoyens français sont frappés par une procédure répressive arbitraire, maintenus en détention préventive, menacés de lourdes peines par un tribunal politique d'exception : la Cour de sûreté de l'Etat ».

« Il est temps que cesse cette attitude caractérisée aux libertés individuelles et collectives. Les organisations exigent :

— La libération immédiate des inculpés encore emprisonnés ; — L'arrêt des poursuites et le retrait des inculpations devant la Cour de sûreté de l'Etat ; — L'ouverture des dossiers et de sûreté de l'Etat ».

« La suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ».

« Les sept organisations signataires, conclut la déclaration, ont décidé d'engager ensemble, sur ces objectifs, de nouvelles démarches, auprès des pouvoirs publics ».

appuyées par des actions communes qui seront rendues publiques le 29 janvier prochain ».

Ce texte a été signé par MM. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F. ; Pierre Bessigny, membre du secrétariat du P.S. ; François Loncle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche ; Victor Leduc, membre du secrétariat du P.S.U. ; Jacques Moreau, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T. ; Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la C.G.T. ; et Louis Asté, membre du bureau de la F.E.N.

● Les Conventions pour l'armée

« Ainsi donc, le général Bigeard peut, à propos des offres armées françaises, promettre n'importe quoi. Dans le remaniement technique du 2^e corps, qui n'est que la mise en œuvre d'un état-major d'Etat à la défense, mais quand un officier général, en l'occurrence le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti, qui n'est pas un spécialiste de sa réflexion, il est sanctionné. Les Conventions pour l'armée nouvelle, sans négocier les nécessités du devoir de réserve, rappellent, pour leur part, qu'elles reviennent pour tout l'encadrement, les libertés d'expression et d'association. Les appels en prison, les interdictions à la retraite, voilà le libéralisme avancé du gouvernement ! »

(*) COBAN, 50, rue de Rivoli, 75004 Paris.

DÉFENSE

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Des pays européens producteurs d'armes se réuniront à Rome pour discuter des modalités de leur coopération

Sur l'initiative de l'Italie, des représentants de plusieurs pays européens — dont la France — se réuniront, les lundi 2 et mardi 3 février, à Rome, pour discuter du renforcement de la coopération en matière de production d'armements.

Cette réunion se situe en dehors du cadre traditionnel des instances européennes ou atlantiques de coopération, comme l'Eurogroupe ou les comités spécialisés de l'OTAN. A ces discussions de Rome, les principaux pays européens sont représentés par des responsables politiques (c'est le cas de la République fédérale d'Allemagne, qui prévoit de déléguer M. Siegfried Mann, secrétaire d'Etat à l'armement) ou par des hauts fonctionnaires du ministère de la défense. La France sera représentée par M. Jean-Louis Delpech, délégué ministériel pour l'armement.

Selon des informations de bonne source à Paris, des pays membres de l'Eurogroupe ou de l'OTAN, autres que la France, comme par exemple, la Suède, seront invités en tant qu'observateurs ou participants de plein droit. A la différence du groupe de réflexion ad hoc chargé par l'alliance atlantique d'établir les principes d'une coopération et d'en standardiser des armements d'ici à avril prochain, les Etats-Unis, qui sont membres de ce dernier comité, n'ont pas été invités à la réunion de Rome.

Au cours de cette première

réunion des producteurs européens d'armement, la France, par la voix de M. Delpech, rappellera son souhait de maintenir — par une coopération accrue des différents partenaires européens — un potentiel industriel de l'armement en Europe qui puisse garantir l'indépendance de son approvisionnement en fournitures militaires et de ses moyens d'études ou de recherches.

Dans les milieux autorisés à Paris, on estime que la France rappellera aussi son opposition à toute coopération, de part et d'autre de l'Atlantique, qui se ferait à sens unique, et on considère que les pays européens doivent examiner leur collaboration industrielle dans un esprit pragmatique et précis. A l'occasion de projets d'armements clairement définis. Ce n'est, dit-on enfin à Paris, que dans la mesure où les Européens auront au préalable déterminé des programmes communs que les modalités d'une coopération, voire d'une concurrence avec les Etats-Unis, pourront être fixées.

Le choix de la capitale italienne pour cette première réunion, au lieu de Bruxelles comme des pays participants en avaient d'abord envisagé l'hypothèse, pourrait s'expliquer par le souhait de la puissance invitante de respecter certaines susceptibilités, celles de la France en particulier — et de mettre l'accent sur le maintien d'une production nationale des armements à des fins d'exportation.

LE PLAN QUINQUENNAL D'EQUIPEMENT MILITAIRE

Des programmes d'armements classiques ont été retardés ou ajournés faute de crédits

« Les objectifs de la troisième loi de programme étaient ambitieux », reconnaît le gouvernement dans son compte rendu annuel d'exécution du programme quinquennal d'équipement militaire, qui s'est achevé en 1975. « Puisqu'ils portaient à la fois sur la poursuite du développement des forces nucléaires stratégiques et sur la modernisation des forces classiques, la situation économique et sociale interne, l'environnement international, l'effort qui a été fait en faveur des militaires d'active et du maintien de certaines difficultés techniques et l'adaptation à des besoins nouveaux, ont entraîné dans l'exécution des modifications par rapport aux prévisions ». Ces modifications sont, en fait, des retards, souvent importants, dans la livraison de certains matériels livrés aux armées entre 1971 et 1975.

A l'exception des crédits de 1976 qui sont en forte hausse par rapport aux prévisions, à cause du coût des matières premières et de la décision de passer aux essais souterrains, les autorisations de programme réellement allouées aux forces nucléaires stratégiques, entre 1971 et 1975, ont été inférieures de 1,5 % à l'enveloppe financière prévue initialement par la loi de programme : soit 27 604 millions de francs au lieu de 28 128 millions de francs. Le gouvernement estime qu'il a pu rester en deçà de ses prévisions grâce à des économies réalisées depuis 1971 par le Commissariat à l'énergie atomique sur ses dépenses d'études et de fabrication ».

Ce sont les crédits de l'armement nucléaire tactique, avec

3 207 millions de francs en cinq ans, qui accusent proportionnellement la plus forte croissance par rapport aux prévisions initiales (environ 2 763 millions de francs), soit une hausse de 16 %. Selon le gouvernement, cette hausse s'explique par « la mise en place progressive dans l'armée de terre du système d'armes Pluton ». Deux régiments Pluton ont été mis sur pied entre mai 1974 et janvier 1975, tandis que l'armée de l'air dispose, maintenant, de deux escadrons d'avions capables de larguer l'arme nucléaire tactique.

Les autres catégories de forces bénéficient de crédits supérieurs aux prévisions : une augmentation de 12,8 % pour l'armée de terre ; de 11,9 % pour l'armée de l'air et de 9,7 % pour la marine nationale.

En réalité, malgré cet accroissement des autorisations de programme approuvées par le Parlement, par rapport aux engagements financiers de la loi quinquennale d'équipement militaire, le pouvoir d'achat des forces armées classiques a diminué. « Alors que les calculs retenus pour les évaluations des coûts des matériels militaires reposaient, comme pour le VI^e plan économique et social, sur l'hypothèse d'une progression annuelle des prix de la production intérieure brute de 2,5 % par an en moyenne », le gouvernement constate que la hausse générale des prix industriels dans le secteur de l'armement a été beaucoup plus forte : « 5,3 % en 1971 ; 6 % en 1972 ; 7,2 % en 1973 ; 11,2 % en 1974 et 11,3 % en 1975 ».

Ces circonstances ont donc contraint le ministère de la défense à retarder ou à arrêter momentanément — des productions. « Les différences observées, note le gouvernement, sont dues essentiellement à des retards techniques ou à l'incidence des hausses économiques plus rapides que prévu, et partiellement compensées dans les budgets successifs ». Entre 1971 et 1975, l'armée de terre n'a reçu que 85 % des chars de combat AMX-30 dont la livraison avait été prévue ; 57 % des blindés légers AMX-10 ; 61 % des AMX-13 modernisés ; 88 % des hélicoptères Puma et Gazelle ; 95 % des engins automoteurs amphibies Girat ; 70 % des systèmes d'armes antichars Milan et 44 %, seulement, des lance-roquettes antichars de 89 millimètres.

Dans la marine, la construction de la troisième frégate F-67 de lutte anti-sous-marin a accusé du retard, et la mise en chantier d'un bâtiment antinaves a été ajournée pour être remplacée par une opération — jugée plus économique — de modernisation de cinq dragueurs d'un modèle ancien. L'adonnale a réduit de six exemplaires le nombre de ses avions de transport Nord-262 commandés.

L'armée de l'air, dans le même temps, a commandé 85 % des avions d'appui tactique Jaguar initialement prévus. Mais elle a acquis onze intercepteurs Mirage F-1 supplémentaires, deux quadricoptères DC-8 de transport intercontinental et elle a été autorisée à mettre en service un système aéroporté à long rayon d'action destiné au recueil d'informations de guerre électronique, pour la détection, le brouillage et la contre-mesure des émissions radio-électriques ou électromagnétiques adverses.

SEMAINE DU GANT

du mardi 27 janvier au mardi 3 février

GANT de conduite, cousu main, en agneau marron.
56F
Modèle ville. 62F

GANT pécar, cousu main.
75F

GANT agneau velours, cousu main.
Gris ou marron.
74F

GANT de conduite, cousu main, pécar Cork.
86F

MADEILLOS

place de la Madeleine - Paris
ouvert de 9 h 45 à 18 h 30

PARKINGS gratuits pour nos clients

SOLDES

remises sur stock jusqu'au 31 janvier

50% sur Ouro Preto

40 % sur Polar

37 % sur Carioca

34 % sur Recife

33 % sur Iguaçu

32 % sur Amazone

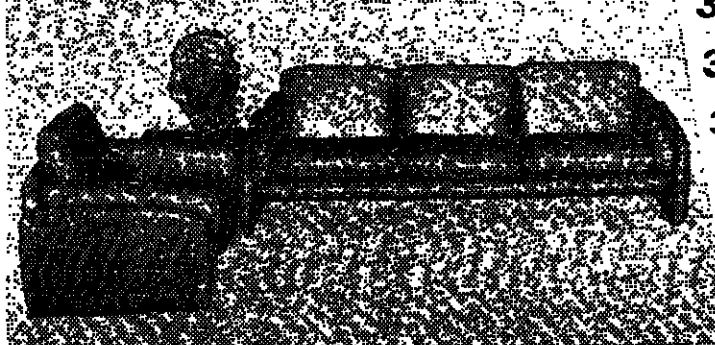
30% sur bibliothèques

20 % sur tapis

10 % sur objets d'art

5% sur tous autres modèles

possibilités crédit jusqu'à 24 mois



15.430 F POLAR : canapé 3 places et 2 fauteuils en cuir.
8.990 F

La Boutique du Brésil

PARIS 43 avenue de Friedland - tél. 359.22.10
NICE 5 Promenade des Anglais - tél. 87.16.07



3.980 F OURO-PRETO : chauffeuses en cuivre et palissandre de Rio formant un ensemble salon. La chauffeuse : **1.990 F**

PACAN GONZALEZ

JUSTICE

Querelles de succession autour de l'ancienne banque Saint-Phalle

D'ici trois à quatre mois, et au plus tard, en principe, avant les vacances d'été, M. Alexandre de Saint-Phalle, dont, jusqu'au 21 avril 1971, une banque portait le nom, comparaitra devant le tribunal correctionnel de Paris. Cette comparution sera la suite logique de son inculpation, le 12 juin 1974, pour infraction aux lois sur les sociétés, abus de confiance et faux en écritures de commerce.

Il n'y sera pas seul. Devraient s'asseoir à ses côtés, et pour les mêmes faits qui leur ont été notifiés le 14 mai 1974 : MM. Jean-Vincent de Saint-Phalle, fils du précédent — l'un et l'autre anciens gérants, — et Philippe Le Loup de Sancy de Roland, ancien fondé de pouvoir. Le trio sera même quintette quand M. Raymond-Maxime Leclercq, qui instruit actuellement le dossier, aura, probablement courant février, notifié deux autres inculpations, pour complicité.

L'affaire, dont le Canard enchaîné rapportait l'existence dans son édition du 21 janvier, remonte — selon l'expression consacrée — à une plainte conjointe avec constitution de partie civile déposée le 23 mai 1973 par MM. Ludovic Piel, Pierre Roux et André Beylier, tous trois gérants de la banque Saint-Phalle, vivant normalement les trois personnes aujourd'hui inculpées.

Cinq jours plus tard, le 28, survinrent deux événements qui donnèrent du corps à la plainte. Côté justice, le parquet de Paris ouvre une information. Côté banque, l'assemblée générale des commanditaires (Saint-Phalle est une société en commandite par action, fondée en 1949 notamment par MM. Beylier et Alexandre de Saint-Phalle), d'une part, donne quittance de leur gestion à MM. Roux, Piel et Beylier ; d'autre part, réserve le quitus pour ce qui concerne MM. Alexandre et Jean-Vincent de Saint-Phalle, et révoque

M. Thibaut de Saint-Phalle de ses fonctions de membre du conseil de surveillance ; décide enfin que la banque s'appellera Ancienne banque de Saint-Phalle, Compagnie parisienne de banque, MM. Piel, Roux, Beylier et Cie. Incidemment, l'avis financier, qui sera publié dans divers journaux, signale que MM. Alexandre et Jean-Vincent de Saint-Phalle « anciens gérants » avaient été amenés à démissionner au cours de l'année 1972.

Que reproche-t-on aux actuels inculpés et que l'instruction tient pour établi, à charge pour les juges de dire, d'ici à quelques mois, ce qu'ils en pensent ? D'avoir, grosso modo, profité de leurs mandats pour faire fonctionner des comptes qui leur étaient personnels, alimentés par des fonds provenant de la clientèle en vue de spéculer à la Bourse et de s'engager dans des investissements immobiliers. L'imputation de tels faits visant surtout M. Alexandre de Saint-Phalle.

Retraits de plaintes

S'y ajoutent des faux en écritures, de commerce pour dissimuler la véritable situation des comptes propres aux anciens gérants. Enfin, cela concerne plus spécialement M. Jean-Vincent de Saint-Phalle, les anciens gérants se seraient fait attribuer par la banque des prêts personnels à un taux nettement inférieur à celui du marché. Selon l'accusation, le père en aurait tiré un profit de plus de 6 millions de francs, plus d'un million pour le fils, au terme d'agissements survenus entre 1969 et 1971. Nul profit illicite ne serait reproché à M. Philippe Le Loup de Sancy de Roland, mais le détournement de listes de clients, initié en cela par M. Jean-Vincent de Saint-Phalle.

M. Alexandre de Saint-Phalle ne reste pas inactif devant l'attaque frontale dont il est l'objet. Au moment où il est visé par

une plainte, lui-même en dépose une — pour chantage — contre M. André Beylier qui, outre ses fonctions bancaires, est également président de la société d'édition Nuit et Jour (qui sort Détective, magazine spécialisé dans une certaine présentation des faits divers et de l'activité judiciaire), président de la société professionnelle des papiers de presse, membre du conseil de gérance des Nouvelles Messageries de la presse parisiennes (N.M.P.P.) et administrateur de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP).

L'ancien gérant accuse son successeur de l'avoir contraint à lui céder à vil prix quarante mille actions de la banque (qui passent à 343 494 unités de 50 F après les assemblées générales des 19 avril et 17 mai 1972). Cette accusation n'est pas établie, les experts n'ayant pas remis leur rapport. Il affirme, de surcroît, que la moitié de ces actions, qui auraient été réglées par la société Nuit et Jour, dont M. Beylier est le président, serait abstraitement rendue la propriété personnelle de ce dernier.

Mais un coup de théâtre se produit au mois d'octobre 1973. Au même moment, M. Beylier et M. Alexandre de Saint-Phalle retirent les plaintes qu'ils ont mutuellement déposées. Ayant éliminé M. de Saint-Phalle de la banque, M. Beylier s'en retire à son tour, et, lors d'une assemblée générale en date du 23 juin 1975, son poste de gérant au directeur de l'établissement.

Querelles individuelles entre gens de finances ? Guerres de financiers qui n'auraient vu dans la procédure qu'une arme supplémentaire dont ils disposaient à leur gré ? Fils, à leur service ? Telle n'a pas été la conception de la justice, qui, n'ayant rien retranché de ses inculpations, s'apprête à en notifier d'autres avant de remettre le tout aux magistrats de la 11^e chambre correctionnelle, spécialisée dans les délits financiers.

PHILIPPE BOUCHER.

A PARIS

Deux sociétés de rénovation d'immeubles laissent un passif de 10 millions de francs

Une trentaine de « victimes » qui avaient prêté de l'argent — de 50 F à 120 000 F — à une société parisienne de marchand de biens viennent de se regrouper en association de défense, sous l'impulsion d'un ancien magistrat consulaire, M. Darras.

La société Paris-Claudel, au capital de 100 000 francs, avait été créée en 1968. Son activité de marchand de biens consistait à acheter des immeubles anciens, à les rénover puis à les revendre, après les avoir, au passage, « libérés » de leurs occupants impécunieux. En 1972, une nouvelle société, études et financement immobiliers, au capital de 100 000 francs, reprit l'activité de Paris-Claudel. Cette dissolution amiable, réalisée par l'ancien président-directeur général de Paris-Claudel, M. Delacroix, équivalait à une fusion de fait, sinon de droit. Les pertes de Paris-Claudel étaient déjà, à cette époque d'un million de francs environ.

E.F.I. qui avait le statut d'une S.A.R.L. fut d'abord par gérant M. Troche, puis Mme Bouhiez. Les deux sociétés avaient emprunté de l'argent à la banque Hervet (4 millions de francs

environ), et, semble-t-il, incitent, par démarchage, des particuliers à leur prêter de l'argent, moyennant des intérêts de 12 à 15 %, bien supérieurs à ce qu'offrent banques et caisses d'épargne. Un de ces prêteurs déposa auprès de la banque Hervet, en nantissement, dix-sept lingots d'or.

Le 6 novembre 1975, la liquidation d'E.F.I. fut prononcée sur assignation d'un des prêteurs, M. Pinon, syndic de liquidation, découvrit alors d'étranges choses : le siège social des deux sociétés, local unique pourvu de deux adresses (rue La Bruyère, à Paris-9^e), était ouvert à tous vents, le mobilier avait disparu, et archives et documents comptables jonchaient le sol. Patiemment ramassés et triés, ces papiers n'ont pas encore révélé les secrets de cette affaire. Jusqu'ici, on sait seulement que le passif s'élèverait de 8 à 10 millions de francs, que l'ensemble des immeubles (ou simplement des appartements) en cote propriété de l'E.F.I. sont hypothéqués.

De son côté, la banque Hervet, mise en cause par l'hébergement de la vie française, et par des stations de radio, a publié le communiqué qu'on lira ci-dessous.

Le communiqué de la banque Hervet

Le communiqué de la banque Hervet est ainsi rédigé : « Premièrement la suite de la société Paris-Claudel, la société E.F.I., constituée en août 1971, avait, comme la précédente, le statut de marchand de biens, son activité principale consistant à acquérir des immeubles pour les rénover et les vendre par appartements. Ces sociétés bénéficiaient, à ce titre, de la part de la banque Hervet et de sa filiale Hervet Créditierne, de crédits destinés à financer partiellement l'achat de ces immeubles et le règlement des travaux. Pour le surplus, la société E.F.I. fit appel à quelques prêteurs privés.

» Lorsque, au mois de novembre 1975, la société E.F.I. et la société Paris-Claudel ont été déclarées en liquidation de biens avec fusion des masses, la banque Hervet et Hervet Créditierne se

sont retrouvées créancières. Bien que couvertes par des hypothèques, les créances en question ont été provisionnées au titre de l'exercice 1975.

» La presse a fait état d'un lien de parenté existant entre un fondé de pouvoir de la banque et l'animateur de ces sociétés. Celui-ci est effectif : réponse du fondé de pouvoir est connue issue de gérance de l'animateur de fait des sociétés, ce qui explique qu'elle ait soulevé 4 000 F dans le capital. Elle n'y a jamais assumé, au plus que son mari, aucune fonction de direction ni même de conseil.

» Ledit fondé de pouvoir de la banque ne formalisant avoir jamais effectué de quelconques démarches auprès de capitalistes pour les induire à prêter de l'argent à la société E.F.I. Le seul contact qu'il ait eu avec un de ceux-ci avait pour unique objet le nantissement de dix-sept lingots d'or destinés à garantir la mise en place d'un prêt à la société E.F.I. Le prêteur en question était d'ailleurs en relations d'affaires avec les animateurs d'E.F.I. bien antérieurement à cette opération.

» Fait important : aucun client de la banque Hervet ne lui a signalé avoir prêté des fonds à ces deux sociétés.

» Enfin, la banque Hervet n'a à

aucun moment apporté sa garantie aux opérations traitées par ces deux sociétés.

» Rien, naturellement, ne permet de supposer l'existence d'un lien quelconque entre cette affaire et le récent cambriolage dont notre succursale Opéra vient d'être victime. »

SPORTS

ESCRIME

Talvard, à sa main

Double vainqueur de l'épreuve par équipes et de la compétition individuelle, où Christian Noël devança Bernard Talvard, ont championnats du monde de Budapest en juillet 1975, les fleuretistes français aborderont les Jeux olympiques de Montréal en position ingrate de favoris. Placés six mois avant ce rendez-vous, le traditionnel challenge Martini pose un problème aux compétiteurs qui ont leur préparation à mener à leur meilleure forme au jour, mais veulent profiter de cet important challenge pour gagner leur place dans les sélections olympiques et prendre un premier avantage psychologique sur leurs adversaires.

A cet égard, la victoire de Bernard Talvard, dimanche 25 janvier au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, n'a pas manqué d'impressionner les quatre mille spectateurs et les quatre cents tireurs en compétition. Praticien assuré, avec Christian Noël, de figurer parmi les trois sélectionnés français pour l'épreuve individuelle des Jeux olympiques, Bernard Talvard n'avait pas encore débuté sa préparation et s'entraîne actuellement une heure par semaine.

Dernier Français en course après les éliminations, en huitièmes de finale, de Noël et de

Revenu par les Soviétiques Romanov et Denisov, et de Flament par le Hongrois Somodi, Bernard Talvard est devenu plus de mérite d'aller jusqu'au bout qu'il trouva alors sur sa route des braveurs comme le Roumain Titu, ou la révélation de l'épreuve, l'Allemand de l'Ouest Hein, dont l'escrime peu académique s'accommodait plus du corps à corps que des assauts à fleuret mou-cheté.

Bousculé par ses impétueux adversaires et à court de condition pour leur répitier, Talvard démonta qu'il avait bien une des meilleures « mains » du fleuret mondial en profitant de sa seule virtuosité pour enlever les attaques et toucher le plus souvent sur des ripostes.

Déjà vainqueur de toutes les grandes compétitions (challenges Martini, Rommel, Duval, coupe Giovannioli, Coupe d'Europe des clubs), Talvard court toujours après un titre de champion du monde ou une victoire olympique. Pour cet escrimeur, dont le passion pour ce sport et la confiance en soi ont rarement égalé la virtuosité, une victoire obtenue dans ces conditions devrait être de bon augure avant les Jeux de Montréal, où il espère terminer sa carrière en beauté.

GÉRARD ALBOUY.

SKI — La Fédération française de ski a communiqué la liste des sélections sélectives pour les Jeux olympiques d'Innsbruck, en ce qui concerne les disciplines alpines.

Dames : Danièle Debernard, Martine Ducros, Patricia Emonet, Michèle Jacot, Marie-Man-drillon, Jacqueline Bouvier, Fabienne Serrat.

Messieurs : Philippe Barrozo, Gérard Bonnaville, Philip Hardy, Fabrice Pellat-Frét, Claude Perrot, Roland Roche, Alain Nardello demeurera à disposition en France.

L'affaire Ben Barka

M. ANTOINE LOPEZ AURAIT DES RÉVÉLATIONS A FAIRE

M. Hubert Pissoneau, le magistrat parisien qui instruit la plainte déposée contre X pour assassinat par le fils de M. Mehdi Ben Barka — le leader marocain enlevé le 29 octobre 1965 à Saint-Germain-des-Près — a recueilli, lundi 26 janvier, un premier témoignage de M. Antoine Lopez.

L'ancien chef d'escadron d'Orly, qui a été condamné à huit ans de réclusion, le 5 juin 1967 pour arrestation illégale et séquestration, se prétend en mesure d'apporter, à présent, des éléments nouveaux au terme d'une enquête à laquelle il s'est personnellement livré depuis sa sortie de prison, en 1973.

Il a promis au magistrat de lui donner, lors d'une audition ultérieure, les noms de témoins intéressés, notamment celui d'un habitant de la rue Serpente, à Paris (8^e), qui aurait vu Georges Figon dans cette rue, vers 17 h. 30 du 18 heures, le jour du rapt, en compagnie d'un homme ressemblant à M. Mehdi Ben Barka. Selon M. Lopez, Figon aurait pu venir chercher M. Ben Barka dans la villa de ce dernier, le « vicomte » où celui-ci se serait rendu auparavant, de son plein gré, à bord de la voiture de Louis Souchoy et Roger Vaitot.

A la réunion des préfets des départements particulièrement touchés par la criminalité

M. Poniatowski indique que les pouvoirs publics vont durcir leur lutte contre le banditisme

Initialement prévue à l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), la réunion des quatorze préfets des régions et des départements particulièrement visés par la criminalité, réunion annoncée au début du mois par M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur (le 10 janvier), s'est finalement tenue le lundi 26 janvier, place Beauvau, à Paris.

Les participants à cette journée ont constaté qu'après une augmentation de 12 % entre 1963 et 1973 — soit 15 % par an — la criminalité marque « une nette stabilisation en 1974 et 1975 ».

Par rapport à 1974, souligne le bilan, l'année 1975 a été marquée par une baisse du nombre de certains crimes, tels les prises d'otages (quarante-six au lieu de cinquante-six), et une diminution de 2 % des homicides volontaires. En revanche, ont augmenté les raptés avec rançons (onze au lieu de un), les vols à main armée et les cambriolages, notamment ceux des pharmacies, d'une raréfaction de l'héroïne.

A ce sujet, le bilan constate un accroissement des décès de drogués provoqués par l'absorption de succédanés (trente-sept au lieu de vingt-neuf).

APRÈS LA GRÈVE DES AVOCATS

Le Syndicat de la magistrature déplore « la disparition progressive ou une certaine dégradation de la défense »

M. Alain Simon, directeur de cabinet du garde des sceaux, a présidé lundi 26 janvier une nouvelle réunion, où étaient représentées les organisations professionnelles d'avocats. Un communiqué du ministère de la justice indique que, « au cours de cette réunion, la chancellerie a proposé des aménagements techniques à certains articles du nouveau code de procédure civile. En outre, indique le communiqué, il a été décidé que la « table ronde », prévue pour le 2 février aura pour première mission d'étudier l'ensemble des problèmes concernant la profession d'avocat, afin de faciliter son adaptation aux nécessités de notre temps ».

Le conseil national du Syndicat de la magistrature, réuni les 24 et 25 janvier 1976 à Paris, a consacré une partie importante de ses travaux aux problèmes soulevés par la grève des avocats. Il a adopté un texte dont nous publions les extraits suivants :

« (...) Depuis plusieurs années, le Syndicat de la magistrature constate la disparition progressive de la défense devant les tribunaux. Décant le juge des enfants, le juge d'instruction pour de nombreuses affaires correctionnelles, la défense est souvent absente. De nombreux citoyens n'accèdent pas à la justice ou ne bénéficient pas toujours de la défense qu'ils seraient en droit d'attendre. (...) »

» Au-delà de l'unicité des avocats sur des recommandations qui peuvent apparaître comme corpo-

ratistes, se cache un malaise beaucoup plus profond, qui concerne les justiciables et les juges autant que les avocats (...). Le Syndicat de la magistrature rejoint l'analyse qui a été effectuée par quelques organisations professionnelles d'avocats, qui attribuent des causes essentiellement économiques à ce malaise. De nombreux avocats ne trouvent dans l'insuffisance des honoraires la mission de défense. Les cabinets d'avocats qui veulent échapper à la logique de la concentration qui les conduisent peu à peu à assurer la défense exclusive du monde des affaires et qui voudraient consacrer tout ou partie de leur activité à la défense d'autres classes sociales ne peuvent plus survivre économiquement et risquent d'être peu à peu condamnés à disparaître.

» La mission de défense est une mission de service public. Il appartient donc à l'Etat de prendre ses responsabilités. Il est anormal que les avocats commis d'office dans les affaires pénales assurent personnellement la charge de ce service public et, à ce titre, il appartient à l'Etat de les indemniser. Il est anormal que leur rémunération actuelle des affaires d'aide judiciaire ne couvre qu'à peine les frais réels avancés par l'avocat. Les taux d'indemnisation doivent être relevés. Mais il est aussi anormal que les justiciables soient empêchés d'accéder à la justice en raison d'une part de son coût trop élevé (frais de procédure et de greffe) ou de l'ignorance qu'ils ont du mode de rémunération de leur conseil. Sur le premier point, la justice doit être gratuite ; sur le second, un effort de clarification des honoraires, par exemple par voie de conventionnement, apparaît alors comme une contrepartie logique du caractère parfois obligatoire de l'intervention des avocats.

» En refusant d'apporter un remède urgent à ces problèmes, poursuit le syndicat, le gouvernement manifeste clairement son intention de porter atteinte aux avocats qui assurent la défense des plus défavorisés et contribue à renforcer les mécanismes d'exclusion et le caractère profondément inégalitaire de la justice.

» Par ailleurs, le Syndicat de la magistrature a décidé de poursuivre son dialogue avec les organisations professionnelles d'avocats sur le problème des ordres et de leur aspect hiérarchique, sur celui du monopole de la profession et de l'apparition de nouveaux modes de défense.

VOILE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION Plusieurs sujets de satisfaction

La Fédération française de voile, qui vient de réunir son assemblée générale, a plusieurs motifs de satisfaction. En premier lieu, 1975 a été la meilleure année sur le plan de la sécurité. La navigation de plaisance n'a eu, en effet, à déplorer l'an dernier que dix morts. Ce total est exceptionnellement bas. Certes, les conditions atmosphériques ont été défavorables au cours de la saison écoulée. Mais il ne faut pas oublier que le nombre annuel des victimes d'accident demeure à peu près stable, oscillant généralement autour de vingt, alors que la flotte de voiliers s'accroît sans cesse. On signalait vingt et une pertes de vies humaines en 1969 pour trente-neuf mille bateaux. Ceux-ci sont quelque cent trente mille aujourd'hui.

Un tel rapprochement montre l'utilité des examens et des certificats que quelques manœuvres de la réglementation soumettent pour établir. En particulier, le « permis voile » paraît tout à fait superflu. C'est l'imprudence et non l'absence de diplômes qui se trouve à l'origine des accidents.

Sur un autre plan, la situation évolue de façon plus nuancée. Le nombre des licenciés atteint environ quatre-vingt mille contre soixante-quinze mille l'an dernier. Toutefois, l'activité sportive a souvent tendance à stagner, comme le démontre le rapport sur l'activité des monotypes en 1975. Le nombre de bateaux-

départs, qui atteint trois cent six mille deux cent dix, a progressé d'environ 5 % en un an. Or, ce résultat est surtout dû au gain des petits Optimist (+ 8 %) et Europe (+ 20 %). Le 420 va également de l'avant (+ 8 %), ainsi que, dans une moindre mesure, le 505. Le Sonar, le vent-poupe, mais d'autres séries olympiques, comme le Finn, le 470, le Flying Dutchman reculent ou se maintiennent avec peine. Le rayonnement des Jeux ne suffit pas à assurer le succès d'un monotype.

Le développement de l'activité des croiseurs côtiers, qui rassemblent de petits voiliers habitables de types divers, contraste avec la stagnation de certaines séries sportives connues et reconnues. Un nouveau venu, le Laser, dérive en solitaire de 423 mètres, coûtant 5 450 F, effectue une percée en France après s'être imposé dans de nombreux pays. Mais ce modèle ne fait pas appel à la construction française. Dans ces conditions, la Fédération étudie le lancement d'un monotype simplifié, beaucoup moins coûteux, dont les plans devraient être à disposition et dont la réalisation serait confiée à tout chantier acceptant le cahier des charges.

En ce début d'année olympique, l'assemblée générale s'est naturellement intéressée à la position de la France sur le plan international. Le président de la Fédération, M. Xavier de Roux, qui fut un dirigeant combié en 1972 à Kiel (une médaille d'or et une d'argent), reconnaît qu'avec un tel précédent la situation n'est guère confortable. On attend beaucoup des équipages français les plus en vue. Mais la Fédération a raison de ne pas réserver sa sollicitude aux secteurs de pointe et de s'intéresser à tous ceux qui naviguent sans prétention.

YVES ANDRÉ.

DELMAS

Les problèmes juridiques des FEMMES SEULES

Un livre de poche

هكذا من الأصل

JEUNESSE

UN DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENTS POUR HANDICAPÉS EN PROCÈS

UNE AFFAIRE RENTABLE ?

Relaxé, le 17 septembre dernier, par le tribunal de grande instance de Castres (Tarn), M. Pierre Tressières, directeur de trois établissements pour handicapés mentaux, doit comparaître en appel à Toulouse le 5 février. Le procès qui l'oppose à la caisse primaire

d'assurance-maladie du Tarn, est une nouvelle péripétie d'une affaire qui dure depuis plusieurs années, une gestion défectueuse et de multiples négligences à l'égard des pensionnaires, enfants et adultes, ont attiré l'attention sur les activités de M. Tressières.

De notre envoyé spécial

Castres. — Comment un ancien instituteur de l'enseignement privé qui n'avait, en 1960, d'autres ressources que son salaire mensuel de 300 F, a-t-il pu en moins de quinze ans édifier, avec des fonds publics et de l'argent emprunté, une petite entreprise familiale rentable, sans autre clientèle que des dévotionnels ? Lorsque M. Pierre Tressières prend, en 1964, la direction de l'institut médico-pédagogique de Lacanne, qui reçoit des filles de six à quinze ans, il est, au dire des personnes qui l'entourent à ce moment, « plein de bonne volonté ». Lui-même affirme vouloir donner « le plus grand épanouissement possible » à ces enfants.

Il jouit d'ailleurs de la confiance des notables régionaux et bénéficie de l'action sociale et sociale, aussi bien pour la création de cet établissement que pour l'ouverture, quatre ans plus tard, d'un second établissement : l'institut médico-pédagogique de Lautrec, destiné à recevoir des handicapés de quatorze à vingt ans. En fait, ce sont les pensionnaires du premier établissement qui, parvenues à l'âge limite, viennent remplir le second. La dernière étape de cette « expansion » sera l'ouverture, en février 1973, d'un troisième établissement, le foyer du château de Bracnac, voué à accueillir des « adultes handicapés », en réalité les pensionnaires de Lautrec parvenus encore une fois au terme de leur « cursus ».

M. Tressières a-t-il agi sous l'empire de la nécessité et pour éviter à ses pensionnaires de se retrouver à la charge de leur famille ou « à la rue », comme il l'affirme ? Ajoutant successive-

ment à son salaire, prévu par une convention collective de 1965, celui de son épouse, de son père, de deux de ses enfants employés dans la société civile Saint-Joseph à divers moments, M. Tressières faisait bénéficier toute sa famille de son entreprise. Il créa ensuite une société immobilière, la S.G.I.C.A.M., qui louait les domaines de Lacanne et de Bracnac et relouait le domaine de Lautrec à la société civile Saint-Joseph pour une somme d'environ 450 000 francs par an. Toutes ces sommes étaient prélevées sur le prix de journées accordé par les divers organismes de sécurité sociale pour chaque enfant présent. En facturant des journées d'enfants absents, ou partis dans d'autres établissements, le directeur de la société civile Saint-Joseph percevait indûment en deux ans 1 029 000 francs, selon l'estimation des services de la police judiciaire de Toulouse.

Il faut ajouter aux aspects financiers de l'affaire un cortège de négligences touchant plus directement les enfants dont M. Tressières avait la charge, et qui ont irrité les parents plus encore que le reste : nourriture médiocre, rejet — comme l'ont montré des licenciements — d'initiatives pédagogiques de la part des responsables des divers établissements.

Après la mise en règlement judiciaire, en janvier 1974, des biens de M. Tressières, dont le passif dépasse 6 millions de francs, après le dépôt d'une plainte par la caisse d'assurance-

maladie du Tarn, qui réclamait la restitution des 1 029 000 F indûment perçus, les parents ont cru que les établissements allaient changer de mains et la situation redevenir normale pour leurs enfants. Il leur a fallu déchanter. L'application lente et stricte de la législation, la décision du tribunal de grande instance de Castres, qui a permis à M. Tressières de bénéficier de l'amnistie du 16 juillet 1974, leur ont donné le temps et les moyens de mesurer l'étendue de leur malheur : les deux cents pensionnaires des établissements subissent quotidiennement les conséquences de la situation. Le zèle du préfet et du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale n'a pour le moment pas abouti, mais une réunion de travail devait avoir lieu au secrétariat d'État à l'action sociale. Des solutions existent cependant : une association à but non lucratif, l'Association de placement et d'aides pour jeunes handicapés (A.P.A.J.H.), a proposé de reprendre au plus vite les établissements. L'intermittente situation financière l'interdit, jusqu'à ce jour, et aussi, selon certains, la solidarité des notables liés à M. Tressières au temps de sa splendeur.

Il est vrai que la politique locale a souvent eu un rôle important dans la naissance ou dans le déclin des établissements pour enfants inadaptés. Mais surtout, c'est une législation souvent imprécise et une politique de l'enfance longtemps dépourvue de toute cohérence qui ont permis à des « affaires » comme celle de M. Tressières de naître et de se développer avant de devenir des scandales.

MICHEL KAJMAN.

LETTRES

Histoire d'une rupture

(Suite de la première page.)

Dès les toutes premières lettres échangées, il est évident que Jung recule devant la sexualité ou, plus précisément, devant le rôle exorbitant, selon lui, que Freud attribue dans sa théorie à la libido. Le positivisme du maître l'indispose également. Mais qu'il a tout à apprendre et, plutôt que de offiquer, il préfère se laisser instruire.

Aussi, en mars 1907, accompagné par son épouse et par Ludwig Binswanger, rend-il une première visite à Freud : elle sera concluante. Jung peut désormais écrire : « Qui connaît votre science a goûté à l'arbre du paradis et est devenu voyant. » Quant à Freud, il considère de plus en plus Jung comme son dauphin, celui qui achèvera son travail : « Ce sera vous qui, comme Josué, si je suis Moïse, prendrez possession de la terre promise de la psychiatrie, que je ne peux qu'apercevoir de loin. »

Bref nous sommes en pleine « lune de miel analytique ». On échange de beaux cas à forte connotation érotique, on parle de la Gradiva de Jensen, ce court récit poétique auquel Freud vient de consacrer une étude, on médite des collègues (Janet est présenté comme un « plat caussar et le type du bourgeois médiocre »).

On s'analyse — également : C.-G. Jung se dépeint comme « hystérique » et Freud comme « obsessionnel », vivant à l'intérieur d'un monde fermé. Et, dans une lettre tout à fait étonnante, Jung confesse à Freud qu'il redoute sa confiance : « Ma vénération pour vous a le caractère d'un engouement passionné et religieux », qu'il ne se cause aucun autre désagrément, est toutefois répuant et réticent pour moi à cause de son irréfutable consonance érotique. Ce sentiment abominable provient de ce que comme petit garçon, j'ai

succombé à l'attentat homosexuel d'un homme que j'avais auparavant

vénééré. » Entre Freud et Jung, faut-il parler d'amitié ? Oui, mais comme la remarque Jung, non d'une amitié entre égaux : plutôt d'une amitié entre père et fils. Pour l'instant, il s'en félicite encore. Quelques années plus tard, il le reprochera à Freud.

Dauphin du maître, Jung, s'il n'est pas toujours un élève docile, se révèle être un allié efficace et un remarquable organisateur : il pourfend les adversaires de l'association, radicaux néo-positivistes, prend en main discussions, congrès et publications. Freud ne se laisse pas d'admirer son activité, d'autant plus qu'il n'a pour ses alliés viennois que la plus profonde mépris. A Binswanger qui lui demande pourquoi parmi les psychanalystes austro-hongrois plusieurs ont quelque peu l'air d'aventuriers, il répond : « J'ai toujours pensé que se jetteraient d'abord sur ma doctrine les spéculateurs et les cochons. »

Nul souci de cet ordre ne vient troubler sa relation avec C.-G. Jung : il est comme lui un homme d'ordre, vertueux et puritain, pour qui « la morale va de soi » : « Je n'ai jamais eu de maîtresse ; je suis vraiment le mari le plus inoffensif que l'on puisse imaginer », lui confesse Jung pour son plaisir.

Le souci éthique chez Freud est tel qu'en 1910 il suggère à C.-G. Jung que tous les psychanalystes devraient adhérer à cet Ordre international pour l'éthique et la culture qu'un pharmacien berlinois, Knapp, est en train de constituer. La réponse ironique de Jung ne manque pas de s'enlever : « On ne peut remplacer la religion que par la religion. » A-t-il par hasard un nouveau sauveur dans l'Ordre international ? Quel nouveau mythe nous donne-t-il dans lequel nous puisons vivre ? Seuls les sages sont éthiques par seul plaisir de la raison ; les autres ont besoin du mythe étroitement vrai. » En lieu et place de cet Ordre international sera fondé, en mars 1910, au congrès de Nuremberg, l'Association internationale de psychanalyse, dont Jung sera le premier président. Une année plus tard, en 1911, une première scission secoue le mouvement analytique : elle est le fait d'Alfred Adler et de son groupe. Commentaire de Freud : « Un psychanalyste puisse insister tellement sur le Moi ; je ne m'y serais pas attendu. Le Moi ne joue-t-il pas le rôle du stupide Auguste au cirque, qui met son grain de sel partout pour que les spectateurs croient que c'est lui qui dirige tout ce qui se passe. »

La brouille

Une année encore, et c'est le départ de Stekel — au grand soulagement de Freud, cette fois.

Freud et Jung travaillent tous deux sur le thème de l'inceste, mais dans des perspectives opposées. Leur relation se détériore progressivement : les lettres de Zurich se font rares. On s'analyse mutuellement, non sans malveillance cette fois. C'est l'occasion pour Jung de « constater avec douleur qu'une assez grande partie des psychanalystes abusent de la psychanalyse afin d'ôter leur valeur aux autres. » Citant Nietzsche (« On dirait mal son dû à un maître quand on reste toujours seulement l'élève »), il dit de lui-même qu'il a l'hérésie dans le sang. Bref, la rupture est proche. Jung reproche maintenant à Freud de ne pas l'avoir laissé analyser ses rêves et lui rappelle qu'au cours de leur voyage aux États-Unis, en 1909, il lui avait refusé

tout accès à sa vie privée « de peur de risquer de perdre son autorité ».

Et, pour finir, cette dernière lettre importante où Jung lache le morceau : « J'aimerais vous rendre attentif au fait que votre technique de traiter vos élèves comme vos patients est une fausse manœuvre. Vous produisez par là des fils-esclaves ou des gilets insolents. Je suis assez objectif pour percevoir votre truc à jour. Vous montrez du doigt autour de vous tous les symptômes de l'incertitude, par là vous rabaissez tout l'entourage au niveau du fils et de la fille, qui avaient en rougissant l'existence de penchants furtifs. Entre-temps vous restez toujours bien tout en haut comme le père. Dans leur grande soumission, aucun d'entre eux n'arrive à tirer la barbe du prophète. »

Faute de pouvoir tirer la barbe du prophète — et aussi, bien sûr, parce qu'il ne lui jamais vraiment freudien — Jung, en 1914, démissionne de l'Association internationale de psychanalyse. Dès lors, il n'échangera plus qu'une lettre avec Freud en 1924 pour lui faire part du désir d'un de ses patients d'être traité par lui. Freud donnera suite à cette requête. Déçu par son analyse auprès de Freud, ce patient, un diplomate juif, retournera auprès de Jung. Ainsi va la vie.

ROLAND JACCARD.

* Gallimard, coll. « Connaissance de l'inconscient », 2 vol., 365 et 408 p., 149 F. Cette correspondance éditée par les soins de William M. F. est la traduction de l'allemand et de l'anglais par Mme Ruth Fivaz-Silbermann.

A L'OCCASION D'UN CENTENAIRE

La célébration du centenaire de Carl Gustav Jung en 1975 a suscité la publication de plusieurs ouvrages parmi lesquels nous signalons :

— C.-G. Jung, de Marie-Louise France. Écrit par celle qui fut pendant près de trente ans l'intime collaboratrice de Jung, cet essai à caractère mystique dépeint le Maître comme un « élu » présentant une forme de conscience nouvelle annonçant l'« homme du Verseau » et comme un héritier des grands alchimistes (Ed. Buchet-Chastel, trad. de l'allemand par E. Perrot, 342 p.).

— Les Symboles et l'Inconscient, d'Erna Van de Winkel. Erna Van de Winkel ne se propose pas d'exposer la psychologie jungienne, qu'elle suppose comme, mais de l'utiliser dans un essai d'interprétation du symbolisme des quatre éléments. La méthode analogique utilisée est à l'extrême opposé de la méthode d'interprétation freudienne. Elle aboutit au symbolisme chrétien et à des échappées dans le domaine du transcendant (Ed. Aubier-Montaigne, 222 p.).

— L'Œuvre de Jung, de Charles Baudouin. Cette réédition en livre de poche réjouira tous ceux qui considèrent cet ouvrage comme la meilleure introduction à la vie et à la pensée du Maître de Kibinacht (Petite Bibliothèque Payot, 390 p.).

De C.-G. Jung on lira également : Ma vie, souvenirs, rêves et pensées, aux éditions Gallimard, et l'Homme à la découverte de son âme (Petite Bibliothèque Payot).

PRESSE

La grève des typographes du « Courrier de Genève » empêche la parution de « la Gazette de Lausanne »

De notre correspondante

Genève. — Conséquence de la grève des typographes du quotidien catholique le Courrier de Genève (le Monde du 24 janvier), la Gazette de Lausanne n'a pu paraître le 27 janvier. Cette publication est cliente de l'imprimerie du Courrier de Genève depuis un peu plus d'un an.

Les premiers jours de la grève, qui a débuté le 22 janvier, le Journal de Genève et la Tribune de Genève sont venus en aide à leurs confrères lausannois, mais, par suite de complications techniques, cette collaboration vient de cesser. La Gazette de Lausanne ne pourra donc paraître que lorsque le mouvement de grève et d'occupation du Courrier de Genève aura pris fin. Or le conflit qui oppose les typographes à la direction ne semble pas être pour le moment, en voie de règlement. Une tentative de médiation, effectuée par le département genevois de l'économie publique, a échoué.

Les typographes et les employés du Courrier de Genève sont déçus à poursuivre leur action tant qu'ils n'auront pas obtenu

un accord écrit leur donnant satisfaction.

Ils sont soutenus par la Fédération des syndicats chrétiens de Genève. Pour sa part, la Fédération suisse des typographes déclare notamment, dans une résolution que ses présidents, « au vu de la situation présente de l'emploi dans l'industrie graphique, saluent et soutiennent l'action de leurs collègues du Courrier de Genève, pour la conservation des emplois ».

En revanche, la Société suisse des maîtres imprimeurs (organisation patronale), dans un communiqué publié lundi 26 janvier « constate que le Courrier de Genève est victime d'une violation inadmissible de la convention collective dans l'imprimerie. Non seulement la paix du travail est rompue, mais encore l'obligation d'assurer la parution des journaux en toutes circonstances n'est pas respectée. Cette infraction flagrante a conduit la Société suisse des maîtres imprimeurs à prendre toutes les mesures légales dont elle dispose ».

I. V.

L'Afrique du Sud a :
Quatre Centres d'Affaires, à 1600 kilomètres les uns des autres
Neuf langues principales
Une nouvelle loi sur les Sociétés
Des règlements stricts en matière de contrôle des changes
Et l'un des marchés dont la croissance est la plus rapide dans le monde.
Il vous faut :
Une banque à service complet.

Si vous vous intéressez à faire des affaires en Afrique du Sud, vous aurez besoin de renseignements. Et de conseils. Vous aurez besoin de traiter avec une banque qui connaît le marché. La Standard Bank peut vous aider. Nous sommes présents en Afrique du Sud depuis 1882, avant tout le monde, en fait. Et nous appartenons au groupe Standard Chartered Bank, organisation qui opère dans 60 pays.

LA STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED fournit les services bancaires commerciaux et internationaux, et possède un Conseiller du Contrôle des Changes pour vous guider. Il y a plus de 360 agences de la banque à travers la République d'Afrique du Sud.

STANDARD MERCHANT BANK LIMITED offre toute la gamme des services d'une banque commerciale : crédits documentaires, avances en espèces, prêts à moyen terme, fusions,ancements et toutes activités financières des sociétés, conseils pour l'investissement, la gestion des portefeuilles, etc. Les dépôts sont acceptés à vue, avec préavis et pour des périodes fixes allant jusqu'à 36 mois.

STANDARD BANK NATIONAL INDUSTRIAL CREDIT CORPORATION LIMITED finance la location-vente de véhicules, de machines et de matériels, directement ou par l'intermédiaire d'un distributeur. Crédit-bail pour

les véhicules et les matériels, toutes formes de crédit fournisseur. Accepte des dépôts pour des périodes allant du dépôt à vue jusqu'à 36 mois. Emet des certificats de dépôt négociables. Les dépôts peuvent être effectués directement ou par l'intermédiaire de toute agence de la Standard Bank of South Africa Limited, sans paiement de commission.

STANDARD BANK INSURANCE BROKERS LIMITED Assureurs-conseils agréés, conseillers spécialisés dans toutes les formes d'assurances.

STANDARD BANK FINANCIAL SERVICES LIMITED Société de gestion pour les obligations hypothécaires à participation. Accepte les placements sous forme d'obligations hypothécaires à participation et fournit des crédits pour les biens immobiliers, commerciaux et industriels.

INTERNATIONAL FACTORS (SOUTH AFRICA) LIMITED Factoring des crédits, tant internes qu'à l'exportation, par l'intermédiaire de notre filiale International Factors possédant des associés dans 20 pays autour de la planète. Nous nous occupons de vos problèmes de vérification de crédit, nous nous chargeons de vos encaissements et nous acceptons les mauvais risques pour vos ventes à crédit. Nous pouvons vous aider à trouver des marchés pour vos produits, ici comme à l'étranger.



Standard Bank

The Standard Bank of South Africa Limited (Registered Commercial Bank)

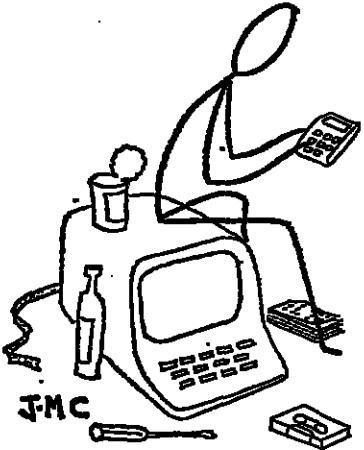
Vous avez un associé ici pour vos affaires

The Business Development Manager, Standard Bank of South Africa - Ltd Box 3862 Johannesburg 2000.



membre du Groupe
Standard Chartered
Bank

Bureaux à : Copenhague : Gammel Strand 34 Copenhague / Paris : 26, rue Louis-le-Grand, 75002 / Hambourg : 200 Homburg 11 Postfach 11 04 40 Schauenburgerstrasse 49 / Francfort-sur-le-Main : 6000 Feuerbach Strasse 31 / Milan : Piazza Moda 3-5 2012 Milan / Amsterdam : Herengracht 418 / Rotterdam : Parklaan 32-34 / Madrid : Torre de Valencia 10-2 O'Donnell Modif 9 / Zurich : Tiefenholz 10 CH-8001 Zurich / Anvers : 122-124 Italiëlei Box 5, 2000, Anvers, Belgique.

LA VIE
DE L'INDUSTRIELA PÉRI-
INFORMATIQUE :
un marché sans unité

LES matériels regroupés artificiellement sous la dénomination de péri-informatique appartiennent en réalité à quatre catégories différentes. On y trouve d'abord ceux des périphériques d'ordinateurs qui sont vendus par des constructeurs différents des fabricants d'unités centrales. La seconde catégorie est celle des terminaux connectés à distance aux unités centrales par des lignes de transmission de données. La troisième regroupe les équipements de saisie de données qui mettent les informations sous une forme assimilable par l'ordinateur. La quatrième catégorie n'est autre que ce que l'on appelle aujourd'hui l'informatique lé-

gère, c'est-à-dire les minis et les micro-ordinateurs.

LES PÉRIPHÉRIQUES D'ORDINATEURS ont atteint, en 1975, un volume de livraisons d'environ 6 milliards de francs dans le monde. On ne compte pas dans ces chiffres les matériels périphériques produits par les constructeurs d'unités centrales eux-mêmes (1), mais seulement ceux produits par des constructeurs indépendants, ou du moins commercialisés de façon indépendante. Ces périphériques se répartissent pour deux tiers en matériels auxiliaires tels que disques ou bandes magnétiques, et pour un tiers en équipements d'entrée ou de sortie d'informations (lecteurs de cartes perforées, imprimantes, etc.). Certains sont construits par des industriels spécialisés (Control Data, par exemple) qui les vendent aux constructeurs d'unités centrales, lesquels les diffusent ensuite sous leur propre marque. D'autres périphériques sont vendus directement aux utilisateurs. Ils appartiennent souvent à la catégorie des périphériques dits « compatibles », c'est-à-dire pouvant se substituer à ceux du constructeur principal, et vendus ou loués à des conditions plus avantageuses pour le client. On estime que le quart des disques ou des bandes magnétiques employés aux États-Unis sur des ordinateurs I.B.M. sont commercialisés par des spécialistes des matériels « compatibles » (Memorex, Telex, Calcomp, etc.), lesquels subsistent fort bien au travers de quelques procès retentissants avec le géant mondial.

LA PRÉDOMINANCE
AMÉRICAINE

En terme de matériels installés, la répartition des marchés de la péri-informatique dans les différents pays industrialisés n'est pas sensiblement différente de ce qu'elle est dans le domaine de l'informatique en général. Plus de la moitié des matériels produits sont installés aux États-Unis, le quart en Europe et 10 % au Japon. Le marché français, dont l'ordre de grandeur est de 10 % de celui des États-Unis, se situe à environ 7 % du marché mondial.

En terme de production, les constructeurs américains, qui commercialisent 85 % des matériels informatiques dans le monde, fournissent 70 % des équipements de péri-informatique. Les constructeurs français détiennent 30 % du marché national de la péri-informatique (près de la moitié dans le secteur particulier de l'informatique légère), alors qu'ils n'ont guère réussi à fournir plus de 15 % de la consommation nationale en équipement d'informatique lourde.

LES TERMINAUX A DISTANCE représentent un second marché sensible (6 500 milliards de francs), toujours en excluant les produits fournis par les constructeurs d'unités centrales. On peut les classer en trois catégories de matériels, dont le chiffre d'affaires est équivalent. Tout d'abord, les terminaux dits « lourds » sont constitués d'un ensemble d'équipements informatiques assez complets : lecteurs de cartes, imprimantes, bandes magnétiques, matériels de transmission de données, avec parfois même un petit ordinateur local. Ils sont utilisés selon une procédure de traitement

par lots de programmes entiers, sans que le temps de réponse de l'ordinateur central soit fondamental. Les terminaux dits « légers » comprennent un simple clavier de machine à écrire et une petite imprimante, dont la vitesse d'impression est la plus souvent limitée à quelques dizaines de caractères par seconde. Ils constituent le support le plus courant du dialogue direct avec l'ordinateur central, utilisé en « temps partagé » entre plusieurs dizaines ou centaines d'utilisateurs différents. Le nom du principal constructeur (TELETYPE) est presque devenu un nom commun universel.

La troisième catégorie est celle des terminaux dits « intelligents », nés autour des écrans de visualisation sur tube à rayons cathodiques et progressivement dotés de mémoires et de petites unités de traitement logique. Ces terminaux sont utilisés pour dialoguer avec l'ordinateur central, mais sont aussi capables d'effectuer localement certains traitements d'information. Il est vraisemblable que, avec l'abaissement des coûts, les terminaux intelligents prendront progressivement une part de plus en plus importante. Le marché en est très disputé. Les constructeurs d'unités centrales n'étant naturellement pas absents de la compétition.

LES EQUIPEMENTS DE SAISIE DE DONNÉES des constructeurs indépendants ont un marché de l'ordre de 5 milliards de francs. La saisie de données, c'est-à-dire sa

Avec les accords que viennent de conclure les sociétés C.I.L. et Honeywell-Bull, l'informatique amorçait en France une nouvelle restructuration. Il reste cependant au gouvernement à achever la réorganisation de ce secteur industriel en poussant les nombreux constructeurs de matériels complémentaires dits de péri-informatique vers des regroupements.

L'annonce officielle de ce plan péri-informatique, qui aurait dû normalement être faite avant le début de l'année 1976, est impatiemment attendue. Mais les industriels concernés paraissent avoir grand mal à s'entendre, et le gouvernement n'a évidemment aucun intérêt à faire connaître le montant des aides et subventions qu'il est prêt à accorder avant que les entreprises qui en bénéficieront n'aient fait le premier pas.

Le désir du gouvernement de promouvoir la péri-informatique date de plusieurs années déjà. La péri-informatique représente en effet un marché important, 30 à 40 milliards de F par an dans le monde, environ le quart du marché total des matériels d'informatique. A lui seul, le marché français a atteint 2 500 mil-

liards de F en 1974, et sans doute près de 3 milliards de F en 1975.

Ce marché, cependant, est très diversifié, et le nom péri-informatique regroupe des matériels fort différents. Rien d'étonnant donc que les constructeurs soient nombreux. Le club de la péri-informatique française, constitué en 1973, ne compte pas moins de trente et une sociétés, qui ne détiennent que le tiers du marché national (700 millions de F en 1974), le reste étant aux mains d'industriels étrangers. Le plus important des constructeurs français n'a fait, en 1975, qu'un chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de F.

Que le gouvernement souhaite voir les constructeurs se regrouper pour constituer deux ou trois pôles de dimension internationale n'a donc rien d'étonnant. Les deux secteurs dans lesquels l'industrie française est la mieux placée sont les mini-ordinateurs universels, les terminaux d'ordinateurs et la saisie de données. L'objectif est de voir l'industrie française augmenter sa part du marché national et en détenir la moitié en 1980, au moins pour les mini-ordinateurs universels.

MICROPROCESSEURS
ET
MINI-ORDINATEURS

Simple composant électronique vendu quelques centaines ou milliers de francs, les microprocesseurs remplissent toutes les fonctions d'une unité de traitement de l'information, c'est-à-dire les opérations logiques et arithmétiques. Mais le calcul se fait alors avec des chaînes de plus faible longueur qu'avec les ordinateurs habituels. Le marché reste encore embryonnaire : 250 millions de francs en 1974 aux États-Unis et 30 millions de francs en Europe. Mais il pourrait atteindre, en 1980, 1,5 à 2 milliards de francs aux États-Unis et près de 1 milliard en Europe.

Aux États-Unis, 90 % des microprocesseurs fabriqués aujourd'hui servent à réaliser des calculatrices de poche. On estime qu'en 1980 cependant ce pourcentage tombera à 30 %. En Europe, les constructeurs sont absents de ce marché, et préfèrent utiliser 45 % des microprocesseurs qu'ils achètent pour les transmissions de données.

Cette part relative diminuera de moitié d'ici à 1980, à 10 % des microprocesseurs sont aujourd'hui utilisés pour remplacer les logiques câblées des systèmes industriels par des logiques programmées. Cette application promet de devenir importante et de faire appel à 20-25 % des microprocesseurs en 1980.

Les microprocesseurs peuvent enfin constituer la partie centrale d'un véritable ordinateur, qu'on appelle alors micro-ordinateur et dont le prix atteint quelques dizaines de milliers de francs. Le micro-ordinateur constitue en 1980 15 à 20 % des débouchés pour le microprocesseur. Pour l'utilisateur, il se distingue difficilement des plus petits modèles actuels des mini-ordinateurs.

Dans les prochaines années, enfin, s'ouvrira pour le microprocesseur le marché des biens de grande consommation.

LE MARCHÉ MONDIAL :
VALEUR DES EQUIPEMENTS LIVRÉS
(en millions de francs)

	Marché mondial (1975)	Marché français (1974)
Périphériques d'ordinateurs	6 000 21 %	450 19 %
Terminals à distance	6 500 23 %	450 19 %
Équipements de saisie de données	5 000 17 %	400 16 %
Informatique légère	10 000 35 %	950 38 %
Divers	1 000 4 %	200 8 %
TOTAL	28 500 100 %	2 450 100 %

(1) Le chiffre d'affaires d'I.B.M. en équipements du type de ceux produits par l'industrie de la péri-informatique est estimé à lui seul à 20 milliards de francs.

(2) La division de l'ancienne C.I.L. des mini-ordinateurs ne fait pas partie de l'accord récemment conclu avec Honeywell-Bull.

Le mini-ordinateur universel :
un domaine en expansion

Le mini-ordinateur universel, né il y a dix ans des applications industrielles de l'informatique, se caractérise par sa robustesse physique, sa rapidité de calcul et la modicité de son prix. Celui-ci, cependant, est plus élevé qu'on ne le dit parfois. Certes, les unités centrales (1) des mini-ordinateurs ne sont vendues que quelques dizaines de milliers de francs, parfois même moins de 10 000 francs, mais la part de l'unité centrale dans une configuration moyenne n'est que de 15 %. Au début de 1976, le prix réel d'un mini-ordinateur est de 250 000 francs en moyenne. Il s'étend en pratique de 50 000 francs à plus de 1 million de francs.

D'ici à 1980, l'unité centrale ne représentera alors plus que 10 %, ce prix moyen tombera à 250 000 francs (en francs d'aujourd'hui), le nombre des grosses configurations diminuant de façon plus sensible.

Cette évolution, modeste en apparence, cache, en fait, un élargissement considérable des possibilités techniques et donc du domaine d'emploi.

Aujourd'hui, les plus petites configurations (prix moyen de l'ordre de 80 000 francs) représentent environ 40 % du nombre des mini-ordinateurs installés.

Elles sont réalisées surtout avec des modèles dont la longueur de mot est seulement de 8 ou 13 bits (nombre de chiffres binaires permettant d'exprimer les données). Les futurs modèles de « petits » mini-ordinateurs auront des mots plus longs : 16 bits en général. Certains ont déjà fait leur apparition dans le courant de 1975 (L.S.I. 11 de Digital Equipment, L.S.I. 3/08 de Computer Automation, Multi 3 de Interchange, SOLAR 16/05 de Télémécanique, etc.). Ils sont encore relativement lents, la temps nécessaire pour additionner deux mots de 16 bits de longueur étant de 6 à 7 microsecondes (millionièmes de seconde). La capacité maximale de leur mémoire se situe à 32 000 mots, à prix égal, et même inférieur, ils représentent un progrès considérable par rapport à leurs aînés. Ils se démarquent ainsi des « micro-ordinateurs », nouveaux venus sur le marché avec le développement des microprocesseurs, et qui restent comparables aux plus petits des mini-ordinateurs actuels, avec traitement de données limitées à 8 bits, ou même à 4 bits.

On estime qu'en 1980 la moitié des mini-ordinateurs seront constitués des petits modèles décrits plus haut, au prix moyen, en francs d'aujourd'hui, de 60 000 francs. Se présentant sous forme d'une simple carte de cir-

cuits électroniques, ils sont destinés à être incorporés, par leurs acheteurs, dans un ensemble plus complexe.

A l'opposé, les « gros » mini-ordinateurs connaissent également un certain développement, en même temps que leur prix moyen s'abaisse d'un tiers et que leurs performances s'améliorent considérablement. Alors que les « mini » se contentent aujourd'hui le plus souvent de traiter des mots de 16 bits, ils traiteront couramment des mots de 32 bits, tout comme les gros ordinateurs. Plusieurs sont également apparus dès cette année (FED 11/70 de Digital Equipment, Scilap de Data General, modèle IV de Modcomp, Mitra-125 de C.I.L., par exemple). Rapides, ils additionnent deux mots de 32 bits en moins de 2 microsecondes. Leur mémoire peut stocker plusieurs centaines de milliers de mots. On les compare parfois à des ordinateurs universels classiques, dont le prix est plusieurs fois supérieur. Ces derniers conservent, pour l'instant, un net avantage par leur catalogue de périphériques disponibles et le logiciel (programmes) nécessaire à leur utilisation. Ils sont également disponibles en location, pratique encore peu courante pour les mini-ordinateurs.

(1) L'unité centrale est la partie de l'ordinateur où sont effectués les calculs. Elle doit être complétée par divers éléments « périphériques » (mémoires, matériels nécessaires à l'entrée des données et à la partie des résultats, l'ensemble constituant la « configuration » de chaque installation particulière.

Cette page a été réalisée par
Jean-Marc Chebanas
et Dominique Vergès

Gulliver au pays des nains

Les mini-ordinateurs de gestion sont destinés surtout aux petites entreprises. C'est le fief de constructeurs spécialisés, souvent de petite taille eux aussi. On peut en tracer une frontière symbolique au niveau de prix de 10 000 F par mois, c'est-à-dire à moins de 400 000 F à la vente.

L'année 1975 a marqué l'entrée dans ce domaine des grands constructeurs, et plus spécialement I.B.M. avec le modèle « 32 » (avril 1975) et Honeywell avec le modèle « 61/40 » (décembre 1975). Comment les deux premiers constructeurs mondiaux envisagent-ils ce marché nouveau pour eux ?

IBM

HONEYWELL

Les objectifs

EN avril 1975, lors de l'annonce, en France, de l'IBM 32, l'objectif officiel était de mille installations en un an. Muets sur les chiffres exacts de leurs ventes, les dirigeants d'IBM-France ont, au début de 1976, un large sourire. Le délai de livraison du « 32 » dépasse maintenant les six mois.

Sur un marché où la vente des matériels est la règle générale, IBM réussit à louer dans la proportion de 90 %, apportant une possibilité d'essai aux moins risqués à des utilisateurs nouveaux venus à l'informatique pour la plupart.

La mise en œuvre

IBM suggère à ses clients trois possibilités : l'embauche d'un programmeur, la formation d'une personne de l'entreprise aux techniques de l'informatique ou le recours aux sociétés de service. Toutes trois rencontrent un succès équivalent auprès de la clientèle française. Celle-ci, très individualiste, reste hostile aux « programmes produits » universels.

Quelle que soit la solution retenue, il faut compter un prix de revient global de l'ordre de 20 000 F pour chacune des applications informatisées (facturation, comptabilité...).

Les techniques d'emploi

Le petit utilisateur, avant toute chose, doit dominer la gestion automatique de ses fichiers. Il serait dangereux pour lui de s'attaquer de but en blanc à des méthodes trop complexes, et l'utilisation de l'IBM 32 reste traditionnelle. Potentiellement ce matériel dispose, selon IBM, des possibilités techniques nécessaires à l'utilisation dite « transactionnelle », mais c'est volontairement que celles-ci ne sont pas proposées pour l'instant. Il ne faut pas faire de surcroît sur des perfectionnements dont n'a que faire le nouvel utilisateur.

Il n'est pas question, à ce niveau de prix, de fournir au client une assistance gratuite à la mise en œuvre. Le matériel proprement dit n'est déjà que pour un quart dans les prix de revient du constructeur, à côté des frais de distribution et d'entretien.

Les clients n'ont pas généralement les connaissances suffisantes, Honeywell encourage le recours aux sociétés de service, sans manifester de préférence pour l'une ou l'autre d'entre elles. Ceci oblige ces sociétés à se spécialiser dans tel ou tel domaine d'application.

Avec le « 61/40 » Honeywell veut abaisser le seuil d'accès à l'informatique « transactionnelle ». Celle-ci permet à l'utilisateur un véritable dialogue avec son ordinateur, à partir de plusieurs postes de travail utilisés simultanément. Cette conception moderne s'adresse aussi bien aux petites entreprises, nouvelles venues à l'informatique, qu'aux services décentralisés des grandes entreprises. Ceux-ci relient leur mini-ordinateur de gestion à leur gros ordinateur centralisé par des lignes téléphoniques de transmission de données.

ÉVOLUTION DES CARACTÉRISTIQUES ET DU MARCHÉ

	1975			1980		
	Petits	Moyens	Gros	Petits	Moyens	Gros
Longueur du mot (nombre de bits)	8-12	12-16	16-32	16	16-32	32
Capacité maximale de mémoire (milliers de mots)	16-32	32-64	128-256	32	128	512
Temps d'addition (microsecondes)	3-10	1-3	1-2	2-3	1-2	0,5-2
Prix moyen (milliers de francs)	80	400	900	60	250	600
Part relative du marché (en nombre)	38 %	32 %	10 %	49 %	39 %	12 %

فكرنا من الأصل

Philips: 50.0
mini-ordina
et systèmes

Data
Systems

Philips: 50.000 ordinateurs de bureau, mini-ordinateurs, terminaux bancaires et systèmes de saisie dans le monde.



50 000 : ce chiffre qui se passe de commentaires représente le résultat des activités de Philips dans ces différents secteurs du marché de l'informatique. C'est pourquoi nous avons décidé de nous concentrer sur ce type de matériels pour renforcer nos positions acquises.

20 années d'expérience dans l'un des plus grands laboratoires du monde

Depuis 1950, les recherches effectuées dans les laboratoires de physique de Philips ont permis de fournir à l'industrie informatique mondiale de nombreux composants électroniques.

A partir de ses connaissances scientifiques, Philips devait acquérir une expérience étendue dans la mise au point, la fabrication et les applications des ordinateurs.

Philips utilise sa production informatique pour ses propres besoins. En effet, dans toutes les organisations Philips du monde, 440 ordinateurs de bureau, 150 gros ordinateurs et 780 mini-ordinateurs fonctionnent en permanence. Ils ont les rôles les plus divers : traitement des commandes, gestion des stocks, circulation des marchandises, calcul des coûts de production, programmes de livraison, planning, design, administration, recherche scientifique et contrôle de processus.

Faits et chiffres

En 1969, Philips lançait sur le marché ses premiers ordinateurs de bureau qui remportaient un succès immédiat. Depuis, plus de 27 000 systèmes des séries P 350 et P 300 ont été installés dans 26 pays et particulièrement dans les secteurs industriels et commerciaux.

Les ordinateurs de bureau peuvent s'adapter aux besoins de chaque client. Il est en effet possible d'étendre la capacité des systèmes grâce à une gamme étendue de périphériques.

Actuellement, l'accroissement de la demande en petits systèmes est constant. Très efficaces et cependant économiques, les ordinateurs de bureau Philips répondent à cette demande. Installés rapidement, leur utilisation est simple. Des programmes standard facilitent encore leur exploitation.

L'efficacité des grands

A l'avenir, le marché sera orienté vers de petits systèmes qui s'intégreront facilement dans les moyennes et grandes entreprises sans en bouleverser les structures.

Les systèmes informatiques de gestion Philips de la série P 450 lancés en 1975 répondent parfaitement à cette tendance.

Malgré leur petite taille, ils ont une capacité pratiquement équivalente aux gros ordinateurs des années passées.

Accès immédiat à l'information

La décentralisation est devenue l'un des aspects essentiels de l'entreprise actuelle. Des terminaux situés à différents emplacements assurent à l'utilisateur l'accès direct à un ordinateur central pour la préparation, la saisie et la recherche des informations ou pour l'exécution d'un programme.

Des milliers de terminaux multi-applications Philips X 1150 sont installés dans diverses sociétés d'Europe occidentale.

Des terminaux intelligents

Les terminaux permettent d'exploiter efficacement l'ordinateur central. Le système Philips PTS 6000, doté de terminaux intelligents, est utilisé par les plus grands établissements bancaires d'Europe.

Philips Data Systems: votre partenaire pour l'avenir

10 000 personnes réparties dans 26 pays sont à votre service au sein de Philips Data Systems.

De nouveaux modèles d'ordinateurs de bureau, de petits ordinateurs de gestion, de systèmes de saisie et de terminaux seront bientôt lancés sur le marché et viendront consolider la position de Philips dans le domaine de l'informatique.

En informatique, faites confiance à Philips, votre partenaire pour l'avenir.

Utilisations multiples

Les mini-ordinateurs jouent un rôle capital dans l'automatisation industrielle. Les mini-ordinateurs Philips de la série P 800 peuvent être programmés pour gérer de nombreux systèmes et processus industriels. Par exemple : matériel d'analyse des rayons X, microscopes électroniques, mesures et contrôles, télégraphes, téléphones, radars, contrôle de circulation, administration médicale, thérapie, plannings de diagnostics et de traitements, gestion et contrôles des divers processus industriels tels que fabrication en série, épuration des eaux et conditionnements des produits alimentaires, etc.

Logiciel d'application très souple

Indépendamment de sa taille, chaque entreprise a des exigences propres pour le traitement de ses données. Une connaissance étendue des problèmes liés à une importante bibliothèque de programmes permet à Philips de résoudre les différents cas et de s'intégrer à des organisations déjà en place.

En outre, nous avons également prévu d'intégrer nos équipements ainsi que leur logiciel de systèmes, de banques de données et de communication de données dans les systèmes de réseaux d'information.

Philips Data Systems
40 avenue Hoche, 75008 Paris.
Tél. 227 06 24
5 square Max-Hymans, 75015 Paris.
Tél. 734 77 59

Afrique du Sud: 2 Herbet, New Doornfontein, Johannesburg.
Allemagne: Weidenauer Strasse 211 - 213, 5900 Siegen-Weidenau.
Autriche: Schwanenstrasse 3, 4 Dornbirn.
Argentine: Maconia S.A. C.L., Av. Córdoba 2036/38, Buenos Aires.
Australie: 88-90, Foveaux Street, Surry Hills, N.S.W. 2010.
Autriche: Untere Donaustrasse 11, A-1020 Vienne.
Belgique: 1, Boulevard Anspach, 1000 Bruxelles.
Bretagne: Rue de la République 145, 95000 Clichy-la-Croix.
Canada: 116 Vanderhoof Avenue, Toronto M5S 1A5, Ontario M4G2J1.
Danemark: Prætor Boulevard 80, 2300 Copenhagen S.
Espagne: Glapert S.A., Provenza, 205-208, Barcelona 11.
Etats-Unis: 1291 East Hillside Blvd., Foster City, California 94404.
Finlande: Kalliostr. 8, Helsinki 10.
Grande-Bretagne: Elstree House, 2 Bergholt Road, Colchester, Essex, CO4 6AA.
Irlande: Newstead, Clonsilla, Dublin 14.
Italie: Viale Feltrina, 327, 20122 Milan.
Japon: Communication Science Corp., 9-6, 2 Chome, Kita-Aoyama, Minato-ku, Tokyo 107.
Mexique: Calle Durango 167, Mexico 7 D.F.
Norvège: Nils Hansen vei 2, Oslo 6.
Pays-Bas: Bordenwijkstraat 4, Rijswijk.
Portugal: Regencia SARL, Av. Duques de Loulé 72, Lisbonne.
Suède: Fack, 172 07 Sundbyberg.
Suisse: Binzstrasse 18, 8027 Zurich.
Tchécoslovaquie: Edif. Centro Colgate, Av. pp. de los Ruices, Urb. los Ruices, Caracas 107.
Yugoslavie: Fa. Commerce, Titova Cesta S.T. 61, Ljubljana.

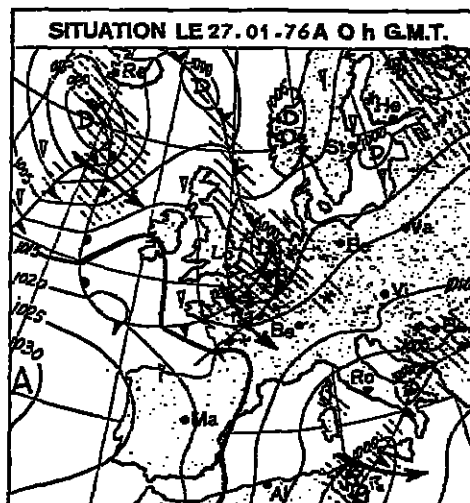


Data Systems

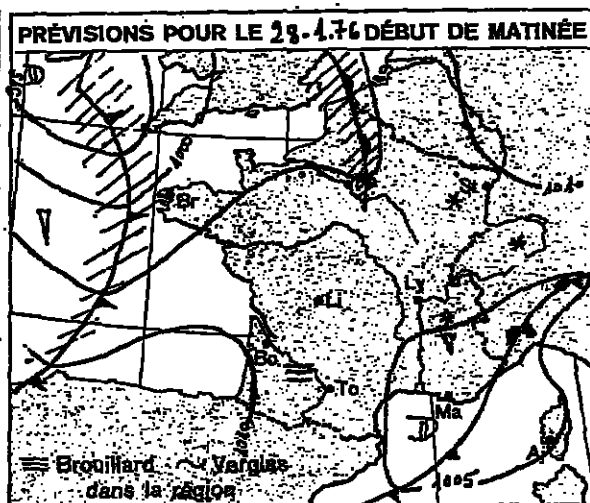
PHILIPS

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 27.01.76 A 06h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 28.01.76 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 27 janvier à 6 heures et le mercredi 28 janvier à 6 heures :

Les masses d'air maritime qui pénétreront mardi matin sur le nord-ouest et le nord de la France s'étendront progressivement sur tout le pays.

Mardi, le temps sera très nuageux, le matin et souvent brumeux, avec des brouillards assez denses de

l'Aquitaine au Massif Central et à l'Alsace ; il y aura quelques chutes de neige sur les Pyrénées, les Cévennes et les Alpes.

Dans la journée, le ciel restera généralement très nuageux, et il pleuvra en Bretagne, en Vendée et en Normandie. Sur les régions méditerranéennes des éclaircies se développeront, mais des nuages passagers donneront des averses en Corse. Les vents, modérés, de secteur nord dans le Midi méditerranéen, orienteront progressivement au sud-ouest sur le reste de France.

Les températures seront partout en hausse, mais des gelées se produiront encore le matin du Massif Central aux Alpes et au Nord-Est.

Mardi 27 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 003,8 millibars, soit 752,8 millimètres de mercure.

Températures (de premier chiffre indique le maximum enregistré au

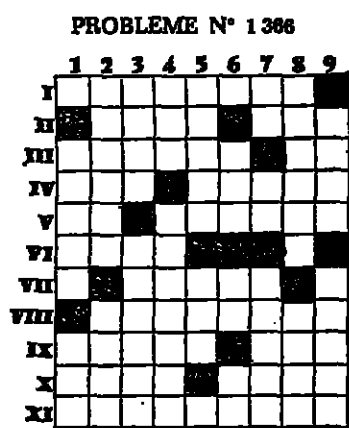
Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 26 et 27 janvier 1976 :

DES DECRETS

- Portant application à la profession de géomètre expert de la loi n° 66-579 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles.
- Révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles agricoles annexés au décret n° 55-806 du 17 juin 1955 modifié.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

- I. Fait trembler le chef. — II. Pas dirigé par Pacha. — III. N'est pas la peau douce quand elle est aux deux pattes. — IV. Intéresse un géologue ; fait preuve de scepticisme. — V. Se confondent dans le bœuf ; Jokes filles. — VI. Est plus plaidé qu'à blâmer. — VII. Rend la mastication bien pénible. — VIII. S'apparentent aux gourdes. — IX. Point d'observation ; Des la dissipation des ténères. — X. Donne son avis ; Plus proche du lit que de la rose. — XI. Homme de génie.

VERTICALEMENT

- I. Nous renseigne lui-même sur les faiblesses de la chair ; Salé. — II. Localité de France ; Etat qui ne laisse rien présager de bon. — III. Tout chaud ; Présent le miel. — IV. Coule à flots ; Dans l'eau, semble heureux comme un poisson. — V. Fosse ; Dépendait de Babylone ; Grafiat. — VI. Emergent de la masse ; Provoque des courants d'air. — VII. Dans l'horizon familier du navigateur grec ; Ne pas faire preuve de conciliation.

Solution du problème n° 1365

- Horizontalement : I. Tremolo. — II. OE ; Isatis. — III. Ibis ; Op. — IV. Lustres. — V. Estierne. — VI. RG ; Tour. — VII. Tiers ; Bru. — VIII. Essieu ; Os. — IX. Crise. — X. Plant. — XI. Parleuses.

- Verticalement : I. Toilette ; PP. — II. Rébus ; Isola. — III. Ibis ; AR. — IV. Mistigri ; NL. — V. Ce ; Ré ; Bessie. — VI. Lavet ; Ur. — VII. OY ; Snob ; Ios. — VIII. Euros. — IX. Aspe ; Russes.

GUY BROUTY.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.
Général :
Jacques Favre, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde.
à Paris-12^e.

Reproduction en entier de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commissariat paritaire des journaux et publications : n° 2102.

ARNYS SOLDE

14 rue de Sèvres
75007 Paris Tél. 548.76.99

Costumes 3 pièces, flanelle, pure laine, cheviot, tweed, rayures tennis, à partir de 550 francs.

Vestes, blazers, pure laine, à partir de 350 francs.

Manteaux pure laine, à partir de 650 francs.

Pantalons pure laine, flanelle, tweed, velours... à partir de 180 francs.

Chemises laine, voile, polyester et coton... à partir de 50 francs.

Pull-over shetland, lambswool... à partir de 95 francs.

EAU MINÉRALE NATURELLE GAZEUSE

bassin de Vichy Saint-Yorre

RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE

RADIO-TÉLÉVISION

VU ALLER AU CHAGRIN

Nous ne disons plus ni ventriloque, ni pantin, ni marionnette. Nous osons en l'air prononcer le nom de Dieu et les patois ont tendance à tomber en quenouille, c'est vrai. Le parler populaire, s'il a l'air de très bien se porter à en juger par la Mère Parole, de Jean-Pierre Chabrol, lundi sur Antenne 2, n'est plus ce qu'il était. Il a bougé. C'est encore vrai. Il existe deux langages, celui de tous les jours et celui des dimanches. Celui qu'on utilise chez soi, entre soi, et celui qu'on entend à la télévision, à la radio et qu'on apprend dans les livres. Celui des pauvres et celui des riches. C'est toujours vrai. Dans le langage politique, très influencé par celui des énarques, certains mots dévalués ont cédé la place à des mots dans le vent. Ainsi oublie-t-on volontiers la nation, la gloire et la patrie pour célébrer la mondialisation, la croissance et la coexistence. De plus en plus vrai.

Faut-il le déplorer ? Pour Jean-Pierre Chabrol, aucun doute. Notre langue est en train de s'émanciper (d'où le titre de son émission, probablement), de s'approprier, de s'uniformiser. Et à qui la faute ? A la Révolution. A ce pauvre abbé Grégoire et à son combat pour répandre le français et « anéantir » le patois.

Témoin de la défense, Edgar Faure — on a très drôlement utilisé derrière son dos ses déclarations successives et contradictoires à l'occasion de

sa candidature (provisoire) à l'élection présidentielle, pour montrer ce que parler ne veut pas dire. Oui, Edgar Faure respalera utilement à quel correspondait à l'époque la civilisation du pouvoir, cette aspiration au « mirage », il aurait dû dire « brassage », des provinces et des classes. La nôtre, juste retour, réclame une certaine régionalisation et Jean-Pierre Chabrol a raison de souligner ce lien.

Difficile cependant de le suivre jusqu'au bout, de prendre avec ces gaminis en sabot le chemin bucolique de l'école obligatoire et laïque, source de tous nos maux, où l'on trouvait en dévotion leur savoir « parler de bœufs » pour leur enseigner le beau langage amical exigé par Jules Ferry. C'est tout de même à l'école — en français je sais bien, mais quel tant pis — que s'est véritablement forgée, encre, la notion trop souvent bafouée de liberté, d'égalité et de fraternité. Si nos hommes politiques ont moins tendance qu'autrefois de se faire un drapeau de ces mots-là, peut-on vraiment dire qu'ils ne recouvrent plus aucune réalité aujourd'hui ? Et faut-il regretter de voir la femme rejoindre la famille au Panthéon des valeurs officielles ?

Jacques Thibaut a très bien « démonté » à l'antenne la rassurante causerie du chef de l'Etat nous souhaitant bonnes vacances en juillet dernier. Absurde, trinité d'euphémismes

chez nous il n'y a pas de chômeurs, il n'y a que des gens à la recherche d'un emploi — et d'expressions empruntées au jargon du marketing, la langue de la V^e République réifiée depuis 1974 le système économique qui est le nôtre. Cela, on ne peut le nier. On pourrait cependant rappeler, voir Mollère, que sous l'Ancien Régime Taruffe ne s'exprimait pas comme Pierrot.

Enfin, l'amalgame entre le vocabulaire et le style des représentants du patronat et ceux des syndicats ne paraît un peu tiré par les cheveux. A un très haut niveau peut-être. Mais dès qu'on se rapproche un peu de la base, c'est la ciel et la terre. On comprend beaucoup mieux ce qui se discute entre membres et délégués du personnel dans la cour de l'usine que ce qui se décide dans les bureaux des chefs d'entreprise. M. Roger Sylvestre, délégué C.G.T. chez Renault, en a administré la preuve éblouissante. Même s'il était un peu quindé par la présence des caméras, son naturel, sa sincérité, crevaient l'écran. Et sans le vouloir, en nous citant certaines expressions, « aller au chagrin » pour aller au travail, employées dans la métallurgie, il a rassuré les inquiets. On a beau essayer de chasser son langage devant les enfants, l'imagination et la poésie restent au pouvoir. Et pas seulement à l'atelier et aux champs, à la communauté. Il n'y a qu'à écouter ce qui se dit à la sortie.

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 27 JANVIER

— M.M. René Andrieu et Jean Daniel sont invités par France-Culture à débattre sur le thème : « Un militant peut-il être journaliste ? », à 17 heures.

— M. Leonid Plouchitch est interrogé par les journalistes de France-Inter à propos des intellectuels soviétiques émigrés, à 19 h. 20.

— La C.F.D.T. exprime son opinion à la tribune libre de France 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 28 JANVIER

— Notre collaborateur Pierre Vianson-Ponté répond aux questions de Jacques Pagan sur France-Culture, à 13 h. 5.

— Le réalisateur italien Sergio Leone, M. Paul Dujoud, secrétaire d'Etat à l'Immigration, et M. Matagrin, évêque de Grenoble et vice-président de la conférence épiscopale française, sont les invités du magazine « C'est à dire », sur Antenne 2, à 21 h. 30.

D'une chaîne à l'autre

MICHEL BASSI A R.T.L.

● M. Michel Bassi, actuellement rédacteur en chef de l'Agence centrale de presse, prendra de nouvelles fonctions (non encore déterminées) au service politique de R.T.L., à partir du 15 février.

MARDI 27 JANVIER

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30, Variétés : 78 Paris, de F. et B. De laudière ; 21 h. 30, Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1954) ; 22 h. 25, Portrait : Jack London et la fièvre de l'or, de R. Sese et F. Lacassin ; 23 h. 15, Journal.

CHAÎNE II : A2

A 8 h. 30, tous les matins.

La revue de presse.

Claude Guillaumin est le seul à lire pour vous, tous les jours.

France-Inter.

Ecoutez la différence.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : « Des hommes libres », (quatrième partie : Le monde à l'envers), réal. D. Kartin.

Pour clore son enquête sur la tentative de sociologue Douglas Grant (qui a voulu résister dans la société américaine des-huit démentis de la prison de Vercell), Daniel Kartin analyse les cas optiques de Lerry Dye, actuellement professeur titulaire de la chaire de sociologie pénitentiaire à l'université d'Amherst, dans le Massachusetts.

Un débat s'engagera ensuite entre M. Lerry Dye, Mme Dorléac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, M.M. Michel Droit, P. Campinchi, directeur de l'Administration pénitentiaire, E. Vitis, juge d'application des peines.

DANS on condamne bien les innocents

MORTON SOBELL raconte ses 36 ans dans les prisons américaines

HERET DE MAISON : Diffusion Rocheteau - 39 F

23 h. 15, Journal.

CHAÎNE III : FR3

19 h. Pour les jeunes : Improvisation sur un livre : 20 h. Documentaire : Les animaux chez eux.

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures : « Passeport pour l'oubli », de V. Guest avec D. Niven, F. Dorléac, J. Le Messurier, C. Cussak.

Un médecin de campagne anglais devient agent secret pour une mission au Liban, et se trouve impliqué dans une dangereuse affaire d'espionnage.

22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5, Dialogues : « Les Rats d'Amérique », production des Sociétés Radio-Canada et Radio-France ; 21 h. 20, Musiques de notre temps : Jacques Laleu ; 22 h. 35, Entraine. avec Alain Césaire ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30, Schola Cantorum de Stuttgart, dir. Cyprien Godeau ; « Lamentations du prophète Jérémie » (Krenek) ; Orchestre symphonique Southwest ; « Time and motion Study III » (Ferryman) ; 21 h. 20, Les dossiers musicaux : Amérique I, par J.-P. Lentin ; « La tout Boston en 1909 », par G. Conde ; 21 h. 30, Les dossiers musicaux : Amérique II, par J.-P. Lentin ; Harry Parrish, compositeur marginal contemporain ; 1 h. Non écrites : Amérique III, par C. Fleuter ; Musique Calun (documents originaux).

MERCREDI 28 JANVIER

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec : 13 h. 35, Les visions du mercredi.

20 h. 30, Dramatique : Le Silence des armes, d'après B. Clavel ; adapt. B. Clavel et J. Prat ; réal. J. Prat ; avec M. Chapiteau, M. Garrel.

Programme continué aux 11 novembre 1975 et repoussé en fonction des grèves, cette évocation de la guerre d'Algérie et de ses effets sur un fils de viticulteur jurassien se termine en apologie de la non-violence et de l'objection de conscience.

22 h. 10, Emission médicale : Indications, d'I. Barrère et E. Lalou ; 23 h. 10, Journal.

CHAÎNE II : A2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec : 15 h. 20, Un sur cinq.

20 h. 30, Soirée en direct de Briançon, avec le match de hockey sur glace France-Canada et, à 21 h. 30, le magazine C'est-à-dire. Prés. J.-M. Cavada.

(voir « Tribunes et débats »).

23 h. Journal.

CHAÎNE III : FR3

18 h. 25, Points de repère : « Faux et contre-faux » ; 19 h. Pour les jeunes : Trois contre X... ; 20 h. Emissions régionales.

20 h. 30, Hommage à Marcel Pagnol (R.) « La Fille du puisardier » (1940) avec Raimu, Fernandel, J. Day, Charpin, L. Noro (N.).

22 h. 45, Journal.

FRANCE-CULTURE

21 h. 35, Poésie ; 22 h. 5, Relecture : Robert Desnos ; 21 h. 35, Musique de chambre : « Quatuor » de J. V. (Smetana) ; « Quatuor no 1 » (Janáček) ; 22 h. 35, Entraine avec Alain Césaire ; 23 h. De la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Élysées... Chœurs et Orchestre national de France, direction Musilav Rostropovitch ; « La Tosca » (Puccini), avec G. Vichnevskaya, G. Gueff, U. Carrel ; 22 h. 30, Les dossiers musicaux : Amériques IV, par J. Cohen ; Musique religieuse de l'Amérique rurale (1850-1950) ; « Black, Brown and Beige » (Duke Ellington) ; 24 h. Musiques contemporaines américaines, avec S. R. Kislies, J. Cohen, G. Crumb ; 1 h. Non écrites : Musique de l'Amérique, par C. Fleuter.

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

L'utilisation naturelle de l'énergie solaire

Le rendement de la photosynthèse

par JEAN LAVOREL (*)

La stratégie adoptée par le végétal pour capter et utiliser l'énergie solaire commence par la capture de l'énergie lumineuse. La feuille, par sa surface importante, est visiblement adaptée à cette fonction. Mais c'est à l'intérieur des cellules, au sein d'organites spécialisés, les chloroplastes, dont les dimensions n'excèdent guère quelques millimètres, et plus profondément encore, au niveau de structures moléculaires membranaires appelées « thylakoïdes » (étymologiquement « petits sacs »), que l'absorption de la lumière par la chlorophylle se produit. En un temps extrêmement bref (quelques 10 milliardièmes de seconde), l'essence de la conversion énergétique est jouée : l'énergie d'un photon de lumière absorbée par une molécule de chlorophylle est transformée en énergie potentielle de deux charges électriques élémentaires, un électron (négligé) et un trou (positif), séparés de quelques millièmes de millimètre. L'efficacité quantique élevée du processus — une séparation de charge par photon — se traduit, en outre, par la nécessité de stabiliser les charges dans l'espace et le temps, imposant de sévères contraintes, et qui se paient. Le rendement énergétique de l'acte photosynthétique n'est que de 50 % environ. De plus, la structure électronique de la chlorophylle (ou encore son spectre d'absorption) ne lui permet pas d'interagir avec toutes les radiations du spectre solaire au niveau du sol : il en résulte une perte supplémentaire d'environ 50 %. A ce stade, le rendement de conversion est donc de 25 %.

La micromachine photosynthétique obéit à la logique de tout dispositif d'appropriation d'énergie : il faut capter l'énergie et la transformer pour la rendre propre à sa conservation, à son transport et à son utilisation. Or l'énergie du couple électron-trou, résultant de l'acte photosynthétique, est encore hautement instable, et d'ailleurs inutilisable telle quelle dans les circuits énergétiques cellulaires. Deux autres formes d'énergie interviennent alors pour stabiliser le gain énergétique — éviter la recombinaison du couple électron-trou — et préparer d'autres formes de transport et de stockage. Une première forme fait appel aux propriétés oxydoréductrices de certaines molécules qui sont l'analogue de minuscules accumulateurs capables de se charger ou de se décharger.

La grande affaire du végétal

Dans les meilleures conditions, la plante parvient donc à capter et à fixer, sous forme d'énergie chimique, 10 % du rayonnement solaire incident. Idéalement, nous pourrions ainsi satisfaire par une seule voie synthétique nos besoins énergétiques au moyen d'une surface de l'ordre de 300 m² par habitant. Mais, en réalité, les conditions naturelles — et même celles de la pratique agricole — sont fort loin des conditions de l'optimum de rendement photosynthétique. De ce fait, pratiquement le rendement réel de la photosynthèse est beaucoup plus modeste : 0,5 à 1,5 % pour l'agriculture (le maïs peut atteindre 2,5 %), probablement de l'ordre de 0,1 % pour l'ensemble des organismes photosynthétiques à la surface du globe.

Pour comprendre l'origine de ces pertes, il faut d'abord reconnaître que la grande affaire du végétal n'est pas nécessairement de réaliser la conversion photosynthétique la plus efficace, mais bien davantage de s'adapter à un milieu souvent hostile et de survivre lorsque les ressources sont rares, qu'il s'agit de gaspiller lorsqu'elles deviennent abondantes.

Le végétal doit adapter de façon optimale son appareil de conversion et de traitement de l'énergie au flux incident de photons. Mais ce flux peut varier énormément selon le lieu, l'heure, la saison. L'appareil photosynthétique est donc adapté à

Tout être vivant est consommateur d'énergie, il en a besoin, pour maintenir, réparer, reproduire et propager l'ordre interne qui le constitue. Depuis quelque deux milliards d'années, date de la séparation du règne animal et du règne végétal, l'essentiel de cette énergie est fourni par la lumière solaire captée, transformée puis stockée sous forme d'énergie chimique — par les végétaux, grâce à la fonction photosynthétique, et enfin répartie à travers les chaînes alimentaires entre tous les êtres vivants. Chacun sait que la chlorophylle, pigment vert des feuilles, joue un rôle essentiel dans ce processus.

Mais on n'a, d'ordinaire, qu'une faible idée de l'importance quantitative du phénomène tant son déroulement autour de nous — attaché à un symbole de paix, de calme et de

silence — est discret. Et pourtant, à l'échelle de la Terre, la quantité d'énergie solaire captée par voie photosynthétique et transformée en substances organiques représente en ordre de grandeur 200 milliards de tonnes de carbone par an alors que la consommation mondiale est inférieure à 10 milliards de tonnes en équivalent charbon par an ; quant à nos réserves fossiles d'énergie-pétrole, charbon, elles sont aussi d'origine photosynthétique.

Comme toute transformation énergétique, la photosynthèse n'a pas un rendement à 100 %. A peine quelques pour cent de l'énergie solaire se retrouvent finalement sous forme chimique dans le végétal. Plus qu'à des records de conversion énergétique, les plantes s'attachent à des mécanismes qui leur permettent de se développer dans des conditions variées et variables.

Des adaptations structurelles et fonctionnelles existent aussi pour les autres facteurs du milieu : elles tendent toujours à ajuster les besoins de la plante aux ressources disponibles et à optimiser ses performances par rapport aux contraintes imposées par le milieu.

Nourriture et énergie

Pour une espèce végétale donnée, les limites de fluctuations des facteurs externes permettant la réalisation de l'optimum photosynthétique sont assez étroites. Une espèce est adaptée au milieu qu'elle colonise et à celui-là seulement. Adaptation signifie choix et compromis. En ce sens, il n'existe pas de végétal idéal capable d'un développement optimum sous tous les climats. Mais ce qu'aucune plante ne sait faire, l'ensemble du règne végétal le réalise magnifiquement : à la pleine lumière de la cime des forêts tropicales ou dans la pénombre des sous-bois, à la limite des neiges éternelles ou au voisinage des eaux thermales, dans les zones humides ou désertiques, sur terre et dans la mer, partout et toujours la photosynthèse est présente. Cette présence ne nous

est pas toujours perceptible : à côté des plantes supérieures, une multitude de micro-organismes photosynthétiques sont au travail dans le sol et dans les eaux (bactéries photosynthétiques, algues unicellulaires). Il y a dix mille ans, l'homme a en fait commencé à domestiquer l'énergie solaire par l'intermédiaire de la photosynthèse lorsqu'il inventa l'agriculture. Et nous ne sommes pas encore au bout de ce long chemin. Il nous reste beaucoup à accomplir, au niveau de la recherche fondamentale et des applications, pour tirer le meilleur parti du végétal, à la fois comme source de nourriture et d'énergie d'origine solaire, et peut-être un jour pour imiter par des voies artificielles sa remarquable efficacité photochimique.

CONTRACEPTION ET RÉCONDITÉ AUX ÉTATS-UNIS

Les naissances non planifiées ont nettement diminué entre 1961 et 1970

Dans quelle mesure la baisse de la fécondité observée dans les années soixante est-elle liée à une planification des naissances, rendue possible par le développement des techniques contraceptives ? Il est évident qu'il doit y avoir une corrélation, mais la baisse peut aussi avoir bien d'autres causes. Une étude du professeur Charles W. Westoff (1), de l'université de Princeton, indique qu'aux États-Unis, cette corrélation est très forte. En comparant les périodes 1961-1965 et 1966-1970, l'auteur montre que les naissances « planifiées » sont restées à peu près au même niveau. La nette diminution de la fécondité est entièrement imputable à une baisse des naissances non planifiées, qu'il s'agisse de naissances non voulues ou simplement souhaitées pour plus tard.

Faite aux États-Unis, l'étude est valable pour ce pays et n'est pas directement transposable en Europe, quoiqu'on puisse supposer que les mêmes causes devraient produire les mêmes effets. Pour ce qui concerne notre pays, une étude du même ordre est en cours à l'Institut national d'études démographiques.

EN 1965 et 1970, deux enquêtes ont été faites aux États-Unis sur la fécondité des femmes mariées. Respectivement quatre mille huit cents et six mille femmes, formant un échantillon représentatif, ont répondu à un

Taux de fécondité des femmes mariées aux États-Unis

	1961-1965	1966-1970	Variation
Naissances totales	3,82	2,91	- 0,91
Naissances planifiées	1,70	1,56	- 0,14
— par arrêt de contraception	0,82	1,63	+ 0,81
— par absence de contraception	0,78	0,93	+ 0,15
Naissances non planifiées	2,12	1,35	- 0,76
— souhaitées pour plus tard	1,19	0,82	- 0,37
— non souhaitées	0,92	0,52	- 0,40

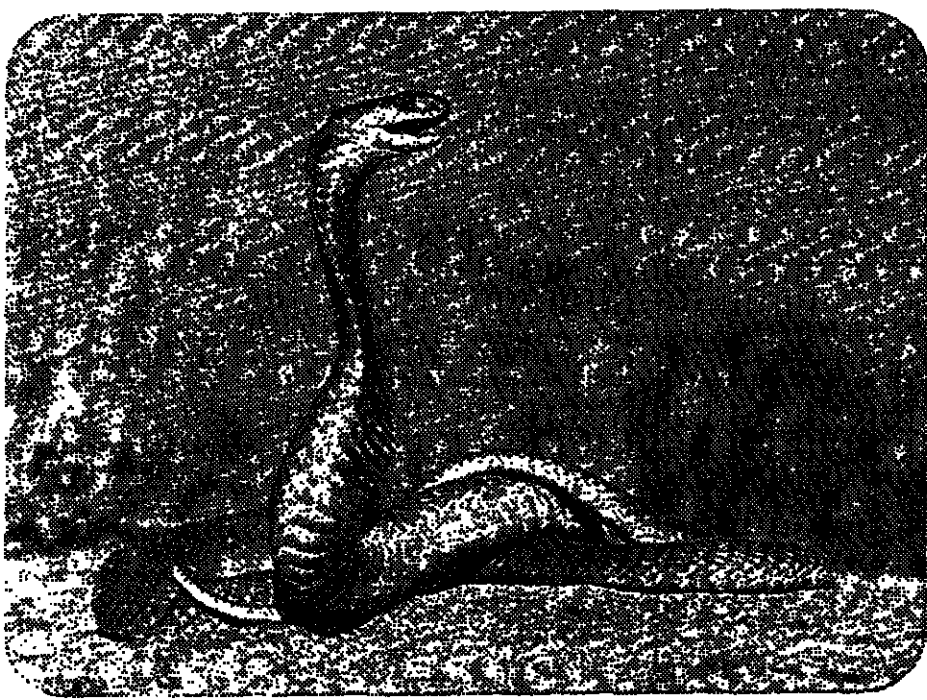
ensemble de questions portant entre autres sur le désir qu'elles avaient d'avoir un enfant au moment de sa conception. Les réponses ont permis de classer les naissances survenues dans les cinq années précédant chaque

volontaire des moyens contraceptifs pour permettre une naissance, et les naissances survenues chez des couples qui refusaient consciemment toute contraception dans l'intention d'avoir un enfant au plus vite. Toutes les naissances ne se rattachant pas à ces deux classes sont considérées comme non planifiées, se divisant en naissances qui étaient désirées, mais à un autre moment que celui où elles sont intervenues, et naissances non désirées.

A partir des réponses aux enquêtes, on peut calculer comme suit un « taux de fécondité matrimoniale » : on compte le nombre d'enfants nés — au cours des années 1961-1965 — dans la première année du mariage de leur mère, et on le divise par le nombre de femmes interrogées dont la première année de mariage est incluse dans cette période de cinq ans, que ces femmes aient eu ou non des enfants. Cela donne la probabilité qu'une femme ait un enfant dans sa première année de mariage. On calcule de même la probabilité qu'une femme ait un enfant au cours de sa seconde, sa troisième... année de mariage. La somme de toutes ces quantités est le taux de fécondité matrimoniale pour la période 1961-1965. C'est le nombre d'enfants qu'une femme aurait au cours de sa vie conjugale si la fécondité restait toujours ce qu'elle était au début des années 60, et si elle restait mariée pendant les quelques trente ans où elle est susceptible d'avoir des enfants. Ce dernier point est important, car le nombre réel d'enfants dépend de la durée moyenne des mariages, qui a évolué au cours du temps. La méthode utilisée pour obtenir le taux de fécondité matrimoniale, qui peut paraître compliquée au premier abord, a justement pour but d'éliminer l'influence de cette durée.

On peut calculer de même des taux partiels correspondant aux quatre classes de naissances définies plus haut. Le professeur Westoff a fait ce calcul pour chacune des deux périodes quinquennales couvertes par les enquêtes. Les résultats figurent dans le tableau ci-dessus. On constate que les taux de fécondité matrimoniale correspondant aux naissances planifiées n'ont presque pas évolué au cours du temps, et que l'importante diminution du taux de fécondité total — qui passe de 3,82 à 2,91 en cinq ans — traduit une diminution des naissances non planifiées.

MAURICE ARVONNY.
(Lire la suite page 18.)



Une question de vie ou de mort. La réponse peut dépendre d'un ordinateur de laboratoire de Digital Equipment.

La morsure de ce cobra égyptien est mortelle, à moins que le sérum approprié ne soit inoculé dans l'heure qui suit. Tout doit aller très vite. L'ordinateur de laboratoire participe à cette course contre la mort : en quelques minutes il analyse et identifie le venin.

Ce n'est qu'un exemple des possibilités des ordinateurs de Digital Equipment. Ils ont fait leur preuve dans toutes les applications où le facteur « temps de réponse » est déterminant.

Grâce à une gamme variée de périphériques et software spécialisés, les ordinateurs de Digital Equipment sont des outils de laboratoire parfaitement adaptés à la saisie, au traitement et à la restitution des données en temps réel.

On les trouve dans tous les secteurs de la recherche : Chimie, Physique nucléaire, Pharmacie, Biologie etc...

La plupart des grands laboratoires du monde utilisent un ordinateur Digital Equipment.

Associations nos moyens.

Digital Equipment France,
18, rue Saarinen, Centre SiliC, Cidex L225,
94533 Rungis, tél. (01) 687 23 33.
Bruxelles : tél. (02) 513 92 56.
Genève : tél. (022) 20 40 20.

digital

(1) L'auteur est directeur adjoint de l'Office de recherches sur la population de l'université de Princeton. Son étude est publiée dans le numéro du 9 janvier du magazine « Science ».

Contraception et fécondité aux États-Unis

(Suite de la page 17.)

Le calcul a été affiné en divisant l'échantillon suivant la race, la religion, le niveau d'études, ou au contraire suivant que la

naissance est celle d'un premier, deuxième, troisième... enfant. Pour tous ces échantillons partiels, la conclusion est la même. Les naissances planifiées restent stables, les autres décroissent.

L'infidélité de la mémoire

Cette étude suggère deux conclusions. La première, banale, est que la généralisation des techniques contraceptives modernes réduit le nombre des naissances. La seconde était moins évidente, bien que logique : la plus grande facilité qu'ont les femmes de planifier les naissances ne diminue pas leur désir d'avoir des enfants ; elle leur permet de ne pas avoir ceux qu'elles ne désirent pas. Encore convient-il d'être prudent, et de ne pas oublier que tout repose sur des réponses à des questionnaires. Des femmes étaient interrogées sur des naissances qui avaient eu lieu dans les cinq années précédentes. Leur mémoire peut être infidèle ; et surtout leur optique peut avoir changé. Quelques années après sa naissance, elles peuvent juger « désiré » un bébé qui ne l'était pas tellement lors de sa conception. La comparaison des taux fait apparaître qu'au cours des années 1966-1970, 57 % des naissances étaient planifiées. La proportion semble forte, même si l'on tient compte qu'il s'agit des États-Unis où la pilule s'est généralisée plus tôt qu'en Europe, et que la limitation de l'enquête aux femmes mariées élimine les naissances illégitimes. Il est sûr que la planification est une cause importante de réduction de la fé-

condité. En faire la cause unique serait imprudent. La fécondité a d'ailleurs beaucoup varié dans le passé, quand la contraception n'avait pas d'existence officielle. Et d'après un dépouillement partiel d'enquêtes postérieures, l'auteur de l'étude estime qu'après 1970, les naissances non planifiées ont continué rapidement à décroître, mais qu'il y a aussi un déclin des naissances planifiées. Il serait encore plus imprudent d'appliquer sans nuances à notre pays les résultats d'une étude américaine. En France, et de manière générale en Europe, la fécondité a nettement diminué à partir de 1964 (Le Monde du 22 janvier 1976) sans qu'on en comprenne bien les raisons. 1964 est une date trop ancienne pour que les moyens modernes de contraception soient en cause. Ils ont sans doute joué un rôle par la suite, et des travaux sont actuellement en cours qui devraient le préciser. Même s'ils confirment l'idée raisonnée que l'accès aux moyens contraceptifs n'influe guère sur les naissances réellement désirées, la question principale restera pendante, de savoir pourquoi les couples veulent tantôt plus et tantôt moins d'enfants.

MAURICE ARVONNY.

La femme et son domicile

Dans l'article de Françoise Heritier sur la famille, publié dans « Le Monde des sciences et techniques » du 24 décembre 1975, la loi du 4 juin 1970, article 215, deuxième alinéa du code civil, précise : « La résidence de la famille est au lieu qu'ils choisissent d'un commun accord ; faute d'accord, au lieu choisi par le mari. » Mais la loi du 11 juil-

let 1975 n'a laissé subsister que la première phrase.

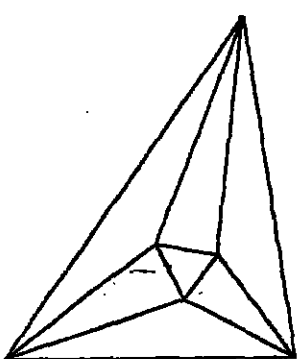
« Télévision en couleurs » complétement. — La société G.T.S. Sylvain-Vidéo, du groupe Sylvain, nous signale qu'elle fabrique, elle-même, un tube de télévision en couleurs à canons en lignes (Le Monde du 10 décembre 1975) dans son usine de Belgique. De caractéristiques comparables à celles des tubes produits par Philips et le groupe Philips, les tubes Sylvain peuvent être équipés, au choix, d'un déviateur tétracouleur ou d'un déviateur en

EN TOUTE LOGIQUE

Les trisectrices et le triangle

PROBLEME N° 59

La trisection de l'angle étant impossible avec la règle et le compas seuls, la géométrie classique s'est le plus souvent désintéressée du triangle formé par les trisectrices d'un triangle quelconque. Il est équilatéral, ce qui est généralement démontré par la trigonométrie. Il est néanmoins possible de le démontrer géométriquement. Comment ?



(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

Solution du problème n° 58

Placer sur un carré les seize plus petits entiers possibles tels que deux nombres ont un facteur commun si leurs cases se touchent par un côté et sont premiers entre eux si leurs cases se touchent par un angle. Examiner quatre cases autour d'un même sommet.

A B

C D

Si A contient a et si B contient ab, multiple de b, il est possible de remplir D avec b (à condition que b soit premier avec a), mais il est impossible de remplir C, qui ne peut avoir de facteur commun avec a ou b sans en avoir avec ab. Deux cases se touchant par un côté ne doivent donc jamais contenir un nombre et un de ses multiples, mais deux nombres de forme ab et ac, où a, b et c sont premiers entre eux, le sont. La première ligne peut être de la forme : ab ac ad ae. La première colonne de la forme : ab fb gb hb. Etc.

On est conduit à former une sorte de table de multiplication de huit premiers nombres premiers. Pour minimiser leurs produits, les quatre plus élevés sont opposés aux quatre plus faibles, ce qui donne par exemple :

	2	3	5	7
11	22	33	55	77
13	26	39	65	91
17	34	51	85	119
19	38	57	95	133

PIERRE BERLOQUIN.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

AGRICULTURE

Insectes contre insectes

Dans plusieurs régions de France, la culture du maïs est gérée par un ravageur : les chenilles d'un papillon, la pyrale du maïs, s'attaquent aux feuilles, à la tige et même à l'épi de la céréale. Les dégâts peuvent atteindre une vingtaine de quintaux à l'hectare.

Pour lutter contre ce lépidoptère, diverses méthodes sont possibles. L'INRA (Institut national de la recherche agronomique) a entrepris de développer une nouvelle qui utilise un parasite : un trichogramme.

Ces trichogrammes sont des insectes minuscules (moins d'un millimètre l'état adulte) qui se reproduisent en pondant dans les œufs d'autres insectes, en particulier de papillons. D'où la méthode de lutte contre la pyrale du maïs. Dès que la présence de pyrale est constatée, on dépose dans le champ des œufs de trichogramme. Ceux-ci éclosent, et les trichogrammes adultes pondent leurs propres œufs dans les œufs de pyrale. Ces derniers sont automatiquement détruits et la pyrale disparaît.

La mise en œuvre de cette méthode suppose une infrastructure relativement importante : il faut déceler la présence des pyrales avant qu'elles soient très nombreuses, disposer d'œufs infectés par les trichogrammes, etc. Mais l'expérience acquise dans d'autres pays, en particulier en URSS, montre qu'il n'y a pas d'obstacles insurmontables.

GÉOPHYSIQUE

« Cyana » et les saumures chaudes de la mer Rouge

La soucoupe plongeante française Cyana a participé à l'exploration du « rift » (ou grande fracture médiane) de la dorsale médiane atlantique pendant l'été 1974. C'est elle qui a découvert, au cours de l'opération « Famous » (French-American Mid-Ocean Undersea Study), des dépôts minéraux (fer et manganèse) issus de sources hydrothermales dont l'existence dans les zones actives de la croûte océanique n'était jusqu'alors que supposée.

Or il y a, au milieu de la mer Rouge, une zone active, analogue à celle de l'Atlantique, dont certaines dépressions sont remplies

de « saumures chaudes », extrêmement riches en divers minéraux : fer et manganèse, mais aussi zinc, cuivre, nickel, cobalt, chrome, plomb... Ces « saumures chaudes » contiennent jusqu'à 35 % de sels métalliques alors que la salinité de la mer Rouge, déjà forte par rapport aux 35 pour mille de l'océan mondial, n'est guère que de 33 pour mille. Et leur température, au fond (vers 2 000 ou 2 500 mètres selon les dépressions), peut atteindre 45, 55 et même 60 °C.

Déjà, une société allemande, Preussag, a commencé à étudier les possibilités d'exploitation de ces saumures. Le Soudan et l'Arabie Saoudite, directement intéressés, ont créé une commission de la mer Rouge, et ces deux pays se seraient mis d'accord pour exploiter en commun les « saumures chaudes » au-delà de la profondeur de 2 000 mètres. Il est donc tentant de songer à utiliser la Cyana pour faire la « géologie de terrain » des fonds de la mer Rouge. A cet effet, la Cyana a été équipée d'un sonar à 1,2 m sous-marin ne pouvant pas s'enfoncer, toute question de chaleur mise à part. Mais l'exploration sous-marine apporte aussi de nouvelles données géophysiques, notamment sur les saumures à certains dépôts minéraux.

Quand aura-t-elle cette campagne sous-marine ? Pour le moment, on en est au stade des simples échanges de vues : l'exploration des « saumures chaudes » de la mer Rouge à 1977.

TELECOMMUNICATIONS

Un satellite à laser

L'aviation militaire américaine vient de passer un contrat de 38,3 millions de dollars pour la mise au point d'un système spatial de télécommunications par laser et son essai sur orbite terrestre. Ce contrat, qui porte sur cinq ans, inclut la mise au point de stations terrestres de réception.

Le principe des télécommunications par laser est bien connu : on module un faisceau de lumière journal par un laser, on reçoit ce faisceau à l'autre bout de l'information qu'il a portée. Mais ce qui est faisable en laboratoire devient beaucoup plus délicat à réaliser dans des conditions opérationnelles. Il faut en particulier que le faisceau laser, qui est très étroit, soit pointé avec une grande précision sur le satellite et que le satellite pointe avec une aussi

grande précision son faisceau sur la station au sol.

Ces difficultés méritent toutefois d'être surmontées : un faisceau laser permet de transmettre au moins vingt fois plus d'informations qu'une liaison par ondes hertziennes.

VIE DE LA RECHERCHE

La pêche au fossile vivant

Au printemps dernier, deux chercheurs du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, M. Jacques Forest et Mme Michèle de Saint-Laurent, retournaient dans un bocal de la Smithsonian Institution de Washington un petit crustacé pêché en 1908 au large des Philippines et appartenant au groupe des gyphidés, que l'on croyait éteint depuis cinquante millions d'années (Le Monde du 2 juillet 1975).

Les deux chercheurs vont essayer, dans la deuxième quinzaine de mars prochain, de pêcher d'autres spécimens de *Neoglyphis nopolina*.

Le Muséum et l'ORSTOM (Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer) ont, en effet, passé un accord pour dérouter le Vauban, un petit navire océanographique de l'ORSTOM, qui va repêcher sa base de Nouméa. Baptisée « Mission Orstom », cette campagne bénéficie d'une aide du C.N.R.S.

Le Vauban devrait arriver à Manille dans la première quinzaine de mars. Puis, pendant dix jours, M. Forest et Mme de Saint-Laurent, avec le capitaine M. Crozier et l'équipage de l'ORSTOM, et un chercheur philippin vont essayer de capturer *Neoglyphis nopolina*. Diverses institutions océanographiques des Philippines sont prêtes à apporter toute l'aide possible aux chercheurs français ; elles pourraient prêter un bateau de façon à prolonger la campagne après le départ du Vauban.

Le Vauban sera équipé de toutes sortes d'engins (chaluts, dragues, charpeutes de nasses) qui lui permettront de pêcher jusqu'à 1 500 mètres de profondeur. Même si les filets ne devaient pas remonter *Neoglyphis nopolina*, la campagne à « Mission Orstom » ne peut manquer d'être très fructueuse : la faune de la zone de travail, située à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Manille, est, en effet, très riche.

BIBLIOGRAPHIE

A la découverte des extra-terrestres

Il ne faut pas faire la fine bouche. Pour une fois qu'un auteur propose un vrai livre de science-fiction, le critique se doit d'être indulgent. Car c'est une déroute rare : la plupart des livres dits de science-fiction n'ont rien à voir avec la science, à laquelle leurs auteurs ne connaissent généralement rien. Le dégoût scientifique est bien souvent un pauvre masque qui cache derrière d'absurdes fantasmagories une absence complète d'originalité.

Carl Sagan, au moins, satisfait à cette exigence fondamentale : savoir de quoi il parle. Professeur d'astronomie et de sciences spatiales à l'université américaine de Cornell, il est persuadé que dans l'immensité des étoiles et des galaxies il doit y avoir d'autres systèmes solaires, d'autres planètes habitables, d'autres êtres vivants munis de cette indéfinissable qualité qu'on nomme l'intelligence, et pourquoi pas, d'autres civilisations « avancées ». C'est parfaitement raisonnable, il n'y a aucune raison connue pour que nous soyons uniques en notre genre. Mais on n'a encore découvert aucune de ces civilisations,

et les évaluations que l'on a pu faire reviennent toujours à multiplier zéro (probabilité d'une civilisation avancée dans la banlieue d'une étoile) par l'infini (nombre d'étoiles). C'est une opération bien hasardeuse.

Quoi qu'il en soit, on peut au moins supposer l'existence de civilisations aussi avancées et même plus avancées (au plan moral et scientifique) que la nôtre. Et cela admis, on peut poser des questions bien réelles : comment découvrir ces civilisations, comment pourrions-nous leur manifester la nôtre. La science offre bien des moyens, elle dresse, aussi, bien des barrières. L'auteur explique pourquoi il est vain de croire à des visites en soucoupe volante. Il montre au passage une très amusante analogie entre l'hypothèse des soucoupes et celle du Père Noël.

Mais il montre aussi que, si les Martiens existaient et avaient seulement les mêmes connaissances scientifiques que nous, ils se convaincraient aisément de l'existence des Terriens, et cela sans aucun vaisseau spatial. La pré-

sence de méthane dans notre atmosphère, quoiqu'il soit extrêmement détruit par l'oxygène, impose qu'il soit continuellement créé ; l'existence de fermentations organiques est une conséquence presque inéluctable. Le spectre des ondes radio émis par la Terre est peu explicable sans l'hypothèse d'une vie, et même d'une vie intelligente. D'autres phénomènes décelables témoignent de la vie terrestre.

Les déceler depuis Mars serait simple. Depuis une lointaine étoile, c'est bien plus difficile, avec les technologies actuelles, mais les « autres » peuvent être en avance sur nous. Et nous-mêmes pouvons déjà essayer de nous manifester et chercher à détecter les manifestations des autres. L'auteur plaide pour un grand radio-télescope destiné à la recherche de signaux « intelligents » d'origine extra-terrestre. Et sur l'initiative de Carl Sagan, le satellite Pioneer-10, premier objet humain à quitter le système solaire, porte une plaque où sont dessinés plusieurs schémas qui pourraient aider d'éventuels extra-terrestres à nous localiser.

Le meilleur chapitre de l'ouvrage est peut-être celui où l'auteur analyse le courrier reçu après le lancement de cette bouteille à la mer, depuis les réactions d'un père la pudeur, indigné qu'on ait envoyé cette « ordure » (son homme et une femme représentés nus) au-delà des limites de notre système solaire, jusqu'aux craintes que le message ne soit considéré comme agressif par ses éventuels destinataires et ne déclenche une guerre « spatiale ». Crainte prématurée : il faudra cent mille ans à Pioneer-10 pour être plus proche d'une autre étoile que du soleil.

Et pourtant, malgré une grande vivacité de plume et quelques anecdotes succulentes, une certaine gêne envahit le lecteur. C'est un livre écrit sans doute trop vite. Funambule d'une hardiesse étonnante, Carl Sagan se tient en équilibre à l'extrême pointe du vraisemblable. On peut craindre que d'autres n'aient pas cette virtuosité, et que ce livre ne serve de référence à d'autres, qui croient s'appuyer sur une science incontestable, et basculeront dans la divagation. — M. A.

« COSMIC CONNECTION OU L'APPEL DES ÉTOILES », par Carl Sagan, traduit par Vincent Barde, au Seuil, 317 p., 32 F.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de février est paru

L'ORIENTATION

LES RÈGLES CACHÉES DU JEU, par Catherine ARDITTI

L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles. Théoriquement, ce foisonnement d'options et de filières doit permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une sélection et une élimination.

PRIORITÉ AU DIALOGUE AVEC LES PARENTS

L'orientation est maintenant régie par de nouvelles procédures qui mettent l'accent sur l'information et le dialogue. C'est dès le début de l'année que les parents doivent s'en préoccuper.

LES OPTIONS ET LES FILIÈRES

Des tableaux pour y voir clair.

« MAÎTRE ÈS LETTRES, SERRURIER, CHERCHE SITUATION EN RAPPORT »

Le témoignage d'un étudiant « orienté » vers les lettres qui, au terme de ses études, se retrouve chômeur et se reconvertis vers la serrurerie...

COMMENT S'INFORMER

Les organismes susceptibles d'aider et de conseiller les parents.

Dans le même numéro :

MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus fermée sur elle-même qu'avant 1968 »

Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation. — Belgique : Deux ans pour reformer l'Université. — Instituts à Angoulême. — Spectacles pour enfants. — L'E.S.S.E.C. à Cergy. — Les « héros » du Conservatoire national des Arts et Métiers. — Les métiers de l'agriculture.

Le numéro : 5 francs

Abonnements (11 numéros par an) France : 50 francs

Étranger (voie normale) : 68 francs

METHODE GENERALE D'ANALYSE D'UNE APPLICATION INFORMATIQUE

Xavier CASTELLANI

Travaux de recherche en informatique appliquée à l'industrie

Éditions « L'Édition de l'Édition »

De l'ère continue à l'ère discrète, et de la programmation à la programmation structurée, ce livre expose les principes généraux et rigoureux permettant d'étudier, d'analyser et d'appliquer une application informatique.

Présentant une méthode d'analyse d'une application informatique, ce livre est indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'analyse d'une application informatique.

Le livre est divisé en deux parties :

- Tome I : Étapes et points fondamentaux de l'analyse de l'application. 264 p., 79 F.
- Tome II : Étude et points fondamentaux de l'analyse détaillée et de la programmation. 220 p., 65 F.

Pour commander (livres de X. Castellani) : Méthode générale d'analyse d'une application informatique ou l'analyse de l'application, adressez-vous à votre libraire ou retournez la non-accompagné, 5 F. y a lieu, de vous adresser aux Éditions L'Édition, 120, rue Saint-Germain, 75006 Paris cedex 06.

Commande par correspondance : joindre 3 F. de participation au frais de port.

- Tome I : Étapes et points fondamentaux de l'analyse de l'application. 79 F.
- Tome II : Étapes et points fondamentaux de l'analyse détaillée et de la programmation. 65 F.
- Catalogue livres d'informatique et d'automatique (documents).

Noms et adresses :

MASSON

كتاب من الأصل

DES TECHNIQUES MACHINES

grande précision son faisceau... Ces différents mètres... au moins vingt fois plus... hertzien...

DE LA RECHERCHE

La pêche au fossile rituel

Au printemps dernier, le chercheur de fossiles... de la région parisienne... au moins vingt fois plus... hertzien...

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

Le fossile rituel

ACTUALITÉ MÉDICALE

L'épidémie de trichinose dans la région parisienne

Une série de coïncidences exceptionnelles

En l'espace d'un an, deux épidémies de trichinose, maladie parasitaire due à l'absorption de viande mal cuite et parasitée, qui avait pratiquement disparu de notre pays, ont été observées en France. La première avait touché soixante-dix personnes qui, en vacances au Caire dans un club de loisirs, avaient absorbé de la viande de porc et étaient revenues malades en France. La seconde, plus étrange, la semaine dernière, a atteint au moins cinquante personnes qui n'ont pas quitté la France, pays réputé indemne de trichine, et qui ont toutes mangé non pas du porc comme cela aurait été plausible, mais du cheval importé de Pologne et provenant d'une même boucherie chevaline. Ces deux événements méritent d'être signalés et rapprochés, car, au-delà des faits purement accidentels, qui ne devraient pas alarmer inutilement les consommateurs de porc et de cheval, se pose le problème plus général du renouvellement des maladies parasitaires et de leur méconnaissance tant dans le corps médical que dans le public.

Un rat dans le concaisseur ? On suppose que les événements ont dû se passer de la façon suivante : le cheval polonais faisait partie d'un élevage industriel où les aliments et les fourrages sont traités dans des concaisseurs. Un rat affamé et porteur du parasite (la Pologne fait partie des pays infestés de trichine et un congrès sur la trichine doit y avoir lieu cette année) a pu se laisser prendre au piège du concaisseur et être amalgamé avec le fourrage. Le cheval, dont le carcasse a été exportée pour finir sur l'étal d'une boucherie de la région parisienne, avait dû être en conséquence contaminé par accident et ses muscles infestés par des larves de trichine.

Y a-t-il un risque général de voir réapparaître en France cette maladie qui peut être mortelle si elle n'est pas convenablement traitée et si l'infestation est massive, et qui atteint le système musculaire et les nerfs, provoquant de terribles souffrances ? Il paraît évident que non, et l'on ne peut que déplorer la psychose totalement injustifiée qui se développe, après cet accident véritablement exceptionnel, à l'encontre de la viande de porc et de la viande de cheval ; en revanche, ces deux alertes doivent être l'occasion d'une prise de conscience de plusieurs problèmes inhérents aux parasites et à la consommation de viande et qui appellent le professeur Marc Gentilini, chef du service de parasitologie et de médecine tropicale à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

1) Les Français doivent accepter de manger de la viande bien cuite et renoncer à la viande peu cuite ou crue. En découvrant la cuisson, nos ancêtres ont paré nombre de dangers bactériens et parasitaires, et il paraît être dangereux pour la santé de l'oublier. Hormis la trichine, le toxoplasme, les larves de taenia sont des parasites fréquents des viandes mal cuites. Mais il ne faut pas, pour autant, être totalement réticent à l'égard du porc, particulièrement contrôlé, et du cheval, normalement réputé plus sain mais fragile bactériologiquement et lui aussi très contrôlé.

2) Les contrôles de viande importée

DES HÉMORROÏDES LUCRATIVES

Un chirurgien américain assisté d'un collègue italien pratique dans une clinique parisienne où il s'est installé pour un mois des traitements d'hémorroïdes par la cryochirurgie (coagulation par le froid) à raison de 6 000 francs le traitement (dix à quinze minutes). Son nom n'est pas connu, mais sa sécurité sociale bien entendue. Cet événement, annoncé à grand renfort de publicité par les médias, a suscité une certaine curiosité, et après le dépôt de plaintes au conseil de l'Ordre, une enquête de la direction de l'Action sanitaire et sociale. Si la technique utilisée pourrait n'être pas dénuée d'intérêt, on peut s'étonner que les praticiens étrangers en question paraissent plus directement concernés par ses incidences lucratives que par sa diffusion auprès de leurs collègues.

En outre, le mode de publicité employé pour recruter les « patients » et le fait que, pour des raisons évidentes de sécurité, les praticiens étrangers ne peuvent se livrer en France à des actes médicaux justifiés par l'enquête entreprise par les autorités sanitaires, qui ont pour mission première la protection des usagers de la médecine contre de tels agissements.

UNE GRANDE RENTABILITÉ

Un médecin généraliste de la région parisienne nous a fait parvenir un prospectus publicitaire sous forme d'une carte postale qui porte le texte suivant :

Nous avons le plaisir de vous informer de la sortie de notre nouvel électrocardiogramme portable entièrement transistorisé, fonctionnant sur secteur ou piles sèches. Cet appareil devenu indispensable en médecine générale, vous permettra de confirmer en un instant votre diagnostic et de déceler les cas justifiant l'intervention du spécialiste.

Il présente une grande rentabilité (K 12) (*), et constituera pour vous un aboutissement dans la réussite de votre cabinet (...).

Argumentation sans faille, et qui n'appelle aucun commentaire.

(*) Le médecin recouvre donc 76,20 F pour chaque examen pratiqué.

ARTS ET SPECTACLES

Jazz

Les deux Davis frappent les trois coups

En recevant Davis (Wild Bill) et Davis (Lockjaw) qui ont frappé les trois coups en ce début d'année, le studio 105 a renoué pour deux mois avec la tradition des rencontres internationales. Salle top pour mettre nos deux Davis en contact avec la musique vivante qui s'y fait, mais salle de bonnes proportions pour l'enregistrement d'un jazz qui se joue là, tout près du public, comme en un cabaret sans barytons.

De la mi-décembre à la mi-janvier, une dizaine de concerts se sont succédés dans cet endroit privilégié comme dans l'auditorium voisin, où André Francis eut l'idée (et les moyens, soulignons-le), de présenter Charles Tolliver, Solé, Hubert Sumlin, Alao Silva, Henri Texier, Luter et Bolling, le Dharma quintet, trois grands orchestres, le groupe Bruner-Launay, le groupe Humal-Jacobs, Wladimir et Kacemachi : toutes espèces de jazz dans leurs meilleures apparences, ou moins connues, ceux-ci méritant de l'être davantage.

Il n'a jamais été besoin que les concerts de jazz soient gratuits pour que les salles soient pleines, mais enfin, l'entrée libre pour le jazz chaque fois qu'elle existe pour d'autres musiques — elle, institutionnalisation — ce n'est que simple justice : car qui s'imagine qu'en fin d'impression de ne pas payer plus souvent qu'à leur tour, et en sus de la redevance, le droit d'écouter en direct, eux aussi, ce que bon leur semble.

La seule chose regrettable, c'est l'insuffisance en nombre et en volume des lieux d'accueil. Pour quelques centaines d'auditeurs qui sont entrés au « 105 ».

LUCIEN MALSON.

Musique

TROMPETTE SANS TAMBOURS A LA SALLE PLEYEL

N'en déplaise à ceux qui ont reproché aux cartomanes dans l'espace d'écouter les grands mystères de la musique pour reprendre le titre d'un récent ouvrage paratransmutique, en ne s'attachant qu'à l'aspect technique de la vie musicale sans faire appel à de simples notions d'économie. Si par exemple Maurice André s'est joint aux cordes de Saint-Martin-in-the-Fields pour le premier de leurs deux concerts, ce n'est pas que sa présence ait été indispensable à la réussite artistique de la soirée, mais elle a fait certainement beaucoup pour son succès. D'abord en attirant l'attention de la presse, ensuite en permettant de finir sur une note gaie : une cadence de Georges Gardounis pour trompette seule et dont l'interprétation remet en question tout ce que la muscologie a pu découvrir sur le véritable style de l'époque. Souhaitons de pousser les paradoxes à son comble, Maurice André, qui n'hésite pas à battre du pied dans les œuvres classiques, s'en est parfaitement rendu compte. Auparavant, il était produit avec son trio habituel dans une sonate de Telemann et un concerto de Tartini qui, n'ayant jamais rien écrit pour la trompette, a dû rembourser bien chèrement un arrangeur aussi providentiel.

Ce concerto était en ré majeur, tout comme la Sérénade nocturne avec timbales K 239, et la Sonate pour trompette qui précédait. Voilà l'exemple d'un singulier esprit de suite qui bouleverse les traditions les mieux établies. C'est d'autant plus étonnant, et peut-être même en traverserait-on en ré ; mais ne serait-ce pas réduire de façon insolente les problèmes artistiques que d'y opposer des éléments aussi divergents ? Or, la Troisième sonate pour cordes de Rossini, ce n'est guère que dans la Sérénade opus 20 (1895) d'Edouard Elgar que cet ensemble de seize cordes de Saint-Martin-in-the-Fields — l'un des meilleurs qui soient actuellement —

a réellement montré ce dont il est capable. D'un langage proche de Tchaïkovski, cette page raffinée, d'une tendresse pénétrante, ne justifiait peut-être pas un concert tout entier, mais elle a légitimé les réserves qu'inspire le reste de son programme.

GÉRARD CONDÉ.

THEATRE SAINT-GEORGES

et ANTENNE 2 présentent

PREMIERE

CE SOIR MARDI

Jean-Pierre Darras

Geneviève Fontanel

Laurence Badie

Jacques Sereys

N'ÉCOUTEZ PAS

MESDAMES !

de Sacha Guitry

Mise en scène de Michel Roux

Décor et costumes A. Lervau

avec

Axelle Abbade

et

André Pouesse

Location ouverte

TRU. 63-47

THEATRE D'ORSAY

Cie RENAUD-BARRAULT

calendrier février

Harold et Maude

Colin Higgins

3^e année

dimanche 1^{er} 15 h et 18 h 30

vendredi 6 20 h 30

samedi 7 20 h 30

mardi 10 20 h 30

mercredi 18 20 h 30

mardi 24 20 h 30

dimanche 29 15 h et 18 h 30

des journées entières

dans les arbres

Marguerite Duras

mardi 3 20 h 30

dimanche 8 15 h et 18 h 30

mercredi 11 20 h 30

jeudi 12 20 h 30

vendredi 13 20 h 30

mardi 17 20 h 30

samedi 21 20 h 30

dimanche 22 15 h et 18 h 30

jeudi 26 20 h 30

vendredi 27 20 h 30

samedi 28 20 h 30

les nuits de Paris

Restif de la Bretonne

mercredi 4 20 h 30

jeudi 5 20 h 30

samedi 14 20 h 30

dimanche 15 15 h et 18 h 30

jeudi 19 20 h 30

vendredi 20 20 h 30

mercredi 25 20 h 30

MUSIQUE

Concerts

"dimanche matin"

1-8-15-22-29 10 h 30

Ensemble 2 e 2 m

Verbe - Haydn - Mäkel - Gubik

lundi 16 20 h 30

PETIT ORSAY

dernières

le cantique

des cantiques

Emmanuelle Riva-Magdalith

dimanche 1^{er} 18 h 30

les libertés

de La Fontaine

Jean-Louis Barrault

mardi 3 20 h 30

vendredi 6 20 h 30

samedi 7 20 h 30

dimanche 8 18 h 30

mardi 10 20 h 30

mercredi 11 20 h 30

jeudi 12 20 h 30

vendredi 13 20 h 30

mardi 17 20 h 30

mercredi 18 20 h 30

samedi 21 20 h 30

dimanche 22 18 h 30

Pas moi

la dernière bande

Samuel Beckett

samedi 14 20 h 30

dimanche 15 18 h 30

jeudi 19 20 h 30

vendredi 20 20 h 30

mardi 24 20 h 30

Portrait de Dora

Hélène Cixous

jeudi 26 20 h 30

vendredi 27 20 h 30

samedi 28 20 h 30

dimanche 29 18 h 30

découpez ce calendrier

il vous permettra de réserver vos

places pour la date de votre choix,

au théâtre 7, quai Anatole-France

tel. : 548.66.50

ou dans les agences

LA RECHERCHE CANCÉROLOGIQUE

La commission spéciale de l'INSERM dénonce

le retard français et suggère des mesures urgentes

DÉNONÇANT « le retard très préoccupant, et qui s'accroît rapidement, et qui prend la France en matière de recherche cancérologique », la commission spéciale de l'INSERM, la commission de la santé et de la recherche médicale (INSERM) vient de publier un rapport analysant les causes de ce retard et suggérant des actions immédiates.

Les membres de cette commission, présidée par le professeur Mathé, sont pour moitié élus par les universitaires et les chercheurs et pour moitié nommés par le gouvernement. La commission reconnaît implicitement que l'effort consenti par notre pays en matière de soins (400 millions de francs par an) est proportionnellement égal à celui qu'accablent les Etats-Unis (400 millions de dollars). Elle déplore que le budget consacré à la recherche soit insuffisant (35 millions de l'Etat plus 85 millions d'aide privée, contre 743 millions de dollars aux Etats-Unis). Elle constate que les demandes de postes de chercheurs sont très supérieures aux offres (six postes pour quarante-cinq candidats en 1976). De même, l'encadrement technique est tout à fait insuffisant, ce qui oblige les chercheurs à effectuer des besognes sans relation avec leur qualification scientifique. Le rapport de la commission déplore également que « le déséquilibre Paris-province soit patent », et elle souhaite l'implantation de nouvelles unités en province. Elle rappelle que le blocage des carrières paralyse la promotion des chercheurs (il faut sept ans, en 1971, pour passer du grade d'attaché à celui de chargé de recherche, contre deux ans et demi en 1969).

Insistant sur le danger qu'il y aurait à privilégier certains secteurs de la recherche cancérologique par rapport à d'autres, la commission suggère qu'un effort

particulier soit accompli pour chacune des grandes orientations qui dominent cette recherche. Elle propose donc que soient soutenues des « actions concertées » sur les thèmes de « virus et cancer », environnement, cinétique des populations cellulaires, mécanismes de l'immunité anti-tumorale, facteurs épidémiologiques (notamment pour les tumeurs du col utérin, de l'oesophage, du larynx et pour les mélanomes), et liens entre cancer et vieillissement.

La commission suggère également que soit construit sans retard un service de « pharmacochimie » destiné à la recherche clinique (étude des thérapeutiques) et à celle des agents anticancéreux. De même, elle déplore que deux équipes seulement étudient les problèmes de pharmacologie expérimentale.

Elle rappelle que la France ne dispose encore d'aucune installation à usage thérapeutique recourant aux neutrons de haute énergie et aux ions lourds (cyclotron) alors que l'intérêt thérapeutique de telles installations est particulièrement prometteur.

Enfin, et tant sur le plan de l'enseignement que dans l'intérêt des malades, la création de trois postes par an de maîtres de conférences-cancérologues des hôpitaux est réclamée, ainsi qu'un « fonds de promotion de la recherche cancérologique » de 40 millions de francs par an pendant le VII^e Plan, et une attribution de 50 millions de francs aux équipes françaises de l'Organisation européenne de recherche et de traitement sur le cancer.

(1) Mme Simone Vell, ministre de la santé, a apporté sur nombre de ces points les réponses de l'administration de l'Etat du 23 janvier 1976.

ROLAND HUBERT et GUY DIX

SIM

une nouvelle vedette... une nouvelle vedette...

PALAIS DES CONGRES - SALLE B'EUÉ

location tous les jours, Palais des Congrès, de 12h30 à 19h. Par téléphone : 753.27.05 et 75.24.44

les mardis et jeudis à 20h30

LE CLUB DU CINEMA ET DE LA TELEVISION

Des programmes surprenants en matinée

ag. par. m. d. 3.141 et 1.411

CINEMA POUR LA JEUNESSE 758.27.8

paris club international

Palais des Congrès

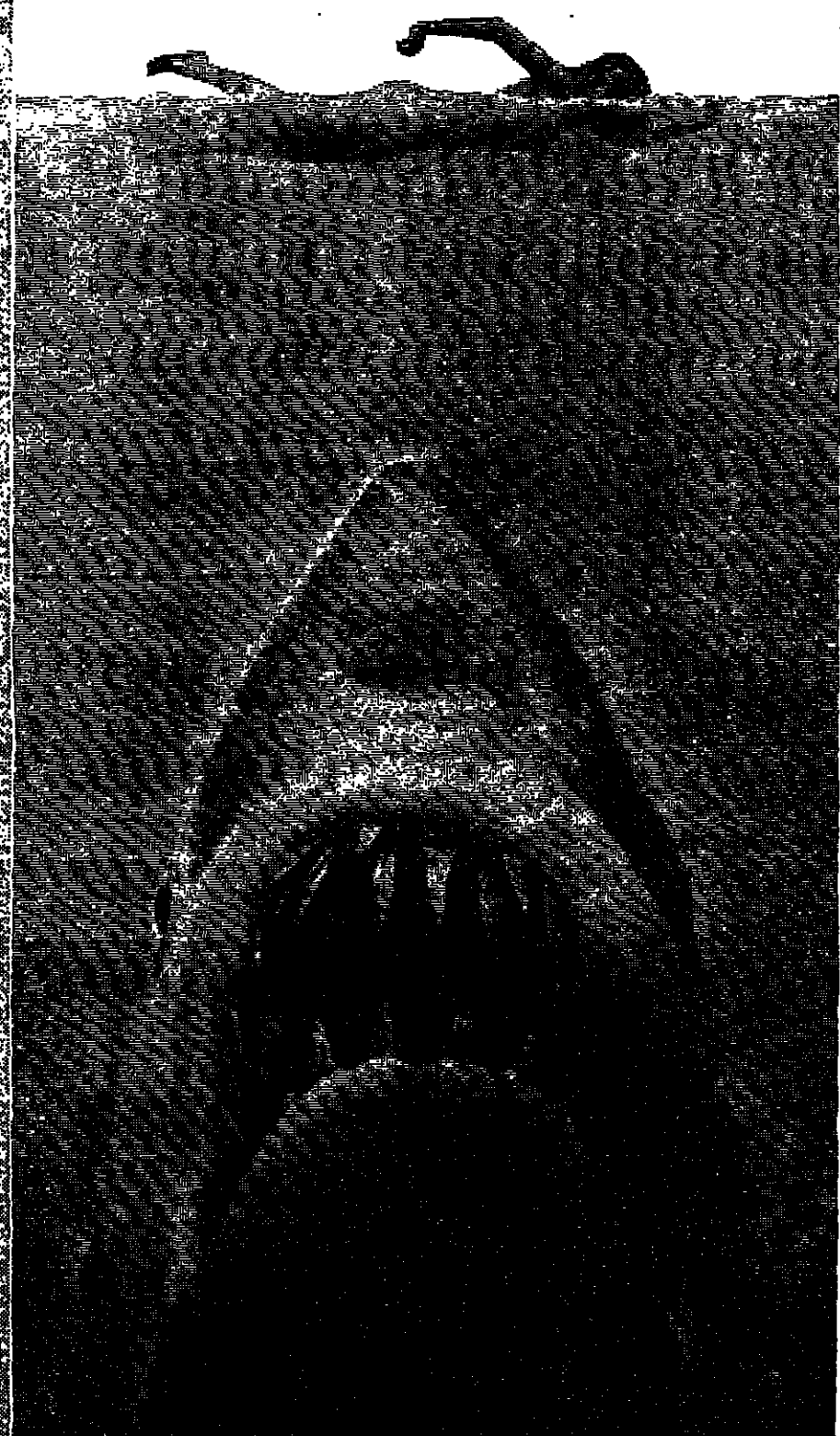
NORMANDIE VO MARIGNAN VO NAPOLEON VF RICHELIEU GAUMONT VF
MADELEINE GAUMONT VF HELDER VF WEPLER PATHE VF USC ODEON VO
QUINTETTE VO BONAPARTE VO MAGIC CONVENTION VF BRETAGNE VF
USC Gobelins VF GAMBETTA GAUMONT VF LIBERTE VF GAUMONT SUD VF

DEMAIN

LES DENTS DE LA MER

JAWS

Elle fut la première...



ROY SCHEIDER ROBERT SHAW RICHARD DREYFUSS

LES DENTS DE LA MER

avec CORRAINE GARY • MURRAY HAMILTON • une production ZANUCK / BROWN
scénario de PETER BENCHLEY et CARL GOTTlieb
d'après le roman de PETER BENCHLEY Les dents de la mer
musique de JOHN WILLIAMS • réalisé par STEVEN SPIELBERG
produit par RICHARD D. ZANUCK et DAVID BROWN

C21-ST-GERMAIN • BELLE EPINE-THIAIS • TRICYCLE-ASNIERES • HOLLYWOOD-ENGHIEN
ARTEL-VILLENEUVE-ST-GEORGES • PALAIS DU PARC-LE PERREUX • ARTEL-ROSHY • CYRANO-VERSAILLES
AVIATIC-LE BOURGET • ARIEL-RUEIL • LES FLANADES-SARCELLES • ULIS 2-ORSAY

Deux garçons s'aimaient d'amour tendre...
UNE CHOSE TRÈS NATURELLE
à partir de mercredi :
Action christine - Hollywood boulevard - Mac Mahon

MERCREDI

FILMS THÉÂTRE INTERNATIONAL

PATRICK ANTOINE présente
The Ely Landa organization Inc et Clavision Ltd
JACQUES BREL
IS ALIVE AND WELL
AND LIVING IN PARIS



QUAND ON N'A
QUE L'AMOUR

avec Ely STONE • Mary SHUMAN • Joe MASIELI • et les musiciens de Jacques BREL
Eric BLAU • Claude HÉROUX • Paul MARSHALL • Clavision Inc • Denis HÉROUX
En version originale
ÉLYSÉES-LINCOLN • BALZAC ÉLYSÉES / DRAGON
ST-LAZARE PASQUIER • CONVENTION GAUMONT

THÉÂTRE
LA GAITE-MONTMARTRE
LE ROI DES CONS
DE WOLINSKI
MONSIEUR, LE ROI DES CONS
C'EST VOUS, C'EST MOI...
C'EST EUX.
LOCATION: MEB 16-18 ET AGENCES

MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE DE CRETEL



CRÉATION

Le Prince de Hombourg

de H. von Kleist

Adaptation de Lou Brudner

Mise en scène : Jean Négroni

Décor : Pacé

Musique : Mahler

Pour 14 représentations seulement
du 13 au 31 janvier en soirée
Renseignements : location : 899-54-58
Métro : Créteil-Préfecture

Cinéma Noctambules

arrabal

L'arbre de Guernica

« Les idées qui nous viennent
sur les ailes des colombes conduisent
le monde. Un film admirable. »

JEAN-LOUIS BORY
Nouvel Observateur

PARIS DES SPORTS
PORTES DE VERSAILLES
et
l'inter
PRÉSENTENT DU
20 JANVIER
AU
14 FÉVRIER



RUDOLF NOUREEV et le
LONDON FESTIVAL BALLET
DANS
LA BELLE AU BOIS DORMANT
CHORÉGRAPHIE RUDOLF NOUREEV

SOIRÉES 20 H.15 — DIMANCHE 15 H.15 et 20 H.15
SAMEDI 14 FÉVRIER 15 H.30 — RELACHE LUNDI

LOCATION
PAR CORRESPONDANCE
RETOURNER CE BON AU PALAIS DES SPORTS
Porte de Versailles - 75015 PARIS
accompagné par : chèque bancaire,
chèque postal à vider, mandat-lettre
établi à l'ordre du Palais des Sports.
Joindre une enveloppe timbrée
à votre nom.

OPHÉISTE 10 séries 80 F PISTE 10 séries 40 F
ORCHESTRE DE 80 F PISTE 10 séries 30 F
ORCHESTRE DE 80 F BALCON 14 séries 30 F
BALCON 29 séries 30 F

NOM
ADRESSE
LOCALITE
DEPT TEL
PLACES
NOMBRE
PRIX

Places par correspondance disponibles entre les 5 et 14 février, à 30 et 80 F uniquement.

MERCREDI

MERCURY VO BERLITZ VF CLICHY-PATHE VF
MONTMARNASSE-PATHE VF CAMBRONNE VF GAUMONT SUD VF
LES NATION VF CLUNY PALACE VO LUXEMBOURG VO

GRAND PRIX DU 4^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM FANTASTIQUE ET DE SCIENCE-FICTION
GRAND PRIX DU PUBLIC FRANCE-INTER 1975



LES INSECTES DE FEU
"BUG"

LES INSECTES DE FEU

BRADFORD DILLMAN • JOANNA MILES • JAMIE SMITH JACKSON
CASTING BY JACQUES MONTEAU • MUSIQUE PAR JACQUES MONTEAU

VELIZY II - PARLY 2 - AVIATIC-LE BOURGET ALPHA-ARGENTEUIL
PARINOR-AULNAY MULTICINE-PATHE-CHAMPIGNY EPICENTRE-EPINAY

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous recherchons un aiseau rare ! Un pharmacien qui soit avant tout un

Directeur des ventes
100.000 +

Votre objectif : dans notre laboratoire de produits chirurgicaux, vous aurez à développer le chiffre d'affaires et à accroître l'efficacité de 15 vendeurs existants.

Votre responsabilité : la stratégie du développement commercial et la réalisation des objectifs de votre équipe dans le cadre d'une D.P.O.

Votre profil : 30 ans minimum, une connaissance soignée mais non indispensable du domaine hospitalier, une expérience confirmée de l'animation sur le terrain d'un réseau de vendeurs, l'habitude des déplacements courts et fréquents.

Résidence ville universitaire EST.

Si vous pensez pouvoir correspondre à ce poste, envoyez votre C.V. et photo sous réf. 48.064 à Hovos Contact 158 bd Hausmann 75008 Paris. Nous prendrons alors rendez-vous pour réaliser votre première vente.

ingénieur chimiste

Nous sommes la filiale d'un puissant groupe multinational. Afin de l'intégrer à l'équipe de notre unité de production située en COTE D'OR, nous souhaitons rencontrer un

Il est diplômé, E.N.S.C. (Nancy, Strasbourg, Toulouse). La pratique ? Il a 2 à 3 ans d'expérience du Génie Chimique.

Son rôle sera de prendre en charge le service ENTRETIEN et d'apporter au Directeur de l'Usine une ASSISTANCE TECHNIQUE d'ordre général.

Le futur ? les possibilités d'avenir sont réelles. Vos résultats vous jugeront.

Envoyez nous votre dossier de candidature avec C.V. et photo à No 38.472 Contesse Publicité, 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Groupe Industriel International
Leader sur son marché, branche mécanique
recherche pour une usine de plus de
1 000 personnes dans l'Est de la FRANCE.

SOUS-DIRECTEUR D'USINE

Anglais parlé 110 000 Fr/An +
Directement responsable des "services techniques". Il aura autorité sur les 70 personnes composant le bureau d'études, le service méthodes, le service contrôle.

Ce poste correspond à un ingénieur diplômé ECP - ENSAM - CESTI - USA, âgé de 30 ans au moins, évoluant et ayant une réelle expérience dans les domaines des études et des méthodes.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Informations-Carière SVP-111 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Référence 696.
65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Société Française produit grande consommation, leader de son marché, recherche pour son siège à LYON, son

DIRECTEUR DU MARKETING

Rendant compte au Directeur Général, il sera responsable de la planification et du développement du marché français.

A l'aide d'une équipe jeune et dynamique, il définira les objectifs de la société et proposera les axes de diversification.

Il définira et mettra en œuvre les stratégies et les moyens nécessaires à l'accomplissement des objectifs fixés.

Son expérience devra lui permettre d'avoir une influence réelle sur la force de vente. La fonction est susceptible d'évoluer dans le futur, pour inclure l'ensemble des activités commerciales en France et, éventuellement, un rôle marketing international.

Le candidat retenu aura au moins 34 ans, une formation commerciale de type ESCP, HEC, ESSEC, complétée si possible par un MBA. Il aura déjà occupé pendant plusieurs années l'un des postes clés dans la hiérarchie marketing d'une société importante, d'obédience anglo-saxonne si possible, reconnue pour ses compétences et son succès dans la commercialisation de produits de grande consommation non alimentaire de première importance. Une expérience pratique de la vente sera un atout. Une bonne connaissance de l'anglais courant est souhaitable.

La rémunération annuelle sera de l'ordre de F. 150.000.

Si le poste proposé vous intéresse et si vous correspondez bien au profil indiqué, envoyez votre C.V. et photo s/réf. n° 199.581 à REGIE-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2°) qui transmettra.



emplois internationaux emplois internationaux

Booz, Allen & Hamilton

Nous sommes un très important groupe international de conseils de direction. En raison de l'expansion rapide de nos activités internationales, nous recherchons des conseillers de très haut niveau, spécialisés dans le domaine de la maintenance, pour de très importantes industries de process ou de production en série.

- EVALUATION DE L'ORGANISATION ET DES SYSTEMES D'ENTRETIEN.
- ORGANISATION ET STRUCTURATION DES SERVICES D'ENTRETIEN.
- PLANIFICATION, PROGRAMMATION ET CONTROLE DE L'ENTRETIEN, Y COMPRIS LA MAINTENANCE PREVENTIVE.
- CONCEPTION ET ELABORATION DES PROCEDURES DE TRAVAIL (FICHIER TECHNIQUE DES EQUIPEMENTS, GESTION DES PIECES DE RECHANGE, etc.).

Les candidats devront déjà avoir dirigé un important département maintenance d'une grande société chimique, pétrolière, de gaz industriel ou de transformation des métaux.

Les candidats retenus devront être diplômés de grandes écoles d'ingénieurs et bilingues français/anglais.

La rémunération sera importante et accompagnée de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé à :

Madame Anne-Marie CHOMTON
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
77, rue La Boétie — 75008 PARIS

CEGI

compagnie d'études économiques et de gestion industrielle

recherche pour détachement auprès
Gouvernements AFRICA FRANCOPHONE

1) UN EXPERT INDUSTRIALISTE TEXTILE

(REF. n° 3220)
qui devra, dans ce secteur, étudier les projets nouveaux et conseiller le Gouvernement dans ses rapports avec les industriels. Connaissances techniques et expérience étendue des activités textiles indispensables.

2) UN CONSEIL JURIDIQUE

(REF. n° 3221)
qui devra mettre au point tout accord, convention, contrat engageant le Gouvernement dans le domaine industriel et commercial. Compétences solides en droit commercial et international nécessaires. Expérience de l'industrie et aptitude à comprendre les problèmes techniques également nécessaires.

3) UN EXPERT EN NORMALISATION

(REF. n° 3222)
qui devra collaborer à la préparation d'un plan de normalisation des produits et des fabrications locales. Expérience étendue et polyvalente des problèmes de normalisation souhaitable.

Les trois postes sont dans les capitales où les conditions de vie sont satisfaisantes. Départ prochain.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo en rapportant la référence du poste à :
CEGI, 84, bd du Montparnasse, 75014, PARIS.
Discrétion totale assurée.

RESPONSABLE MARKETING

La nature des fonctions ainsi que les perspectives de promotion vers le POSTE DE DIRECTEUR d'adresses à des candidats :

- qui ont le désir d'évoluer dans un groupe Européen pratiquant des méthodes modernes de gestion
- qui ont une réelle expérience de la vente exportée dans le domaine de la distribution par grossistes et revendeurs
- qui ont acquis des connaissances spécialisées en marketing et en gestion
- qui parlent Allemand, Français, (Anglais) nationalité : Suisse

Les premiers objectifs de la mission se définissent ainsi :

- mener des études permettant une meilleure connaissance du marché
- diriger de ces études les axes de politique de vente
- assurer les plans de communication
- organiser les actions promotionnelles
- étudier et suivre la politique et les produits concurrents
- solliciter le Chef des Ventes à mettre en place la prévision en volume et par représentant

Les candidats intéressés peuvent adresser leur C.V. et photographies à :
31, boulevard Bonne Nouvelle 75002 PARIS

Le candidat retenu devra adresser son C.V. et photographies à :
31, boulevard Bonne Nouvelle 75002 PARIS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Nous demandons :
— Ingénieurs ou licenciés de Sciences.
— Langue russe indispensable. Anglais apprécié.

Nous offrons :
— Rémunération intéressante.
— Tous frais remboursés.
— Situation très active, comportant présence fréquente en U.R.S.S. (+ de 180 jours par an).
— 6 semaines de vacances.

C.V. et photo à SMITH, 114, les Bureaux de la Colline, 92113 SAINT-CLLOUD.

OFUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

créé dans le cadre de son développement :

3 Postes de

DIRECTEUR D'AGENCE REGIONALE

LILLE - LYON - BORDEAUX

Le poste

Ce responsable (25-30 ans maximum) aura :

- à organiser et maîtriser la structure administrative et commerciale de la succursale,
- à recruter, diriger et animer une équipe de délégués pour ses campagnes de promotion de la presse écrite et de vente d'abonnements dans les milieux universitaires et scolaires et le grand public.

Le candidat

- devra prouver ses goûts et ses aptitudes pour la vente. Expérience souhaitée.
- devra posséder une bonne connaissance de la presse écrite, une solide culture générale et être de formation supérieure.

La rémunération

fixe + intéressement (salaire moyen annuel de départ 50.000 F).
Voiture indispensable.
Disponibilité immédiate.

Adresser votre candidature à

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

Service du Personnel

15, rue Tiphaine 75015 PARIS

Joindre CV + Photo.

PLANNING ET CONTROLE BUDGETAIRE D'UN ENSEMBLE INDUSTRIEL CLE EN MAIN

Notre Société est chargée de la réalisation d'un ensemble industriel de plusieurs milliards de francs à l'étranger.

Nous recherchons le responsable de l'équipe qui sera chargée :

- de l'établissement et du suivi du planning général,
- du contrôle budgétaire,
- de l'établissement des rapports d'avancement,
- de l'établissement et de la mise en application des procédures générales,
- de l'estimation des travaux supplémentaires.

Ce responsable, ingénieur diplômé d'une grande école, aura acquis une solide expérience dans ces différents domaines, en particulier dans celui du planning.

La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Ce poste est basé à Paris, mais comporte des missions de liaison avec le chantier.

Ecrire à No 39258 Contesse Publicité 20, Av. Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

NOUS SOMMES LA FILIALE INGÉNIEUR D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS pour lequel nous réalisons des installations industrielles lourdes dans le monde entier.

L'importance de nos projets nous amène à renforcer notre équipe par :

un ingénieur chef de projet

réf. 3005 LM
AM, ou équivalent, de 28 ans minimum ; il conduit, actuellement, l'ingénierie d'affaires d'environ 40 MF ou participe à la conduite d'affaires plus importantes (process, études, budgets, planning) après une expérience d'exploitation en sidérurgie.

un ingénieur spécialiste de la manutention

réf. 3006 LM
AM, ou équivalent, de 35 ans minimum ; il a l'expérience de l'entretien en usines sidérurgiques et de l'ingénierie (définition des équipements, négociations, mise en route) chez un constructeur de matériel de manutention continue lourde - roues, pelles, stackers, transporteurs.

Pour ces postes, il est souhaitable de parler anglais et nécessaire d'accepter des séjours éventuels outre-mer de 6 mois maximum. Ces ingénieurs peuvent être appelés ultérieurement à des responsabilités différentes, notamment en exploitation dans les filiales du groupe.

Ecrire à G. BARDOU sr réf. correspondante.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

Pour développer son service informatique
Filiale Française Groupe International recherche

RESPONSABLE INFORMATIQUE

(Homme minimum 35 ans)

- la conception et l'analyse I.B.M. III, modèle 13,
- chaque 2340 et les systèmes C.C.P.,
- connaissances de la langue anglaise écrite et parlée souhaitée.

Lieu de travail : 100 km QUEST PARIS

ultérieurement ou siège de la Société à PARIS.

Adr. lettre man. C.V. photo, prêt. à n° 38.329, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1°, q. tr.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
UNIMOBILIER	26,00	30,35
Archives-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CHEF COMPTABLE

DORDOGNE F 80 000 +

INDUSTRIE ALIMENTAIRE
Une société française très dynamique (CA 50 millions, 250 personnes, 2 usines, taux d'expansion 20 %), affiliée à un groupe international recherche pour son siège un Chef Comptable.
Dépendant directement du Directeur Administratif et supervisant 10 personnes, il sera responsable de l'ensemble des opérations comptables et budgétaires de la société, de l'existence et de l'efficacité du contrôle interne. Il mettra en place un système de comptabilité analytique pour mieux contrôler les prix de revient. Fabrication et Distribution. Il participera à la mise au point de l'ordinateur des opérations comptables.
Ce poste très stimulant s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, désireux de s'intégrer dans une équipe jeune et attiré par la vie en province dans un département très agréable. Une solide formation et une expérience comptable acquise de préférence dans l'industrie alimentaire sont requises.
La connaissance de l'anglais ainsi que celle de l'informatique sont souhaitables.
RÉF. C. 2901.

Adresser C.V. détaillé, en précisant la référence, à : C.C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75155 Paris Cedex 15. Discretion absolue.



NORMANDIE

Ville universitaire Bord de Mer

Entreprise de chaudronnerie industrielle et mécanique, filiale d'un groupe important cherche pour répondre à l'accroissement constant de la technicité de ses productions (nucléaire, pétrochimie)

responsable des services techniques

chargé : • de l'ensemble des problèmes de soudage (hommes et matériel), • de l'assurance qualité et du contrôle qualité, • du bureau de dessin.

Il aura la responsabilité des contacts avec les ingénieurs qualité des sociétés clientes et dépendra directement de la Direction Générale.

Il doit avoir une formation ARTS ET MÉTIERS ou équivalente + INSTITUT DES SOUDURES, 5 à 10 ans d'expérience, le souci d'une organisation efficace, la capacité de s'adapter rapidement à des produits nouveaux.

Ce poste comporte des possibilités d'évolution.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en précisant le niveau de rémunération sous réf. 920JBT à :

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, av. Alsace-Lorraine 920 JBT

CHEF DE SERVICE CONTROLE QUALITE à un INGENIEUR Grande Ecole

ayant au moins 30 ans et quelques années d'expérience industrielle de gestion technique de la qualité par méthodes statistiques.

Le poste comprend de fortes responsabilités sur toute la ligne de fabrication d'un produit de haute technicité. Le titulaire aura à organiser le service de contrôle de la qualité dans une nouvelle usine.

L'emploi est à pourvoir dans la Région Sud-Ouest.

Adresser C.V. détaillé et prétentions avec lettre manuscrite à : No 39.242 Contesse Publicité 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

UNIROYAL

recherche pour son usine de CLAIROIX (OISE)

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

• Il sera Chef de Projet dans notre service « Installations-Entretien » pour assurer le dépannage, l'entretien, l'installation et la mise au point de machines et automatismes.
• Il devra avoir aussi une formation d'électronicien et d'automatisme et une bonne connaissance de l'anglais.

Env. avec C.V. manuscrite et photo récente (ret.) en indiquant prénom, à : Département Personnel, UNIROYAL - B.P. 163 - 60208 COMPIEGNE.

Vous vendez actuellement des ordinateurs de bureau ou des petits ordinateurs et vous souhaitez évoluer vers la vente d'ordinateurs haut de gamme, mais vous ne pouvez pas le faire dans le cadre de votre Société actuelle.

Un des premiers constructeurs d'ordinateurs parmi les premiers bénéficiaires mondiaux recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour PARIS, et pour différentes villes de province.

Ce constructeur offre :
• Une formation théorique et pratique à ses produits.
• Une gamme complète d'ordinateurs de gestion depuis les petites configurations jusqu'aux très grands ensembles.
• Une position très favorable du point de vue qualité/prix par rapport à la concurrence.
• Une solide implantation nationale et internationale.
• Des rémunérations élevées liées aux résultats personnels.

Si cette évolution vous intéresse, téléphonez pour discuter confidentiellement de cette opportunité, ou adressez C.V. en rappelant la réf. FR 61 à

CARRIERES SERVICES

Tél. 073.21.05 +

19, rue de la Paix 75002 PARIS

Une importante Société environ Orléans recherche son

chef des services comptables

Ce poste convient à : un homme de 30 ans minimum, • de formation supérieure : expertise ou DECS, • ayant pratique comptable sur ordinateur, • expérience souhaitée au même niveau dans sociétés du secteur commercial, • supervision 50 personnes.

Ce qui comporte en particulier : • la coordination des différents groupes de la comptabilité, • la surveillance de l'application des procédures prescrites par la Direction, • la participation active à la formation et à la bonne marche des différents services.

Ce poste comporte la consolidation de la comptabilité de filiales.

La rémunération sera intéressante fonction de l'expérience du candidat et de son dynamisme.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 496/M, 25, rue du Renard - 75004 Paris

PROSSEL International CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

de préférence A.M.

pour poste de Chef des méthodes

35 ans minimum. Bonne expérience en méthodes de fabrication matériel électronique indispensable

Poste 100 km Ouest de Paris

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions sous n° 38.995 à CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines

2000 personnes

Notre Direction Engineering Opérationnel recherche

un ingénieur électronicien

• diplômé E.S.M.E., I.N.S.A. (option électronique) ou équivalent,
• ayant 3 à 5 ans d'expérience en études, réalisation et essais de systèmes analogiques de pilotage et de contrôle,
• parlant couramment Anglais.

Env. votre C.V. accompagné d'une photo sous référence 1/76/01 à

COMEX

SERVICE RECRUTEMENT

13275 MARSEILLE CEDEX 02

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE CONSTRUCTION ELECTROMECANIQUE ET ELECTRONIQUE

recherche pour une de ses usines (200 personnes), située à proximité d'une ville universitaire du Centre

CHEF SERVICE ADMINISTRATIF

Rattaché directement au Directeur de l'usine, il aura en charge :
• L'ordonnancement général ;
• Le planning et le lancement d'ordres ;
• Les approvisionnements.

Il devra :
• Avoir une expérience de plusieurs années à un poste similaire dans une usine de même importance fabriquant des produits très diversifiés en électronique, électromécanique et mécanique ;
• Se faire admettre par une équipe existante ;
• Être âgé de 30 ans min.

La Société est française, stable et ancienne.

Ecr. avec C.V. et photo à : 28.523 CONTESSÉ PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Ville de ROUEN recherche

Ind. sp. anal. eaux usées. Rens. et cand. bur. pers. av. 4276 Marie ROUEN (26, av.)

S. A. T. I.

PREMIERE FILIALE FRANÇAISE DU GROUPE S.I.L.C.S.

recherche

- RESPONSABLES SECTEURS COMMERCIAUX (Réf. 780 54.)
- INGENIEURS CHEF DE PROJET (Réf. 780 55.)
- INGENIEURS SYSTEME DOS/OS (Réf. 780 56.)
- ANALYSTES PROGRAMMEURS (Réf. 780 57.)

Ces postes sont à pourvoir à TOULOUSE.

Adresser C.V. + photo à : S.A.T.I. "La Giradole" 37170 CHAMBRAY-TOULOUSE en rappelant la référence.

IMPTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour sa Direction Régionale de

LYON

UN GESTIONNAIRE D'IMMEUBLES

Le candidat, âgé de 28 ans min., devra posséder :

- une formation de technicien supérieur lui permettant :
— de diriger un complexe immobilier (bureaux, centres commerciaux),
— d'organiser et de suivre la maintenance technique et la sécurité,
— d'établir des budgets prévisionnels (charges locatives, appels de fonds...),
• des qualités personnelles le rendant apte :
— au commandement et à l'organisation,
— aux contacts commerciaux.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à n° 35507 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra - 75000 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ASSURANCES IARD

LYON

Nous sommes une Compagnie dynamique, en rapide expansion. Nous recherchons le

Chef du Service Sinistres

pour notre délégation de Lyon.

Ce poste convient à un licencié en Droit, ayant une expérience de plusieurs années dans un service sinistres.

Il animer une vingtaine de personnes, tiendra le tableau de bord et les statistiques du service, et devra mettre en place une gestion orientée vers les transactions plus que vers la procédure.

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 11098/M à D. de LARIVIERE

SELECEGOS, 33, quai Gallieni à SURESNES (92150) qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SELECEGOS

METROPOLE NORD

Entreprise bâtiment T.P. réputée recherche

DIRECTEUR DE TRAVAUX INGENIEUR E.T.P. ou EQUIVALENT

présentant au moins 10 ans d'expérience de chantier T.C.E.

Il animer plusieurs conducteurs de travaux confirmés et sera responsable d'importants chantiers industriels et immobiliers, lui réclamant des compétences en coordination, planification, gestion, etc.

Ecrire avec C.V. complet et photo ss réf. 18.010 à Mme POITEVIN

cm consultant

91, bd Carnot, 59420 Mousaux

Les candidatures ne seront transmises à notre commission qu'avec l'accord des candidats après entretien.

COFIROUTE

la société des autoroutes

PARIS - POITIERS, PARIS - Le MANS

recherche (pour remplacer l'actuel responsable du district d'Orléans appelé à d'autres fonctions au sein de l'entreprise)

UN CHEF DE DISTRICT

Responsable d'un tronçon de 65 kms, il gère un effectif d'une soixantaine de personnes réparties entre les péages et la viabilité (sécurité, entretien courant)

Le candidat idéal est :
— soit un cadre ayant une expérience confirmée de l'encadrement du personnel et de la gestion du matériel, acquis au cours d'un passé à dominante technique, travaux publics ou bâtiment par exemple,
— soit un jeune cadre diplômé de l'enseignement supérieur (INSA - IUT - génie civil...)

Si vous êtes intéressé adressez votre C.V. avec indication de rémunération actuelle et prétentions au Service Recrutement

COFIROUTE

77, avenue Raymond Poincaré 75115 Paris

Matières Plastiques

un des premiers producteurs mondiaux crée un poste

ingénieur commercial

région Rhône-Alpes

- Il développe un nouveau « business »
- Il gère une clientèle industrielle existante, de grands transformateurs.

Nous souhaitons rencontrer un homme jeune ayant une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de produits industriels de fort tonnage.

Anglais très apprécié.

Résidence : Lyon avec déplacements hebdomadaires à Paris, au siège.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 420 P

Legor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

PAYS DE LOIRE

Entreprise en évolution constante - 400 personnes - 100 millions CA - leader dans sa branche - recherche

CHEF DE SERVICE COMPTABILITE

Ce poste conviendrait à un homme jeune, de formation solide (B.P., B.T.S., D.U.T., E.S.C.A.E...), ayant déjà une dizaine d'années de pratique et l'expérience d'un poste de Chef Comptable dans une P.M.E.

Celui-ci devra être capable de prendre immédiatement et en propre la responsabilité du service COMPTABILITE GENERALE et de s'y imposer tant par sa compétence que par ses qualités d'homme.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions ss réf. 196 à Centre de Psychologie du Travail, 3, boulevard René Levesneur, 72000 Le Mans, qui garantira la discrétion la plus absolue.

EDUCATEUR SPECIALISE

pour club de prévention

Jeunesse et détente, 24, rue Lemaître, 10000 TROYES.

Importante usine Produits d'entretien Strasbourg, port du Rhin

recherche

TECHNICIEN CHIMISTE I.U.T.

Mission :

Dans le cadre d'une équipe de recherche, essais de laboratoire chimique et physique, mise au point de fabrication-pilote, essais d'application des produits.

Une expérience de laboratoire de 2 à 3 ans est souhaitée.

Adresser C.V. détaillé à

SELETEC

Conseil en recrutement, 67009 STRASBOURG cedex 5/réf. 641.

Établissant formation travailleurs sociaux Lille cherche un

service responsable de gestion financière et administrative ayant qualification et expérience.

Tél. : 57-26-26.

Compagnie internationale recherche pour Orléans

JEUNE ANALYSTE ORGANISATION-INFORMATIO.

Formation sup. infirm. + Comm. ou Sc. Écon.

Participera activement à un groupe dans la mission

— Etablir manuels procédures ;

— Implémenter applications en collab. départ. inform. siège européen.

Le traitement de l'information se fait par le canal d'un réseau

1^{er} type Remise Batch, Anglais écrit-écrit requis.

Ecr. : NAVAS ORLÉANS n° 203.586, qui trans.

Site de Biens d'Équipements recherche pour région EST :

UN INSPECTEUR DOMICILIÉ à STRASBOURG.

parlant couramment dialecte et allemand.

Références milieu hospitalier souhaitables, capable prospecter et assurer organisation secteur.

Résumé aux méthodes de vente, homme de terrain particulièrement dynamique, minimum 25 à 30 ans, sérieux, honnête, très intéressé.

Envoyer C.V. photo et prétentions à : I.P.P. 124, r. La Fayette, 72000 PARIS.

Labo. thermodynamique, Fac. Sci. et Tech. de Rouen, 76120 MONT-SAINT-AIGNAN rech. les

ins. des Sc. ou ENSI, 24 à max., pr. trav. these doc. inst. (bénéficiaire). Références : Allocation - Recherche - C.N.R.S.

LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALAD. DE ROUEN (Sécurité Sociale) utilisant un

ordinateur ICL 1902 T, qui sera prochainement remplacé par un autre matériel.

recherche

UN INFORMATICIEN (Ingénieur diplômé ou technicien) ayant une expérience professionnelle de 10 à 15 ans, capable d'assurer les respons. de concepteur et chef de proj., et suivre la réalisation de l'ouvrage, de la conception à la mise au point, de la mise au point à la mise en service, de la mise en service à la maintenance.

Env. votre C.V. détaillé, photo et prétentions à : I.P.P. 124, r. La Fayette, 72000 PARIS.

Adm. - s/ppl conf. - av. le 16 fév. 1976, cand. man. av. C.V. détaillé et prétentions à Monsieur le Directeur de la C.R.A.M. - 202 X - 76040 ROUEN CEDEX.

Importante société matériel médico-chirurgical recherche

DELEGUES COMMERCIAUX pour secteur Rennes - Nancy - Lyon-Toulouse. Ecrire avec C.V. et photo à : M. Chénou, 25, av. de SAINT-MAUR, 75012 PARIS.

responsable marketing

responsable marketing

ALSTOM

Chief de Publicité

UNIROYAL

JEUNE ASSISTANT DE MARKETING

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

seretes

responsable du marketing urbain

80.000F

Chargé des actions d'animation, d'organisation et de conseil dans le domaine de l'urbanisme (expositions, animation urbaine, organisation de programmes de promotion), il aura pour tâche de développer la compétence dans les domaines de l'urbanisme et des relations publiques.

ALSTHOM

recherche pour VELIZY

INGÉNIEUR DE SUPERVISION TECHNIQUE

Adjoint à l'ingénieur de contrat, responsable du suivi technique d'affaires d'entreprises de centrales thermiques depuis les études jusqu'aux essais de réception. Participe aux réunions de coordination technique avec les copropriétaires, fournisseurs et bureaux d'études. Maîtrise les problèmes de thermo-dynamique, possède des connaissances suffisantes pour comprendre les schémas de tuyauteries et de fluides divers et en assure le contrôle, 5 ans d'expérience.

INGÉNIEUR DE PLANNING

Assistant ingénieur de contrat, responsable de l'établissement et du suivi du planning concernant la réalisation d'une centrale thermique conventionnelle de grande puissance. Provoque les actions correctives à entreprendre pour respecter les délais, déclenche les opérations de transport et contrôle l'ordonnement du montage, de la mise en service et des essais sur le site. Possède une expérience pratique des problèmes de montage et de réalisation de grands ensembles industriels.

POUR CES DEUX POSTES :

- âge 30 ans minimum ;
- diplômé grande école en mécanique ou électronique ;
- anglais indispensable.

C.V. à adresser à ALSTHOM, service du personnel 38, avenue Kléber - 75016 PARIS.

L'un des tout premiers

Médias Français

recherche pour son département

Vente à l'Étranger

un

Chef de Publicité

Il lui sera confié une activité commerciale très vivante au sein d'une organisation fortement structurée, et de hautes responsabilités impliquant de nombreux déplacements. La rémunération sera très importante en fonction des résultats obtenus.

Les dossiers de candidatures — sous Réf. M. 1103 — préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix, 75002 Paris.

UNIROYAL

RECHERCHE POUR REGION PARISIENNE

JEUNE ASSISTANT DE MARKETING

(Sup. de Co ou équivalent)

Il dépendra directement du Responsable de Marketing

Chargé de l'étude d'un de nos produits, il devra :

- connaître le produit (fabrication et utilisation) ;
- connaître le Marché ;
- suivre l'évolution pour aider à déterminer une politique du produit.

Le candidat devra :

- posséder les techniques de Marketing ;
- faire preuve d'initiative ;
- bien connaître l'anglais.

Env. avec C.V. manuscrit et photo récente (ret.) en indiquant présent. à : Département Personnel, UNIROYAL - B.P. 183 - 60205 COMPIEGNE.

CERAMALUM-LU BRUN

Société française, leader sur son marché (C.A. : 700.000.000 de F)

recherche UN

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

pour son Siège Social à ATHIS-MONS (Reims)

L'objectif à 2 ans, étant un poste de Chef de Produit, le Candidat effectuera une période de formation comportant :

- initiation au marketing (gestion, études commerciales, publicité) ;
- stage pratique de vente.

Ce poste conviendrait à jeune candidat de formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., Sc. Po.).

Adresser C.V. dét., avec photo (retournée), salaire actuel et prétentions à CERAMALUM - LU BRUN, Direction Personnel, B.P. n° 16, 91201 Athis-Mons.

etap

maître de l'ANCIEN

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRICATION DE MATÉRIELS ET INSTALLATIONS D'UNITÉS COMPLÈTES - LEADER DANS SA BRANCHE - FORTE EXPANSION - C.A. 80 MILLIONS RECHERCHE

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Poste de premier plan pour un Ingénieur grande école, E.C.P. MINES, A.M., ayant minimum 10-15 ans d'expérience professionnelle à dominante commerciale et animation d'équipes acquises dans firme de biens d'équipement exportateurs ou dans société d'engineering.

EN COLLABORATION AVEC LE PRÉSIDENT, IL PARTICIPERA ACTIVEMENT À LA GESTION, AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE ET À L'ÉLABORATION AINSI QU'AU SUIVI DE SA POLITIQUE COMMERCIALE.

Poste ville Centre Ouest proximité littoral.

Ecrire sous référence PI 333 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 2.000 PERSONNES - OFFRE DANS LE CADRE D'UNE DE SES USINES (550 PERSONNES) VILLE PROVINCE OUEST PROCHE PARIS, LE POSTE DE

CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

Il sera responsable auprès de la Direction Centrale du personnel à Paris et du directeur d'usine :

- des recrutements, de la promotion, de la formation et des rémunérations ;
- de la gestion du personnel ;
- des relations avec les représentants du personnel.

SITUATION INTÉRESSANTE POUR CADRE FORMATION SUPÉRIEURE OU ÉQUIVALENT, 30 ANS MINIMUM, DISPOSANT BONNE EXPÉRIENCE SERVICE PERSONNEL INDUSTRIE.

Ecrire sous référence MF 338 CM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - VENTE DE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS DE HAUTE RENOMMÉE - PARIS - RECHERCHE POUR ÊTRE

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

(POSSIBILITÉ ACCESSION À DIRECTION GÉNÉRALE)

Ingénieur A.M., E.C.P., Ecole Française de Papeterie, connaissant bien la vente de matériels d'équipement d'usines.

Il s'agit d'un poste d'avenir permettant large développement de carrière qui implique :

- solide expérience vente d'équipements industriels (machines à papier, machines-outils) ;
- sens des négociations commerciales ;
- aptitudes de gestionnaire.

Connaissance langue allemande (ou possibilité d'un perfectionnement rapide).

Ecrire sous référence NG 331 AM.

GRUPE INDUSTRIEL (5.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR SON ACTIVITÉ DE TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

ILS PRENDRONT EN CHARGE LES PROJETS EN VUE D'AMÉLIORER LES SERVICES ET LES PRODUITS OFFERTS PAR L'ENTREPRISE.

Ces postes, qui sont dans des villes de l'Ouest, peuvent convenir à candidats E.C.P., MINES, A.M., I.D.M., etc., ayant 2 à 3 ans d'expérience (éventuellement débutants) disposant de connaissances en informatique et si possible en économie.

Cette activité implique des contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Ecrire sous référence RK 334 AM.

FILIALE SPÉCIALISÉE (PRODUITS RÉFRACTAIRES) D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS - RECHERCHE POUR PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL RÉFRACTAIRES

IL S'AGIT D'UN BON PRATICIEN DES FOURNS OU DES PRODUITS RÉFRACTAIRES

qui s'intégrera à la direction des applications et ventes techniques pour l'assistance à la clientèle dans la conception des fours et l'utilisation des produits.

Ce poste conviendrait à candidat, bonne formation de base, ayant acquis une expérience professionnelle dans les fours ou les produits réfractaires.

UNE ÉVENTUALITÉ DE FORMATION COMPLÉMENTAIRE À L'ÉTRANGER EST OFFRTE.

RÉMUNÉRATION TRÈS OUVERTE EN FONCTION DE L'EXPÉRIENCE.

Ecrire sous référence WF 339 AM.

IMPORTANTE CHAÎNE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION (EN CONSTANTE EXPANSION) RECHERCHE

POUR PRENDRE LA DIRECTION DE DEUX HYPERMARCHÉS EN CRÉATION

DEUX DIRECTEURS

LIEU DE TRAVAIL : DIEPPE

Ecrire sous référence ED 328 AM.

LIEU DE TRAVAIL : LE HAVRE

Ecrire sous référence YR 340 AM.

SITUATIONS INTÉRESSANTES ET IMPORTANTES DANS GROUPE DYNAMIQUE QUI IMPLIQUENT :

- une formation supérieure ou équival. ;
- une expérience de quelques années dans la distribution au niveau d'une direction d'hypermarché ou responsabilité effective en matière de gestion et d'animation grands magasins, etc. ;
- 30 ans minimum.

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE LYON - RECHERCHE

INGÉNIEUR SERVICES ÉLECTRIQUES

Les services électriques sont chargés de la mise en œuvre de très importantes installations électromécaniques et électroniques (transformation et distributions d'énergie, traction électrique, nombreux équipements, télécommande, etc.).

Ce poste peut convenir à candidat E.E.E., I.E.G. ou équivalent, ayant quelques années d'expérience professionnelle, témoignant d'intérêts techniques et de qualités d'animateur.

Ecrire sous référence VO 338 AM.

INGÉNIEUR D'EXPLOITATION

chargé de préparer et de diriger des activités faisant appel à des effectifs importants et à des matériels et des techniques de mise en œuvre très diversifiés. Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant un excellent niveau de formation générale et une expérience professionnelle impliquant organisation et commandement.

Ecrire sous référence UN 337 AM.

SITUATIONS STABLES ET IMPLIQUANT DE RÉELLES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS UNE ENTREPRISE ET UNE BRANCHE EN DÉVELOPPEMENT.

ENTREPRISE FRANÇAISE - PARIS RECHERCHE

DIRECTEUR SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE EN CRÉATION

Il s'agit d'une société qui développera, à l'échelle nationale, la commercialisation de maisons individuelles construites selon un procédé original.

CE POSTE PEUT CONVENIR À UN CANDIDAT ayant une bonne connaissance de l'immobilier, une expérience commerciale, des qualités de dynamisme et d'initiative.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous référence OH 332 AM.

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS RÉALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS RECHERCHE POUR ÉTABLISSEMENT PROVINCE

X-ECP-MINES...

CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

35 ans minimum, ayant solide expérience industrielle acquise en engineering ou firme de constructions, capable

DIRIGER SERVICES ÉTOFFÉS D'ÉTUDES ET DE DEVIS.

Situation intéressante et avenir dans groupe en large développement.

Ecrire sous référence ZS 341 CM.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL - PARIS

RECHERCHE POUR FONCTIONS D'ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ingénieur Grande École ayant forte expérience du management de projets de grande envergure.

IL S'AGIT D'UN POSTE DE HAUT NIVEAU impliquant l'animation et la coordination d'une équipe de haute compétence dans le domaine de

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET DE L'INFORMATIQUE AU PLAN NATIONAL.

Ce poste peut convenir à Ingénieur, 38 ans minimum, venant d'un grand corps de l'État ou d'une grande entreprise nationale (procédure de détachement éventuellement possible).

Ecrire sous référence IB 326 AM.

etap

4 rue Massenet 75016 PARIS

discrétion absolue

Medtronic

One of the world's leading manufacturers of bio-medical Engineering systems (pacemakers) creates the position of

European legal counsel

PARIS (ref ELCM)
E.E.C. NATIONAL PREFERRED

Medics : Provides legal advice and counsel relating to Medtronic's European and African business and subsidiaries.

Profile : Law Degree - At least 7 years legal experience preferably with emphasis in General European Corporate legal matters. Complete fluency English and French, other European languages an asset.

Please send resume in confidence with reference to A.J. Van de Perre Medtronic European Headquarters Human Resources Department 120 Av. Charles de Gaulle 92200 Neuilly (France)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS

filiale d'un Groupe International située à PARIS banlieue Sud

recherche

Ingénieurs Commerciaux

Plusieurs postes sont à pourvoir

- **NOTRE SERVICE «EXPORT»** attend des commerciaux ayant acquis une autonomie de prospection et négociation au cours d'une expérience de trois ans et titulaires d'une formation supérieure commerciale. Anglais courant indispensable, sure langue appréciée.
- **NOTRE SERVICE «NATIONAL»** attend des commerciaux ayant une formation d'ingénieur et une première expérience positive dans la vente de biens industriels pour négociations à haut niveau.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 4991 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

Important Groupe Français de dimension internationale

recherche

pour son Siège Parisien

CADRE EN GESTION DE TRÉSORERIE

Rattaché à la direction financière, il sera chargé :

- quotidiennement du suivi de diverses opérations du groupe ;
- périodiquement de l'établissement des courbes de trésorerie prévisionnelle.

Ce poste formateur et évolutif implique de nombreux contacts et conviendrait à J.H. ou J.F. :

- titulaire du BAC C + 2 ans d'études économiques ou financières ;
- connaissant l'informatique et possédant un bon niveau mathématique.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et prétentions à SWERTS, B.P. 309, 75646 PARIS CEDEX 06, sous référence 139.

ABBOTT

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES LABORATOIRES ABBOTT

recherche un

INGÉNIEUR CHEF DES SERVICES TECHNIQUES (PLANT ENGINEER)

Il assurera la maintenance et la sécurité. Par ailleurs, il sera responsable de l'ensemble des travaux neufs : établissement des projets et supervision de la réalisation.

- Agé d'au minimum 30 ans, le candidat aura une formation ESME et une expérience professionnelle dans le domaine de l'engineering.
- Il doit avoir une connaissance courante de l'anglais.
- Expérience Officier Mécanicien Marine Nationale appréciée.

Env. C.V. photo récente (ret.) et rémunération actuelle sous la référence : 1003/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06.

offres d'emploi

**ingénieur
responsable
des ventes**

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

NIPPON ELECTRIC COMPANY, important groupe japonais multinationnel, spécialisé dans la fabrication de composants électroniques et d'instruments - équipements pour télécommunications, développe sa filiale récemment fondée en France. Le département composants recherche un spécialiste des circuits intégrés pour créer une clientèle de distributeurs et développer les ventes auprès des constructeurs. Il aura des fonctions de prospection, de conseil technique, de suivi, et d'organisation et devra rendre l'homme relais entre la Direction de Tokyo et Paris pour faire valoir la politique commerciale et les impératifs d'exportation. L'expérience de la vente de composants, de connaître le marché et de parler couramment Anglais.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle à la référence 2464/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

**NÉGOCIATRICE
39/45.500 F**

Notre Société est spécialisée dans l'étude, la construction et la gestion de centres commerciaux. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons actuellement une jeune collaboratrice pour participer à la négociation de nos espaces auprès d'une clientèle qui va de la boutique à la chaîne de magasins.

A la base d'une excellente présentation, vous êtes dotée d'une grande capacité de contacts à tous les niveaux et vous avez le sens commercial. Vous disposez, par ailleurs, d'une première expérience de la réalité de la vie dans l'entreprise et vous êtes titulaire du Baccalauréat.

Si vous avez, comme nous, le sens de la réussite, nous souhaiterions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. à la référence 2085 A :

**INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE**

6 RUE DE LA ROSIERE, PARIS 15
à qui nous avons confié cette recherche.

TRES IMPORTANT GROUPE

recherche pour Siège PARIS

JEUNE CADRE

**POUR ETUDES DE MARCHÉ
BIENS DE CONSUMMATION
DURABLES**

- Réalisation d'études ou de synthèses à partir d'enquêtes.
- Etudes de marché sous les aspects : QUALITATIF ET QUANTITATIF. Ce poste conviendrait à un Cadre de FORMATION SUPERIEURE : Doct. Sc. Eco. - ENSAE ou formation économique équivalente.
- Expérience 2 à 3 ans dans ce domaine. Grandes possibilités de carrière.

Adressez C.V. et prétentions sous n° 4223 à PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

offres d'emploi

BROWN & ROOT - Leader mondial de l'OFFSHORE PETROLIER
recherche pour ses bureaux à la DEFENSE

**INGENIEUR DE FABRICATION
structure-chaudronnerie**

IL AURA POUR MISSION :

- d'établir les relevés du matériel à partir des plans préliminaires,
- d'assister les Représentants de Services dans la conception des plans détaillés,
- de maintenir nos propres Représentants et ceux du Fabricant, informés de toute modification des plans de construction ou des plans révisés,
- d'assister les Représentants de Services dans la réception, la recherche, l'évaluation et la correspondance avec les Engineering-Fournisseurs,
- de tenir à jour les plannings production, fabrication et avancement,
- de collaborer avec le Service Inspection, afin de vérifier les quantitatifs facturés pour paiement.

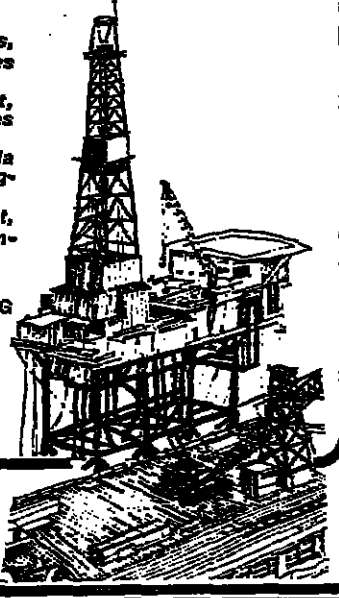
LE CANDIDAT IDEAL AURA :

- une expérience de 5 ans au minimum dans un ENGINEERING PETROLIER ou PETROCHIMIQUE,
- de bonnes connaissances des structures marines,
- parfaitement bilingue Anglais.

Nous vous remercions d'envoyer vos lettres de candidatures et C.V. (qui bénéficieront du secret absolu) à :

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Brown & Root
Tour Franklin-Cedex n°11 - 92081 PARIS LA DEFENSE



Tour Franklin-Cedex n°11 - 92081 PARIS LA DEFENSE

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FRANÇAISE**

recherche pour ses

SERVICES TECHNIQUES

**DEUX JEUNES INGENIEURS
DEVELOPPEMENT**

Après une période de formation ils devront être capables d'assumer la responsabilité technique d'une gamme de produits et concourir à la conception et à la mise au point de nouveaux articles.

L'atteinte des objectifs nécessite des communications constantes avec les autres secteurs d'activité de l'Entreprise (production, marketing, qualité, prix de revient).

Ces deux postes s'adressent à de jeunes diplômés capables de s'intégrer dans une équipe et ayant le goût des contacts.

- L'un sera de formation : CENTRALE, ENSIC, ENSTA, MINES ;
- l'autre de formation : AGRICULTURE (spécialisation mécanisme agricole).

LIEU DE TRAVAIL : PARIS (pr. banl. Nord-Ouest).

Envoyer avec C.V., photo et prétentions à : INTERMEDIA n° 317, 89 rue Lafayette, 75009 PARIS.

L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle 75002 PARIS, sous référence N° 6041, qui transmettra.

LA B.N.P.
recherche

**POUR SES CENTRES DE TRAITEMENT
DE PARIS ET DE MARNE-LA-VALLÉE**

**DES SPÉCIALISTES
PRATICIENS
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Rompus aux mesures des lignes suivant les normes « P. et T. » et qui seront chargés de la surveillance d'un réseau de Terminaux.

Réponses à adresser avec C.V. et prétentions à B.N.P. - Division Exploitation Annexe Barbès - 75450 PARIS CEDEX 09.

**La filiale d'un groupe international recherche
SON DIRECTEUR DE PERSONNEL**

Solide expérience de la fonction indispensable. Anglaise souhaitée - Siège régional parisien.

Envoyer sous référence 2.000 à : L.T.P. 31, bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

Discrétion absolue, réponse assurée

offres d'emploi

**CAP
SOGETI**

SYSTEMES

Filiale du Groupe Cap-Sogeti le premier groupe européen de sociétés de services en

INFORMATIQUE

recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole (X, ECP, ENST, ESE...).

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Vous avez travaillé sur des systèmes importants.

Vous connaissez les systèmes d'exploitation les plus récents (OS-VS, GCOS 66, STRIP...).

Vous pratiquez le télétraitement et/ou les systèmes de gestion de bases de données.

Vous souhaitez évoluer vers le métier de consultant auprès de grandes entreprises.

Envoyer à Alain LEMAIRE, CAP-SOGETI-Systemes, 2, rue de la Harpe, 75013 PARIS.

**CAP
SOGETI**

SELECTION

Très importante Société
industrie alimentaire,
située à CRETEIL, recherche pour
son SERVICE TECHNIQUE

**INGENIEUR
spécialiste en
ENGINEERING**

Il lui sera confié la responsabilité du développement technique de nos équipements actuels et futurs : projets, budgets, négociations de marchés, réalisation et mise en route, en liaison avec bureaux d'études spécialisés et fournisseurs.

Ce poste - aux responsabilités à la fois techniques et de gestion - devrait convenir à un ingénieur :

- diplômé d'une grande école : AM, ICAM, INSA, ou équivalent,
- habitué à intégrer les données techniques dans leur contexte économique grâce, par exemple, à une première expérience (3-5 ans) d'ingénieur d'Affaires dans une société d'engineering,
- désireux d'exercer des responsabilités effectives au sein d'une entreprise ayant - du fait de son développement - d'importantes réalisations en projet.

Les candidats intéressés adresseront leur CV, avec photo et prétentions au service 7685M.

plein emploi PUBLICITE

10 rue du mail Paris 2°

Importante Société de Biens d'Équipements Industriels

Filiale Groupe DENAIN - NORD-EST - LONGWY

recherche

**chef du service
réalisation contrats**

Ingénieur Grandes Ecoles, au moins 35 ans, parlant anglais et si possible d'autres langues.

Il aura la responsabilité de l'encadrement et de l'animation d'un service d'une dizaine d'ingénieurs et cadres traitant de gros contrats de biens d'équipements industriels pour la France et l'étranger.

Il sera responsable vis à vis du Directeur de Division du bon déroulement des contrats : budget - planning.

Il devra assurer la coordination aussi bien au sein de son équipe que vis à vis des Services de la Société et de la clientèle.

Il fera progresser les procédures de déroulement des affaires. Il assurera les autres services de la Société dans la négociation de nouveaux contrats.

Une expérience analogue, complétée par une expérience en Bureaux d'Études et de Chantiers serait fortement appréciée.

Ce poste à Paris comporte des perspectives d'avenir.

Adressez lettre man. + CV + photo + rfm, sous référence 33-75 A.

SEXTANT/DPA
182, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
qui transmettra

**GROUPE INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL FRANÇAIS
DE NOTORIÉTÉ MONDIALE**

recherche

EXPERT FISCAL

- Nous recherchons un fiscaliste de premier plan capable de participer à la conception d'une politique fiscale internationale en liaison directe avec la direction générale et de la mettre en œuvre localement.

- Ces responsabilités ne peuvent être confiées qu'à un homme de formation supérieure, bénéficiant d'une expérience approfondie des problèmes fiscaux français et internationaux, bon juriste, possédant une bonne connaissance de comptabilité générale et industrielle.

Adressez candidature à : INTERMEDIA n° 317, 89 rue Lafayette, 75009 PARIS, qui transmettra.

La discrétion la plus absolue est assurée.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
C.A. 150 millions PARIS-FANTIN**

recherche

INGENIEUR DE GRANDE CLASSE

Diplômé Grande Ecole

38 ans minimum, dynamique, pour prendre la responsabilité des études et recherches. Il devra animer les études de prototypes et le lancement d'appareils nouveaux de série. Excellent praticien de la mécanique, connaissances électroniques, combustion gaz et thermique, petits échanges.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions à ENTPE, 26, r. Vivienne - 75002 PARIS qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche

**LIBRES RAPPELÉMENT
DES JEUNES DIPLOMÉS**

I.U.T. DE GESTION

ou ÉQUIVALENT

ayant déjà une première expérience professionnelle. Envoyer C.V. et prêt. à la réf. 3823 à CONTESSE Publ., 20, av. l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

**IMPORTANT GROUPE
DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE**

recherche

2 ACHETEURS

L'acheteur est, avant tout, un homme passionné par les produits (fabrication, prix de revient, emballage, présentation...). Il est capable de déterminer le vrai prix d'un produit. Maîtrisant plusieurs méthodes d'achat, il sait les utiliser à bon escient.

Ces postes nécessitent :

- une formation de base type grande école commerciale (HEC, ESCP ESSEC...).
- une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.
- de résider dans la région parisienne et d'accepter des déplacements courts et fréquents en France métropolitaine.

Vous trouverez chez nous :

- un travail passionnant : vous serez le vrai chef de plus de 300 produits, que vous aurez sélectionnés ou fait fabriquer,
- une rémunération à la hauteur de vos responsabilités,
- une entreprise performante qui a progressé de plus de 30 % chacune des 7 dernières années (chiffre d'affaires actuel de 3 milliards de francs).

Si vous vous sentez assez de talent pour rejoindre notre équipe, adressez un C.V. manuscrit avec photo et votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 46963 à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

UN INGENIEUR MECANICIEN

POUR CALCULS DE STRUCTURES

engineering nucléaire

Ingénieur diplômé, vous avez une première expérience industrielle de trois à quatre années des calculs par éléments finis.

Au sein de notre département "calculs de structures", nous vous proposons de prendre en charge les analyses structurales des corps sous pression des centrales nucléaires que nous construisons.

Pour cette fonction, la connaissance de la section III du code ASME sera très appréciée. La pratique de l'Anglais très souhaitable.

Envoyer à N° 38.719, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

GAP SOGETI SYSTEMES INFORMATIQUES

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole, vous avez 2 à 5 ans d'expérience professionnelle, vous êtes intéressé par les nouvelles technologies de l'informatique, vous souhaitez travailler dans une entreprise innovante, vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Vous serez affecté à la Direction des Systèmes Informatiques, vous serez responsable de la mise en œuvre et de la maintenance des systèmes informatiques, vous serez en contact avec les utilisateurs et les fournisseurs.

Vous serez rémunéré en fonction de vos qualifications et de votre expérience.

Envoyez votre CV, photo et références à :

BOUYGUE & CIE
15, rue de Valenciennes
75001 PARIS

INGENIEUR spécialiste en ENGINEERING

Tra importante Société Industrielle alimentaire, recherche un ingénieur spécialiste en ingénierie, pour la conception et la réalisation de machines et d'équipements.

Le candidat devra avoir une formation supérieure en ingénierie, une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de l'ingénierie, et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyez votre CV, photo et références à :

BOUYGUE & CIE
15, rue de Valenciennes
75001 PARIS

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE recherche CHEF TEURS

Un important groupe alimentaire recherche des chefs de cuisine et des chefs de service pour ses établissements.

Le candidat devra avoir une formation professionnelle en cuisine ou en service, une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, et une bonne maîtrise de la langue française.

Envoyez votre CV, photo et références à :

BOUYGUE & CIE
15, rue de Valenciennes
75001 PARIS

INGENIEUR MECANICIEN CALCULS DE STRUCTURES

Un ingénieur mécanicien spécialisé dans les calculs de structures, pour la conception et la réalisation de machines et d'équipements.

Le candidat devra avoir une formation supérieure en ingénierie, une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de l'ingénierie, et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyez votre CV, photo et références à :

BOUYGUE & CIE
15, rue de Valenciennes
75001 PARIS

offres d'emploi

NOVA-TEL

DIRECTEUR TECHNIQUE

100.000 F +

Nous sommes la jeune filiale d'un groupe important. Notre vocation est de louer des téléphones. Nos premiers résultats sont plus qu'encourageants. Nous recherchons un directeur technique expérimenté, capable de gérer une équipe de techniciens et de développer notre activité.

Le candidat devra avoir une formation supérieure en ingénierie, une expérience professionnelle de 10 à 15 ans dans le domaine de la téléphonie, et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyez votre CV, photo et références à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
8-4, RUE DE LA ROCHETTE
75016 PARIS

ingénieurs systèmes

96 000 F

Une société française membre d'un puissant groupe international recherche un ingénieur système pour la Direction Informatique de la Banque Nord Paris. (matériel 370/145, réseau de télétraitement, 25 écrans et réseau RJE avec 3 terminaux).

Ce poste est vacant à la suite d'une promotion interne. Le candidat devra avoir une formation supérieure en ingénierie, une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de l'ingénierie, et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyez votre CV, photo et références à :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE DE HAUT NIVEAU ou UN ÉCONOMISTE

Ayant un intérêt marqué pour la technique, l'activité du département portera essentiellement sur l'évaluation de projets d'investissement nouveaux et les plans de développement correspondants, dans le secteur privé, sur les aspects sectoriels, sur des scénarios décisionnels et leurs conséquences prévisionnelles dans le secteur public.

Outre une bonne formation, et si possible, une expérience dans un secteur comparable, on cherchera en priorité la capacité de promouvoir une activité nouvelle et de former une équipe dans le cadre d'une délégation des responsabilités sur le plan commercial, technique et de gestion.

Cette activité, rattachée au Département de la Direction Marketing, débouchera rapidement sur la responsabilité du département.

Envoyez C.V. et références souhaitées à :

CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

DEVIMCO, société spécialisée en équipements d'hôtellerie et collectivités (Groupe NOVOTEL) cherche un attaché commercial

ayant les responsabilités d'une cellule pour la distribution d'équipements destinés à l'hôtellerie et aux collectivités.

Il visite les prescripteurs (bureaux d'études, cabinets d'architectes, sociétés d'ingénierie...). C'est un ESC de plus de 30 ans, parlant anglais, ayant 4 ou 5 ans d'expérience de la négociation de biens d'équipement par le canal des prescripteurs.

Sa rémunération est liée à l'atteinte d'objectifs discutés, mais comporte un fixe important. Le siège est à EVRY (91).

Ecrire à J.E. LEYMARIE ss réf. 2983 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

IMPTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE PARIS-8 recherche LIBRES RAPIDEMENT POUR SON SECTEUR PROMOTION DES CHARGÉS DE PROGRAMMES

qui se verront confier l'étude, le montage et le suivi d'opérations de construction tant à Paris qu'en province sur des plans administratifs, juridiques, fiscaux et financiers.

Les candidats retenus devront avoir plusieurs années d'expérience professionnelle en ces matières et une formation académique par un diplôme de l'enseignement supérieur (ingénieur, licence en droit, Sciences Eco.). Ils devront, en outre, avoir le goût du travail en équipe.

Envoyez C.V. détaillé et prétentions à n° 39.305, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

offres d'emploi

MAINTENANCE EQUIPEMENTS GRAND PUBLIC

directeur marketing

160.000 F +

Nous fabriquons, installons, entretenons des biens d'équipement pour le grand public.

Notre Société, filiale d'un groupe international, est un des leaders du marché en France.

Nous désirons donner à notre Direction Maintenance, C.A. 140 millions, une véritable structure Marketing.

Nous attendons de son Directeur, membre du Comité de Direction, qu'il définisse une politique de produits - contrats d'entretien, ventes au parc, renouvellement des équipements - et la fasse appliquer sur l'ensemble de la France, en mettant en place un système efficace de communications avec le terrain.

Ce poste, offert à Paris, convient à un diplômé Grande Ecole commerciale ou d'ingénieur, parlant anglais, ayant exercé des responsabilités marketing dans les secteurs secondaire ou tertiaire.

Adresser lettre man. et CV détaillé à M.J. FOURNIAT, réf. 2344/IM SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni 92153 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

amri

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE ROBINETTERIE INDUSTRIELLE EN CONSTANT ET RAPIDE EXPANSION

UN CHEF DE MARCHE ENERGIE

(Centrales Thermiques ou Nucléaires, Centrales Electriques et Ingénierie).

Il doit en permanence analyser et estimer la pénétration des produits AMRI dans ce marché.

Il suggère l'étude de nouveaux produits et assure la coordination du lancement.

Il anime les actions spécifiques de promotion de vente auprès de la force de vente en France ou des filiales et revendeurs à l'étranger.

Il intervient auprès des prescripteurs Importants.

De formation Ingénieur, il aura eu une expérience industrielle de 5 à 10 ans dans le marché énergie.

Il aura déjà animé des équipes de vendeurs et d'hommes d'études.

Anglais indispensable, autres langues souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

SOCIÉTÉ AMRI
50, avenue Daumesnil - PARIS 12^{ème}

GOLFE PERSIQUE DIRECTEUR DE CHANTIER

3.000 personnes environ

RESPONSABLE du montage d'une unité pétrochimique et de la gestion administrative.

Adresser C.V. sous réf. 618/UR A.M.P., 4, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

IMPET BUREAU D'ETUDES PARIS recherche URGENT INGENIEUR DEBUTANT

Intéressé par les problèmes de transports urbains.

Etude de circulation et de transports urbains.

Economie des Transports.

Pratique de l'informatique nécessaire.

Adresser C.V. détaillé à :

URATEC, 75003 Paris Cedex 12

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

programmeurs

RECHERCHE

titulaires d'un diplôme IUT Informatique ou équivalent.

expérience souhaitée (base de données - télétraitement).

Les candidats devront être déchargés des obligations militaires.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 5-10, rue d'Antony 75008 Paris.

RUNGIS FILIALE INFORMATIQUE d'une importante Société recherche

pour son site central équipé d'un UNIVAC 1106 relié aux différents utilisateurs par terminaux

JEUNE INGENIEUR

pour assistance aux utilisateurs scientifiques Formation grande Ecole ou universitaire.

NIVEAU D.E.A.

Bonnes connaissances FORTRAN sur UNIVAC série 1100 souhaitées.

Adresser lettre de candidature avec C.V. à :

SEPT INFORMATIQUE
14, rue du Séminaire, 94150 M.L.N. RUNGIS.

offres d'emploi

COMPAGNIE CONTINENTALE EDISON

7, rue Ampère - 91302 MASSY recherche pour son SERVICE FORMATION

UN AGENT TECHNIQUE SPECIALISTE HI-FI

pour rédaction et formation technique.

Grande expérience souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions, au Service du Personnel, au siège, pr. rend. vs à Mme ROUILLOU, tél. 920-64-72 (poste 567)

IMPORT. groupe Etablissements Associés Paris (8^e) recherche pour ses services juridiques et contentieux

7^e PRATICIENS

(Clercs d'Huissiers ou Clercs d'Avocats ou d'Aggrés) très au fait des problèmes de recouvrement de créances.

20^e JEUNES DIPLOMES (EES)

Faculté de Droit, ayant une première expérience professionnelle si possible. Ecrire avec C.V. et photo sous n° 51.05 B, BLEU, 94008 VINCENNES

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

analystes d'application

analystes de conception chefs de projets

Les candidats devront :

- être titulaires d'un diplôme universitaire (mathématiques, IUT Informatique ou équivalent),
- avoir déjà une expérience dans le milieu en place de systèmes informatiques de gestion (bases de données - télétraitement).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 5-10, rue d'Antony 75008 Paris

La Protection contre le vol et l'intrusion se développe

(1 cambriolage toutes les 6 minutes en France)

Vous pouvez donc trouver une situation d'avenir comme

TECHNICO-COMMERCIAL

PARIS ET REGION PARISIENNE

LA SOCIÉTÉ : spécialisée dans la conception et la réalisation d'installations évoluées et inviolables pour protéger les locaux de tous types contre le VOL et l'INTRUSION.

LE POSTE : étudier la protection de locaux très variés (maisons, bureaux, pavillons, hypermarchés, commerces, restaurants, etc.), élaborer les protocoles, conclure les traités.

50 % de vos contacts vous sont donnés (clients satisfaits et leurs relations). Vous exploiterez ces références en prospectant activement pour décrocher les 50 % restants.

Fixe. Commissions. Minimum garanti. Frais.

Pour réussir, il faut avoir une formation technique de base type B.T.S. Electricité, puis s'être orienté avec succès vers la vente honnête, donc savoir chercher la solution la plus sûre, la plus intéressante pour le client et la défendre avec enthousiasme.

Si vous voulez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 338 à Francine DOZOL, DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle, 75019 PARIS.

Nous sommes une importante Banque privée parisienne et notre patrimoine se compose d'une centaine de locaux. Nous recherchons le

RESPONSABLE DU PATRIMOINE IMMOBILIER

Tout candidat à ce poste devra réunir, outre les qualités humaines et de caractère nécessaires à tout responsable, une habitude de la négociation pour contrôler le patrimoine, et des qualités de gestion pour son entretien et son rendement.

Si vous avez 30 ans minimum, une formation de type Ingénieur ENPC, ECP, ETP ou équivalent, et l'expérience de plusieurs F.C.E. nécessaires à la conduite totale des opérations depuis l'établissement du programme jusqu'à la livraison des locaux.

Adresser votre C.V. sous réf. 46974 à HAVAS Contact, 156 bd Haussmann 75008 Paris.

CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE et aux structures modernes et dynamiques recherche

JURISTE

disponible rapidement pour DIRECTION de son SERVICE « MARQUES », à Paris, après période de formation appropriée. L'offre s'adresse particulièrement à un jeune candidat qui, après une courte expérience acquise et possible dans le domaine du Conseil, est à la recherche d'un poste aux perspectives ouvertes mais possédant, lui-même, des qualités d'initiative et un sens profond des responsabilités.

Une bonne connaissance de l'anglais est requise, celle de l'allemand souhaitée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, n° 8087, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

offres d'emploi

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche pour ses Services de contrôle interne

Auditeurs confirmés

Formation : diplôme d'expertise comptable ou équivalent.

Expérience professionnelle acquise dans :

- un grand Groupe Industriel;
- un Cabinet spécialisé;
- l'inspection bancaire.

Grandes responsabilités initiales et hautes perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Ecrire sous référence BOND (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Verné 75008 PARIS

HEWLETT PACKARD FRANCE

recherche pour sa

DIVISION COMPOSANTS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Diplôme Grande Ecole ou D.U.T. ou équivalent

ayant de solides connaissances en :

- Composants - Hyper fréquence;
- Anglais indispensable.

Les candidatures de débutants fortement motivés par une carrière commerciale seront examinées.

NOUS OFFRONS :

- Intégration aux ventes;
- véhicule;
- ambiance dynamique dans une branche en expansion rapide.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à H.P.F., Boîte Postale n° 6 - 91401 ORSAY.

directeur commercial (futur)

- Un grand Groupe français de négoce de matières premières, implanté dans les cinq continents, désire recruter son futur Directeur Commercial.
- Le poste sera confié à un homme alliant les qualités de praticien à une formation de base très solide (grandes écoles françaises - MBA acquis dans une des grandes universités américaines), si possible expérimenté dans une fonction de gestion commerciale à haut niveau.
- C'est un poste qui, après la période de mise en route, assure de larges perspectives de responsabilité et de rémunération au candidat retenu.

Pour info, compl. écrire à G.L. STIKER qui traite personnellement cette affaire sous réf. 82125 F.

DRES Centre Vauban 201, rue Colbert 59000 - LILLE.

CHEF COMPTABLE NIVEAU EXPERTISE COMPTABLE

Un des premiers groupes de produits pharmaceutiques vétérinaires français cherche son Chef de contrôle comptable pour son Siège situé à Neully

Ce cadre de haut niveau, rapportant à la Direction générale, aura pour mission le contrôle comptable des filiales, la centralisation des bilans pour les consolider au niveau du groupe, l'étude et la mise en place de procédures comptables homogènes dans les filiales.

Une formation comptable supérieure (niveau expertise comptable) est nécessaire.

Un candidat jeune et dynamique, ayant quelques années d'expérience dans un groupe important à forte structure comptable ou dans un Cabinet d'Audit serait apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous réf. n° 8.073, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9^e, qui transmettra.

SESA

Chef de file international pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'exploitation de

réseaux télé-informatiques

va connaître en 76 une expansion internationale importante pour laquelle est mis en place un programme de

renforcement des équipes

de spécialistes, réseaux, matériel et logiciel.

Si vous avez déjà travaillé sur des réseaux mettant en œuvre les techniques de commutation de paquets, si vous souhaitez participer à des réalisations avancées dans ces domaines, contactez-nous.

SESA - Direction du Personnel - 20, rue Jean-Jaurès, 92800 Puteaux.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	9,18
	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achats-Ventes-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Henkel

Produits Organiques Département commercial

Henkel France - 1400 personnes - 2 usines.
Filiale d'une importante entreprise
européenne de Produits Chimiques

Vous propose de prendre la direction
d'un département commercial de la Division
Produits Organiques, commercialisant
des produits chimiques de base utilisés
par l'industrie cosmétique, pharmaceutique,
plastique, peinture...

Ce chef de département aura :
- une formation supérieure Chimie
- une grande expérience de la vente dans
les marchés "Produits Organiques"
- une bonne connaissance de l'allemand
- une première expérience d'animation
d'une équipe d'ingénieurs commerciaux.

Ecrire sous réf. M875 à HENKEL FRANCE
DRH - B.P. 19 - 92220 Bagneux

GREUSOT-LOIRE ENTREPRISES

recherche
FOUR PARIS

JEUNES CADRES COMPTABLES

Pour assurer l'animation et la supervision des
équipes comptables des chantiers.

On demande une formation supérieure (D.E.C.S.
et certificat supérieur de révision), de bonnes
connaissances juridiques et fiscales et une
première expérience professionnelle (Audit interne
apprécié).

Déplacements de courte durée.

Anglais nécessaire.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions,
Service recrutement des cadres (Réf. CO 53).
Greusot-Loire Entreprises,
TOUR GAN - CEDEX 13
92082 - PARIS LA DEFENSE.

CHEF de PROJET 80/100.000 F. + PARIS

Une société agricole française spécialisée dans
l'alimentation du bétail, réalisant un chiffre
d'affaires de 150 millions de francs, leader en
Europe sur son marché, a pour objectif de
rechercher des solutions aux problèmes d'indus-
trialisation de l'agriculture, de proposer son
savoir-faire aux régions françaises qui pourraient
en bénéficier et de répondre aux sollicitations
étrangères. Le titulaire du poste aura pour
mission, en collaboration avec le bureau d'étu-
des, de mener des enquêtes, de coordonner aux
plans technique et administratif les projets
d'investissements puis de sensibiliser les respon-
sables aux techniques nouvelles à mettre en
œuvre en vue d'obtenir des signatures de
contrats d'études et de réalisations. Le candidat
justifiera de 5 à 10 ans de vie professionnelle et
d'une expérience pratique dans l'un ou l'autre
des domaines énumérés ci-dessus. Diplômé
d'une école d'agriculture, intéressé par la
technique, ouvert à la gestion, possédant une
bonne connaissance écrite et parlée de l'anglais
et disponible pour voyager, il aura montré
dans une fonction précédente ses capacités
à négocier et à développer des marchés. Envoyer
C.V. et M. Devès, 7610 - 25, Place Jules Ferry
92120 MONTROUGE. Il sera répondu à toutes
les candidatures.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EXPLOITANT DES HYPERMARCHÉS à l'échelon National

recherche

DES COLLABORATEURS

chargés de l'encadrement et de l'organisation
de ses secteurs

CAISSE

LIBRE SERVICE

Ce poste requiert une expérience confirmée
d'animation d'équipe, une grande disponibilité,
Horaires de travail impliquant des nocturnes.
Excellente résistance physique et morale, le goût
des contacts et le sens de l'organisation.

Poste à pourvoir sur Paris et province.

Afin d'étudier votre candidature, veuillez envoyer
votre C.V. manuscrit + photo à n° 51328 B
à BLEU Publicité, 17, rue Lebel,
94300 VINCENNES, qui transmettra.

CONTROLLER

Société U.S. d'Electronique recherche pour sa Filiale française,
très profitable, son Controller.

Le candidat souhaité a : • 30 ans minimum, • une excellente
formation en comptabilité et gestion, • une parfaite connaissance
de l'anglais, • une pratique de plusieurs années de la gestion
comptable et budgétaire acquise dans une Société anglo-saxonne
ou de dans un Cadre d'Audit.

Responsabilités : reporting, budget, comptabilité générale et
audits.

Salaires : F 90 000/an.

Lieu de travail : Banlieue Sud de Paris.

Adresser C.V. manuscrit + photo + prétentions sous réf. JL163/M à

B. rue Vigne
75005 PARIS

peprim
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Une des premières sociétés d'Etudes spécialisée dans la PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA LUTTE CONTRE LES NUISANCES

Ingénieur d'études

60.000-100.000F

Formation Génie de l'environnement
ou Génie Sanitaire

Basé à Paris, cet ingénieur assurera la responsabi-
lité d'études portant sur la pollution de l'eau et
les problèmes d'équilibre des milieux naturels.
Cette responsabilité s'étend au suivi et à la ges-
tion du contrat, depuis la définition initiale jus-
qu'à sa remise au client (principalement public).
La rémunération sera fonction de l'expérience
acquise à un poste semblable, en France ou à
l'étranger.

Les dossiers de candidature sont à adresser
sous référence 3970 à :

organisation et publicité
2 RUE MARIGNY 75008 PARIS/CDU TRANSMETTRA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR

Grande Ecole (E.S.E., A. et M.)

pour service exploitation commerciale

Expérience plusieurs années en méthodes, ordon-
nement, fabrication matériels électroniques.
Connaissances en électronique et informatique
de gestion industrielle indispensables.

Poste à PARIS.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions
sous n° 38.920 à CONTESSÉ Publ., 20, avenue
de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

La Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International recherche pour contribuer à son expansion:

adjoint au chef comptable

De formation Comptable Supérieure, il dev-
ra assister le chef comptable dans toutes
ses tâches (supervision des comptabilités
auxiliaires, comptes d'exploitation, bilans)
et dans l'utilisation de l'informatique.

Allemand souhaité.

Ce poste est localisé à PARIS en 1976
puis GRENOBLE début 1978.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous
référence 495/M - 25, rue du Renard -
75004 Paris.

PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANT GROUPE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche

ESSEC, SUP. de CO

ou équivalent

ayant des connaissances et si possible une certaine
expérience dans le domaine des financements à
l'exportation.

pour poste de responsable financier en liaison
avec la direction.

Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. détaillé à Havas Contact,
124, Bd Hauman, 75008 Paris, n° 48.990.

IMPORTANT CABINET D'AVOCATS INTERNATIONAUX

recherche

JURISTES TRÈS QUALIFIÉS

EN DROIT DES AFFAIRES

ayant licence ou doctorat en droit, sciences P.O.
D.E.C.S., ESSEC, SUP. DE CO ou équivalent.
Au moins deux années d'expérience juridique ou
fiscale dans un cabinet français ou anglo-saxon.
Excellente connaissance de l'anglais, allemand
souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous
n° 8080 à Le Monde + Pub. 5, rue des Italiens,
75001 PARIS-9

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

recherche

PROGRAMMEUR

confirmé - COBOL

Expérience 3 à 5 ans.

Connaissances Matériel IBM et Système OS.

Lieu de travail : 93000 SAINT-DENIS.

Déclaration assurée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :

CHANTIERS NAVAUX, Département Social, B.P. 400,
44600 SAINT-NAZAIRE.

LE PRÉSIDENT D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche

secrétaire général

• 35 ans minimum,

• il devra définir et faire appliquer la politique des relations
internes et externes du Groupe en liaison constante avec le
Président auquel il sera directement rattaché,

• l'anglais est absolument indispensable,

• l'appelant région Parisienne.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. C13411 à :

guillon sélection

23, AV. DE LIVRY 93440 LE RAINCY

T.R.T.

recherche pour

LABORATOIRE D'OPTRONIQUE

JEUNE INGÉNIEUR

E.S.O. ou équivalent

Pour étude et développement de matériels de
vision nocturne faisant appel à l'électronique
instrumentale.

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo,
5, av. Réaumur, 92380 LE PLESSIS-ROBINSON.

organisateur

BANQUE PRIVÉE, PARIS 8^e, recherche

ORGANISATEUR. Au sein d'une équipe jeune,
sa mission sera de participer aux différentes
études et analyses en cours et de promouvoir
les nouvelles études de postes, de circuits, de
structures, analyses fonctionnelles...

Ce poste requiert un candidat une grande clair-
voyance dans l'analyse, de la maturité dans les
concepts, un goût certain pour l'innovation et
une capacité créatrice acquise et développée
pendant plusieurs années dans l'organisation
bancaire.

Une connaissance de la banque et de l'informa-
tique est absolument indispensable pour assurer
l'interface entre l'informatique et les utilisateurs.
Ecrire avec C.V. manuscrit, photo sous référence
DM à I.C.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising
8, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son DÉPARTEMENT ACHATS :

INGÉNIEUR diplômé (ÉCOLE MÉCANIQUE)

— Expérience 2 ou 3 ans.

— Connaissance moulage et découpages appréciables.

— L'exercice de responsabilité dans des secteurs
commerciaux ou achats sera déterminant.

Env. lettre manusc. avec C.V. et photo à n° 38.454,
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

POUR PARIS ET PONTOISE IMPORTANTE STÉ DE SERVICES (TRANSPORTS ET TRANSFERTS DE SIÈGES SOCIAUX)

recherche

COMMERCIAL

pour visiter clientèle et prospects ré-
gion parisienne.

Le poste sera confié à un homme à
vocation de vendeur mais réaliste dont la
réussite et l'avenir dépendent avant
tout de son courage, son dynamisme
et son enthousiasme.

Envoyer C.V. à

M.G. France

6, rue Picot

75116 PARIS.

Pierre Lichau, S.A.

recherche

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS BANLIEUE SUD IMMÉDIATE

recherche

INGÉNIEUR

A.M. ou équivalent

spécialiste ventilation, climatisation

pour poste :

RESPONSABILITÉ

Etudes et lancements

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à

BLEU PUBLICITÉ sous n° 30.431, B

20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. r.

Il ne sera répondu qu'aux
candidats répondant
aux critères.

L'OREAL

JURISTE SOCIAL

haut niveau

Paris - rémunération élevée.

Après 5 ans de travail en tant que Docteur, les candidats
doivent avoir la maîtrise absolue de la législation sociale et des
problèmes liés à son application par cinq années de pratique,
et avoir, dans une grande entreprise, il s'agit d'un poste
à responsabilité élevée et de conseil auprès de la Direction Générale
et des Directions Régionales, rattaché à la Direction
des Relations Sociales.

Toutes informations sur cette offre seront fournies en toute discrétion
au téléphone par

Information Carrière

SVP 11-11 de 9 h à 18 h

ou donnera un rendez-vous
aux candidats intéressés.

Référence : 717

85, avenue de Wagram

75017 PARIS

S.I.T.A.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉ-
COMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES

recherche

INGÉNIEURS

Au sein d'une équipe en cours de création,
ces ingénieurs seront responsables de l'étude, du
développement et de la réalisation d'un système
intégral de contrôle et de supervision appliqué
au réseau mondial de télécommunications S.I.T.A.

Profil souhaité : Ingénieurs E.N.S.T. ou E.S.E.
(option informatique).

3 à 5 ans d'expérience en télé-informatique, et
plus particulièrement dans le domaine de l'étude
et de la mise en œuvre de réseaux de commu-
nication automatique de messages. Anglais parlé et
écrit indispensable.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à

S.I.T.A., direction du personnel,

112, avenue Charles-de-Gaulle,

92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

SOCIÉTÉ DE PEINTURES

faisant partie d'un groupe industriel
français important C.A. 250 millions

recherche son

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Superviser 700 personnes :

• Laboratoire d'application,

• Achats,

• Investissements et travaux neufs,

• Les usines.

Ecrire avec C.V. manuscrit, n° 38.110,

CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. r.

CALCOMP S.A.

PREMIER FABRICANT MONDIAL
DE TRACÉES DIGITAL

dans le cadre de son expansion recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

CONFIRMÉS

avec expérience de la vente de matériels infor-
matiques et connaissance pratique de l'anglais

Lieu de travail : Paris-1^{er} avec déplacements en province.

Envoyer C.V. et prétentions à CALCOMP,
13, rue de la Brèche-aux-Loups, PARIS-1^{er}.

VOUS AVEZ 30 ANS (min.)

• Vous êtes spécialiste d'analyse de la valeur ;

• vous avez envie de sortir de votre cadre tech. ;

• vous aimez les risques et les contacts.

INNOVAL

Conseil en innovation dans le bâtiment
s'intéresse à vous

VOUS AUREZ :

• à améliorer des études ;

• développer le chiffre d'affaires et vous pourrez
devenir, à terme, associé.

JACQUES LAURENT

gérant - 221-01-54

COGEFI

recherche pour animer ses équipes :

DEUX INGÉNIEURS

formation supérieure

chargés de diriger des équipes d'études, de gestion,
et restructuration d'entreprises. Expérience de
gestion industrielle nécessaire.

Adresser C.V. à COGEFI, Tour Septentrion,
CEDEX 9 - 92081 PARIS LA DEFENSE

GROUPE BANCAIRE PRIVE

recherche

DIRECTEUR

IMPORTANTE AGENCE

PARIS

Clientèle essentiellement
entreprises P.M.I. et Commerces

Sera chargé de développer, su-
perviser et gérer l'agence, avec
détermination en matière de
crédit.

IL FAUT :

L'immobilier

LISBONNE/Monceau.
Charmant 5 p., 150 m², tout cft
- étage, clim, cuisine, chambre

L'Immobilier

appartements vente

Paris - Rive droite

CHAMBRE DE BONNE MAIRIE, 65 m², avec coin cuisine, EAU, ELECTRICITE, v.g. paille, 30.000 F. Tél. 73-43-45 suite aux sources. AGENCE ASSUR. SEIN.

AVENUE FOCH

19^e m². Balcons, Sud. Service Double perfins. Ex. V. 150.000 F.

FRANK ARTHUR, 254 - 07 - 69.

EXCEPTIONNEL

directement sur

AVENUE FOCH (8^e étage)

APARTMENT STANDING

110 m² + balcon 15 m² + cave + parking.
Prix total : 1.200.000 F.

Ecr. n° 28.207, Compteur Publ. 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

7^e EXCEPTIONNEL

Appartement de rive 240 m² dans immeuble classé
JARDIN 1.000 M²

LISBOWNE/Montcaux

Chermet 5 p., 150 m², tout confort, chauffage, clim., cuisine, salle de serv., 240.000 F.

MOLITOR-MOURAT (14^e)

Moderne 5 p., 110 m², tout confort, 240.000 F.

MICHEL ET REYL - 245-00-25

Paris Rive gauche

CHAMP-DE-MARS

Appart d'artiste dans immeuble de prestige - 240 F.

VILLAGE SUISSE

Immeuble de prestige, 69 m², tout confort, clim., 300.000 F.

VUE S/DES FACULTES

5 P/6D JARDIN, 110 m² + C.S., 240 F. SUD. 31-47

MAIRIE 14^e - RUE SQUARE

2 p., confort, 139.000 F. 225-00-44.

PASTEUR

Immeuble standing, 5 places, chbre. de service, Prix 650.000 F. 828-24-36

Placements hauts rentables

Sud 2 p., 100 m², 192 F.

Rue Lhomond, S/Mour

chambre cuis. bain, téléphone, chauffage 190.000 F.

14^e MAISON 45 p., 110 m² sur 3 niveaux, 240.000 F.

ALBANY 14^e 100 m², 195.000 F.

PASTEUR 3, 200 p., 77 m², 240.000 F.

77 FACE SQUARE
STUDIOS - 2 PIECES
Petit immeuble récent. Vente
94, rue Emile-Lévesque 627-76-94.

50 SQUARE DU TEMPLE - 75
2 chambres, 2 salles de bain, 2
chambres, 2 salles, wc, cuis., ca-
p. part. 600. 720-00-71, 742-83-97

6th NATION Du bel imme. Éclair-
ci, 2 cuis., 2 salles de bain, 2
chambres, 50 mq, 112, 63-12-14,
145-00-71 - TEL. 343-02-14

CVIth EXELMANS
2 P. Cuis., sal. de bain, w.c.,
salle de bain, chauffage central.
Prix 179,000.- 742-75-90.

IMMEUBLE imm. stand. asc. 4
chambres 169 m² sc. double
cuis. 742-75-90

MAIRIA 600 m² 742-75-90
600 m² 742-75-90

HOTEL-DE-VILLE Du imm. 17th
rueval
cuis. 742-75-90

LUXEMBOURG De imm. 57th,
6 p., tout ch. 673-31-98,
205 m² 673-31-98
possible, 673-31-98.

ILE-SAINT-PIERRE Récant 4 cha-
mbres, 2 salles de bain, 2 P.O.
100 m² 673-31-98
650,000 P. 133-23-25

CITE UNIVERSITAIRE
44 m², 116 m², tout confort, 2 wc,
cuis., 2 salles de bain, 2 ch.
44 m², 570,000 P. - 225-89-90

ASSAS Immeuble récent 17th
grand stand.
Récant, 3 salles de bain, 3 ch.
2 salles de bain, loggia, box,
CORR - 245-85-48

METRO SAINT-MICHEL
Bon immeuble clair, ch. central,
2 cuis., 2 salles de bain, 2 ch.
cuis. sal. de bain, w.c., M.
12, RUE DE LA HARPE.
M. 245-85-48

WAGRAM - 2 appartements
moyens
Bau pittoresque, 6 ch., 2 b.
p., 65 m², Louis 2.000 F mens.
Imm. standing., - AMP. - 37-27.

V. JERNEZ (C.F.P.)
15 p., 30-18
5 places, 140 m², P. ch., baic. s.
rues, 11 confort, 2 chbres serv.,
cuisine équipée, 1000 F mens.
- 37-27.

10° 4 P. Solleil. Vue, 320.000 F
CAULLET - ELY. 89-94

17° Studio, salle de bain,
cuisine équipée, 1000 F mens.
PROPRIETAIRES : 37-27

MARAIS - rue Aubriot
Rénovation exceptionnelle
pour 100.000 F
1° DUPLEX 132 m²
2° Duplex 132 m²
Finitions top accrueur
50.000 F Rénovations
complètes 250-178

N° 17 LA DUREE
N° 17 LA DUREE
N° 22A = Gde réception + 3 ch.
2 bains, Parking, Exclavité.
- 37-27.

15° Villa, dans Immeuble 77
sept., (unique), à part. vue
appt. 4 p. (60+), liv. dala, 2 ch.
serv., 1000 F mens. - 37-27.
part. + M. Pr. 450.000 F ch.
débarras. Tel. 842-6400, h. dur.
ou 300-7215, n° 18 h 18

DURON Imm. récent
grand standing
7° et dernier étage, 2 ch.
liv., 7 chbres, 1 chbre de serv.,
terrasses et balcon, soleil.
- 37-27.

MOISSINOURS Imm. 1978, ch.
MONT S. P., balcon, parking.
URGENT. 565.000 F. 577-49-49

5° Imm. mod. 1978, 3 ch.
serv., 1000 F mens.
700.000 F. - Tercé 37-49-59.

[illegible][illegible][illegible]

**Voir la suite
de notre immobilier
en page 30**

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

appartem. achat

Paris, 10^e arr., 70 m² ancien, belle cuisine, 9^e arr., 70-75-80, 10^e arr., 100 m², 100-110-120, 11^e arr., 120-130-140, 12^e arr., 140-150-160, 13^e arr., 160-170-180, 14^e arr., 180-190-200, 15^e arr., 200-210-220, 16^e arr., 220-230-240, 17^e arr., 240-250-260, 18^e arr., 260-270-280, 19^e arr., 280-290-300, 20^e arr., 300-310-320, 21^e arr., 320-330-340, 22^e arr., 340-350-360, 23^e arr., 360-370-380, 24^e arr., 380-390-400, 25^e arr., 400-410-420, 26^e arr., 420-430-440, 27^e arr., 440-450-460, 28^e arr., 460-470-480, 29^e arr., 480-490-500, 30^e arr., 500-510-520, 31^e arr., 520-530-540, 32^e arr., 540-550-560, 33^e arr., 560-570-580, 34^e arr., 580-590-600, 35^e arr., 600-610-620, 36^e arr., 620-630-640, 37^e arr., 640-650-660, 38^e arr., 660-670-680, 39^e arr., 680-690-700, 40^e arr., 700-710-720, 41^e arr., 720-730-740, 42^e arr., 740-750-760, 43^e arr., 760-770-780, 44^e arr., 780-790-800, 45^e arr., 800-810-820, 46^e arr., 820-830-840, 47^e arr., 840-850-860, 48^e arr., 860-870-880, 49^e arr., 880-890-900, 50^e arr., 900-910-920, 51^e arr., 920-930-940, 52^e arr., 940-950-960, 53^e arr., 960-970-980, 54^e arr., 980-990-1000, 55^e arr., 1000-1010-1020, 56^e arr., 1020-1030-1040, 57^e arr., 1040-1050-1060, 58^e arr., 1060-1070-1080, 59^e arr., 1080-1090-1100, 60^e arr., 1100-1110-1120, 61^e arr., 1120-1130-1140, 62^e arr., 1140-1150-1160, 63^e arr., 1160-1170-1180, 64^e arr., 1180-1190-1200, 65^e arr., 1200-1210-1220, 66^e arr., 1220-1230-1240, 67^e arr., 1240-1250-1260, 68^e arr., 1260-1270-1280, 69^e arr., 1280-1290-1300, 70^e arr., 1300-1310-1320, 71^e arr., 1320-1330-1340, 72^e arr., 1340-1350-1360, 73^e arr., 1360-1370-1380, 74^e arr., 1380-1390-1400, 75^e arr., 1400-1410-1420, 76^e arr., 1420-1430-1440, 77^e arr., 1440-1450-1460, 78^e arr., 1460-1470-1480, 79^e arr., 1480-1490-1500, 80^e arr., 1500-1510-1520, 81^e arr., 1520-1530-1540, 82^e arr., 1540-1550-1560, 83^e arr., 1560-1570-1580, 84^e arr., 1580-1590-1600, 85^e arr., 1600-1610-1620, 86^e arr., 1620-1630-1640, 87^e arr., 1640-1650-1660, 88^e arr., 1660-1670-1680, 89^e arr., 1680-1690-1700, 90^e arr., 1700-1710-1720, 91^e arr., 1720-1730-1740, 92^e arr., 1740-1750-1760, 93^e arr., 1760-1770-1780, 94^e arr., 1780-1790-1800, 95^e arr., 1800-1810-1820, 96^e arr., 1820-1830-1840, 97^e arr., 1840-1850-1860, 98^e arr., 1860-1870-1880, 99^e arr., 1880-1890-1900, 100^e arr., 1900-1910-1920, 101^e arr., 1920-1930-1940, 102^e arr., 1940-1950-1960, 103^e arr., 1960-1970-1980, 104^e arr., 1980-1990-2000, 105^e arr., 2000-2010-2020, 106^e arr., 2020-2030-2040, 107^e arr., 2040-2050-2060, 108^e arr., 2060-2070-2080, 109^e arr., 2080-2090-2100, 110^e arr., 2100-2110-2120, 111^e arr., 2120-2130-2140, 112^e arr., 2140-2150-2160, 113^e arr., 2160-2170-2180, 114^e arr., 2180-2190-2200, 115^e arr., 2200-2210-2220, 116^e arr., 2220-2230-2240, 117^e arr., 2240-2250-2260, 118^e arr., 2260-2270-2280, 119^e arr., 2280-2290-2300, 120^e arr., 2300-2310-2320, 121^e arr., 2320-2330-2340, 122^e arr., 2340-2350-2360, 123^e arr., 2360-2370-2380, 124^e arr., 2380-2390-2400, 125^e arr., 2400-2410-2420, 126^e arr., 2420-2430-2440, 127^e arr., 2440-2450-2460, 128^e arr., 2460-2470-2480, 129^e arr., 2480-2490-2500, 130^e arr., 2500-2510-2520, 131^e arr., 2520-2530-2540, 132^e arr., 2540-2550-2560, 133^e arr., 2560-2570-2580, 134^e arr., 2580-2590-2600, 135^e arr., 2600-2610-2620, 136^e arr., 2620-2630-2640, 137^e arr., 2640-2650-2660, 138^e arr., 2660-2670-2680, 139^e arr., 2680-2690-2700, 140^e arr., 2700-2710-2720, 141^e arr., 2720-2730-2740, 142^e arr., 2740-2750-2760, 143^e arr., 2760-2770-2780, 144^e arr., 2780-2790-2800, 145^e arr., 2800-2810-2820, 146^e arr., 2820-2830-2840, 147^e arr., 2840-2850-2860, 148^e arr., 2860-2870-2880, 149^e arr., 2880-2890-2900, 150^e arr., 2900-2910-2920, 151^e arr., 2920-2930-2940, 152^e arr., 2940-2950-2960, 153^e arr., 2960-2970-2980, 154^e arr., 2980-2990-3000, 155^e arr., 3000-3010-3020, 156^e arr., 3020-3030-3040, 157^e arr., 3040-3050-3060, 158^e arr., 3060-3070-3080, 159^e arr., 3080-3090-3100, 160^e arr., 3100-3110-3120, 161^e arr., 3120-3130-3140, 162^e arr., 3140-3150-3160, 163^e arr., 3160-3170-3180, 164^e arr., 3180-3190-3200, 165^e arr., 3200-3210-3220, 166^e arr., 3220-3230-3240, 167^e arr., 3240-3250-3260, 168^e arr., 3260-3270-3280, 169^e arr., 3280-3290-3300, 170^e arr., 3300-3310-3320, 171^e arr., 3320-3330-3340, 172^e arr., 3340-3350-3360, 173^e arr., 3360-3370-3380, 174^e arr., 3380-3390-3400, 175^e arr., 3400-3410-3420, 176^e arr., 3420-3430-3440, 177^e arr., 3440-3450-3460, 178^e arr., 3460-3470-3480, 179^e arr., 3480-3490-3500, 180^e arr., 3500-3510-3520, 181^e arr., 3520-3530-3540, 182^e arr., 3540-3550-3560, 183^e arr., 3560-3570-3580, 184^e arr., 3580-3590-3600, 185^e arr., 3600-3610-3620, 186^e arr., 3620-3630-3640, 187^e arr., 3640-3650-3660, 188^e arr., 3660-3670-3680, 189^e arr., 3680-3690-3700, 190^e arr., 3700-3710-3720, 191^e arr., 3720-3730-3740, 192^e arr., 3740-3750-3760, 193^e arr., 3760-3770-3780, 194^e arr., 3780-3790-3800, 195^e arr., 3800-3810-3820, 196^e arr., 3820-3830-3840, 197^e arr., 3840-3850-3860, 198^e arr., 3860-3870-3880, 199^e arr., 3880-3890-3900, 200^e arr., 3900-3910-3920, 201^e arr., 3920-3930-3940, 202^e arr., 3940-3950-3960, 203^e arr., 3960-3970-3980, 204^e arr., 3980-3990-4000, 205^e arr., 4000-4010-4020, 206^e arr., 4020-4030-4040, 207^e arr., 4040-4050-4060, 208^e arr., 4060-4070-4080, 209^e arr., 4080-4090-4100, 210^e arr., 4100-4110-4120, 211^e arr., 4120-4130-4140, 212^e arr., 4140-4150-4160, 213^e arr., 4160-4170-4180, 214^e arr., 4180-4190-4200, 215^e arr., 4200-4210-4220, 216^e arr., 4220-4230-4240, 217^e arr., 4240-4250-4260, 218^e arr., 4260-4270-4280, 219^e arr., 4280-4290-4300, 220^e arr., 4300-4310-4320, 221^e arr., 4320-4330-4340, 222^e arr., 4340-4350-4360, 223^e arr., 4360-4370-4380, 224^e arr., 4380-4390-4400, 225^e arr., 4400-4410-4420, 226^e arr., 4420-4430-4440, 227^e arr., 4440-4450-4460, 228^e arr., 4460-4470-4480, 229^e arr., 4480-4490-4500, 230^e arr., 4500-4510-4520, 231^e arr., 4520-4530-4540, 232^e arr., 4540-4550-4560, 233^e arr., 4560-4570-4580, 234^e arr., 4580-4590-4600, 235^e arr., 4600-4610-4620, 236^e arr., 4620-4630-4640, 237^e arr., 4640-4650-4660, 238^e arr., 4660-4670-4680, 239^e arr., 4680-4690-4700, 240^e arr., 4700-4710-4720, 241^e arr., 4720-4730-4740, 242^e arr., 4740-4750-4760, 243^e arr., 4760-4770-4780, 244^e arr., 4780-4790-4800, 245^e arr., 4800-4810-4820, 246^e arr., 4820-4830-4840, 247^e arr., 4840-4850-4860, 248^e arr., 4860-4870-4880, 249^e arr., 4880-4890-4900, 250^e arr., 4900-4910-4920, 251^e arr., 4920-4930-4940, 252^e arr., 4940-4950-4960, 253^e arr., 4960-4970-4980, 254^e arr., 4980-4990-5000, 255^e arr., 5000-5010-5020, 256^e arr., 5020-5030-5040, 257^e arr., 5040-5050-5060, 258^e arr., 5060-5070-5080, 259^e arr., 5080-5090-5100, 260^e arr., 5100-5110-5120, 261^e arr., 5120-5130-5140, 262^e arr., 5140-5150-5160, 263^e arr., 5160-5170-5180, 264^e arr., 5180-5190-5200, 265^e arr., 5200-5210-5220, 266^e arr., 5220-5230-5240, 267^e arr., 5240-5250-5260, 268^e arr., 5260-5270-5280, 269^e arr., 5280-5290-5300, 270^e arr., 5300-5310-5320, 271^e arr., 5320-5330-5340, 272^e arr., 5340-5350-5360, 273^e arr., 5360-5370-5380, 274^e arr., 5380-5390-5400, 275^e arr., 5400-5410-5420, 276^e arr., 5420-5430-5440, 277^e arr., 5440-5450-5460, 278^e arr., 5460-5470-5480, 279^e arr., 5480-5490-5500, 280^e arr., 5500-5510-5520, 281^e arr., 5520-5530-5540, 282^e arr., 5540-5550-5560, 283^e arr., 5560-5570-5580, 284^e arr., 5580-5590-5600, 285^e arr., 5600-5610-5620, 286^e arr., 5620-5630-5640, 287^e arr., 5640-5650-5660, 288^e arr., 5660-5670-5680, 289^e arr., 5680-5690-5700, 290^e arr., 5700-5710-5720, 291^e arr., 5720-5730-5740, 292^e arr., 5740-5750-5760, 293^e arr., 5760-5770-5780, 294^e arr., 5780-5790-5800, 295^e arr., 5800-5810-5820, 296^e arr., 5820-5830-5840, 297^e arr., 5840-5850-5860, 298^e arr., 5860-5870-5880, 299^e arr., 5880-5890-5900, 300^e arr., 5900-5910-5920, 301^e arr., 5920-5930-5940, 302^e arr., 5940-5950-5960, 303^e arr., 5960-5970-5980, 304^e arr., 5980-5990-6000, 305^e arr., 6000-6010-6020, 306^e arr., 6020-6030-6040, 307^e arr., 6040-6050-6060, 308^e arr., 6060-6070-6080, 309^e arr., 6080-6090-6100, 310^e arr., 6100-6110-6120, 311^e arr., 6120-6130-6140, 312^e arr., 6140-6150-6160, 313^e arr., 6160-6170-6180, 314^e arr., 6180-6190-6200, 315^e arr., 6200-6210-6220, 316^e arr., 6220-6230-6240, 317^e arr., 6240-6250-6260, 318^e arr., 6260-6270-6280, 319^e arr., 6280-6290-6300, 320^e arr., 6300-6310-6320, 321^e arr., 6320-6330-6340, 322^e arr., 6340-6350-6360, 323^e arr., 6360-6370-6380, 324^e arr., 6380-6390-6400, 325^e arr., 6400-6410-6420, 326^e arr., 6420-6430-6440, 327^e arr., 6440-6450-6460, 328^e arr., 6460-6470-6480, 329^e arr., 6480-6490-6500, 330^e arr., 6500-6510-6520, 331^e arr., 6520-6530-6540, 332^e arr., 6540-6550-6560, 333^e arr., 6560-6570-6580, 334^e arr., 6580-6590-6600, 335^e arr., 6600-6610-6620, 336^e arr., 6620-6630-6640, 337^e arr., 6640-6650-6660, 338^e arr., 6660-6670-6680, 339^e arr., 6680-6690-6700, 340^e arr., 6700-6710-6720, 341^e arr., 6720-6730-6740, 342^e arr., 6740-6750-6760, 343^e arr., 6760-6770-6780, 344^e arr., 6780-6790-6800, 345^e arr., 6800-6810-6820, 346^e arr., 6820-6830-6840, 347^e arr., 6840-6850-6860, 348^e arr., 6860-6870-6880, 349^e arr., 6880-6890-6900, 350^e arr., 6900-6910-6920, 351^e arr., 6920-6930-6940, 352^e arr., 6940-6950-6960, 353^e arr., 6960-6970-6980, 354^e arr., 6980-6990-7000, 355^e arr., 7000-7010-7020, 356^e arr., 7020-7030-7040, 357^e arr., 7040-7050-7060, 358^e arr., 7060-7070-7080, 359^e arr., 7080-7090-7100, 360^e arr., 7100-7110-7120, 361^e arr., 7120-7130-7140, 362^e arr., 7140-7150-7160, 363^e arr., 7160-7170-7180, 364^e arr., 7180-7190-7200, 365^e arr., 7200-7210-7220, 366^e arr., 7220-7230-7240, 367^e arr., 7240-7250-7260, 368^e arr., 7260-7270-7280, 369^e arr., 7280-7290-7300, 370^e arr., 7300-7310-7320, 371^e arr., 7320-7330-7340, 372^e arr., 7340-7350-7360, 373^e arr., 7360-7370-7380, 374^e arr., 7380-7390-7400, 375^e arr., 7400-7410-7420, 376^e arr., 7420-7430-7440, 377^e arr., 7440-7450-7460, 378^e arr., 7460-7470-7480, 379^e arr., 7480-7490-7500, 380^e arr., 7500-7510-7520, 381^e arr., 7520-7530-7540, 382^e arr., 7540-7550-7560, 383^e arr., 7560-7570-7580, 384^e arr., 7580-7590-7600, 385^e arr., 7600-7610-7620, 386^e arr., 7620-7630-7640, 387^e arr., 7640-7650-7660, 388^e arr., 7660-7670-7680, 389^e arr., 7680-7690-7700, 390^e arr., 7700-7710-7720, 391^e arr., 7720-7730-7740, 392^e arr., 7740-7750-7760, 393^e arr., 7760-7770-7780, 394^e arr., 7780-7790-7800, 395^e arr., 7800-7810-7820, 396^e arr., 7820-7830-7840, 397^e arr., 7840-7850-7860, 398^e arr., 7860-7870-7880, 399^e arr., 7880-7890-7900, 400^e arr., 7900-7910-7920, 401^e arr., 7920-7930-7940, 402^e arr., 7940-7950-7960, 403^e arr., 7960-7970-7980, 404^e arr., 7980-7990-8000, 405^e arr., 8000-8010-8020, 406^e arr., 8020-8030-8040, 407^e arr., 8040-8050-8060, 408^e arr., 8060-8070-8080, 409^e arr., 8080-8090-8100, 410^e arr., 8100-8110-8120, 411^e arr., 8120-8130-8140, 412^e arr., 8140-8150-8160, 413^e arr., 8160-8170-8180, 414^e arr., 8180-8190-8200, 415^e arr., 8200-8210-8220, 416^e arr., 8220-8230-8240, 417^e arr., 8240-8250-8260, 418^e arr., 8260-8270-8280, 419^e arr., 8280-8290-8300, 420^e arr., 8300-8310-8320, 421^e arr., 8320-8330-8340, 422^e arr., 8340-8350-8360, 423^e arr., 8360-8370-8380, 424^e arr., 8380-8390-8400, 425^e arr., 8400-8410-8420, 426^e arr., 8420-8430-8440, 427^e arr., 8440-8450-8460, 428^e arr., 8460-8470-8480, 429^e arr., 8480-8490-8500, 430^e arr., 8500-8510-8520, 431^e arr., 8520-8530-8540, 432^e arr., 8540-8550-8560, 433^e arr., 8560-8570-8580, 434^e arr., 8580-8590-8600, 435^e arr., 8600-8610-8620, 436^e arr., 8620-8630-8640, 437^e arr., 8640-8650-8660, 438^e arr., 8660-8670-8680, 439^e arr., 8680-8690-8700, 440^e arr., 8700-8710-8720, 441^e arr., 8720-8730-8740, 442^e arr., 8740-8750-8760, 443^e arr., 8760-8770-8780, 444^e arr., 8780-8790-8800, 445^e arr., 8800-8810-8820, 446^e arr., 8820-8830-8840, 447^e arr., 8840-8850-8860, 448^e arr., 8860-8870-8880, 449^{e</}

Les régions

IL Y A UN AN, ON LUI «VOLAIT» SA PRÉFECTURE

DEUX BANC D'ESSAIS EN ALSACE
ET EN PICARDIE

Draguignan cicatrice

« **L**a perte serait immense pour Draguignan. Le gain serait pour Toulon du superflu », avait prédit M. Edouard Soldani, citant les propos tenus sous la Restauration par le comte Simon l'Anisien. « Il n'y aura ni écoulement ni réajustement de l'économie draguignaise », affirmait, au contraire, en octobre 1974, le préfet du Var, M. Jean-Marie Robert.

Selon une étude faite pour le compte de la municipalité et fondée sur le département, de mille ménages de fonctionnaires, la perte pour le commerce local est estimée à 30 % du chiffre d'affaires (42 millions de francs) ; le total des emplois supprimés directement ou indirectement à plus de 15 % de la population active (entre mille quatre cents et mille cinq cents). Mais le préfet, pour sa part, sur la base de cent cinquante fonctionnaires unites en 1975, ne prévoyait que 1 % environ de baisse du chiffre d'affaires local, « et cela sans préjudice des nouveaux arrivants ». Les faits ont apparemment pon-

dré l'une comme l'autre de ces analyses.

Les affaires immobilières draguignaises ont en première ligne subi le contrecoup de l'inquiétude engendrée par l'annonce du projet, puis par sa concrétisation brusquée. « Nous avons connu neuf mois de désert », témoigne M. Jean Ferran, président de la section locale de la Fédération des agents immobiliers.

Dans les autres secteurs d'activités, les effets de la « destitution » administrative de Draguignan ont été, il est vrai, plus diffus et très irréguliers. Les commerces les plus touchés ? Certains cafés et restaurants, des magasins de chaussures, de vêtements, d'articles de fantaisie, qui travaillaient plus particulièrement avec le public fréquentant la préfecture et avec les élus de tout le département, et leur entourage. L'évolution du nombre des règlements judiciaires et des liquidations de biens prononcées par le tribunal de commerce de Draguignan ne permet pas de tirer des conclusions plus précises.

« **L**e but final est de doter la région de Draguignan et celle de Brignoles d'un potentiel économique supérieur à celui qui existait au transfert du chef-lieu », écrit M. Michel Poniatowski, au préfet du Var peu après les événements du 4 décembre. La visite dans le département, le 8 avril 1975, de M. Jérôme Monod, alors délégué à l'aménagement du territoire, a prolongé concrètement l'intention exprimée par le ministre de l'Intérieur. Draguignan a été « classée », pour les aides au développement régional, au taux de 12 % ; l'ouverture d'un crédit de 400 000 francs sur le Fonds d'aide à la décentralisation ainsi que des subventions de la DATAR et du ministère de l'Intérieur concernant le désenclavement de la zone industrielle ont été décidées : au total, 3 900 000 francs d'aides financières directes, auxquelles vient s'ajouter un crédit de 3 millions de francs pour l'amélioration, sur 11 kilomètres, de la liaison Draguignan-échangeur de l'autoroute A-8. « Il ne peut s'agir d'une étape », jugeait alors M. Soldani. Son espoir : conclure assez vite un contrat de ville moyenne avec l'Etat.

L'artillerie à la rescousse

Ce contrat est aujourd'hui en préparation et devrait être officiellement signé avant la fin de 1976. Il offre à Draguignan la perspective de réaliser, dans un délai très court de trois ans, avec la participation de l'Etat (30 % en moyenne du montant des dépenses), un ensemble d'équipements publics qui représenterait un investissement global de 25 à 30 millions de francs. Son intérêt est également de provoquer une réflexion sur le devenir de l'agglomération draguignaise.

La mise en valeur du centre-ville comporterait notamment le déplacement de la maison d'arrêt — envisagée depuis seize ans — et du palais de justice, ainsi que la mise en place d'installations permettant d'accueillir des activités tertiaires. Le reflux des touristes du littoral, « engorgé », a également fait prendre conscience à la municipalité qu'elle avait une carte à jouer dans le tourisme de niveau moyen. Elle espère voir aboutir rapidement le classement de la commune en station climatique et songe à relancer un projet de centre d'activités touristiques et récréatives dans le secteur de la Paix, à l'est de l'agglomération, dont l'étude sommaire a été faite par la direction départementale de l'Agriculture en 1971.

Draguignan peut, d'autre part, renforcer sa situation de ville marchande et venir attirer sur sa zone industrielle de 43 hectares les entreprises de transformation.

Mais l'avenir de l'ancienne préfecture du Var est avant tout lié à l'installation des écoles d'artillerie venant de Nîmes et de Châlons-sur-Marne, qui ouvriront en septembre 1976 avec près de 2 000 officiers, sous-officiers, soldats et personnel civil, et à celle de l'établissement régional du matériel (ERM), transféré de Toulon en 1977 avec environ 200 employés, dont 170 civils. Selon les estimations officielles, les deux écoles occupent en 1980 environ 3 000 personnes.

« **N**ous ne comprenons toujours pas pourquoi on nous a porté ce mauvais coup », déclare M. Soldani, puisque aucun des arguments avancés pour le Justifier n'a pris consistance. Nous avons travaillé pour faire de Draguignan une « capitale » de cinquante mille habitants en 1980. Notre rêve s'est écroulé, et les infrastructures d'accueil, culturelles et de loisirs (le théâtre, la maison des sports et de la jeunesse), les logements, existent. Rien n'est perdu, si rien ne sera plus comme avant ».

Le décret au prétoire

Six recours ont été introduits devant la justice administrative par la municipalité de Draguignan, l'Association des maires et le conseil général du Var — conjointement ou non — afin d'obtenir l'annulation du décret gouvernemental du 4 décembre et de diverses autres décisions des autorités de tutelle. Une seule affaire opposant le conseil général au préfet du Var a jusqu'ici été examinée. Le tribunal administratif de Nice s'est déclaré incompétent au profit du Conseil d'Etat, en raison du caractère connexe existant entre cette affaire et les autres qui sont déferées à la haute juridiction.

Quelles qu'elles soient, les décisions que rendra le Conseil d'Etat seront justifiées dans plusieurs domaines où le législateur n'a pas (ou a mal) défini les principes de la libre administration des collectivités locales. Ainsi, il ne lui suffira pas de se prononcer sur la légalité du

décret de transfert, il lui appartiendra également de trancher la question relative au lieu où doit siéger le conseil général.

Les informations judiciaires ouvertes à la suite des événements de décembre ont abouti d'autre part à l'incrimination d'une quinzaine de personnes, la plupart pourvues en vertu de la loi « anti-casseurs » du 8 juin 1970 (article 314 du code pénal). L'incrimination de l'affaire, d'abord confiée à un magistrat draguignais, Mme Henriette Laban, qui en a été ensuite dessaisie au profit de M. Robert Pagès, juge au tribunal de Marseille, est virtuellement close. Le juge Pagès aura à apprécier le caractère largement spontané des événements. Il doit rendre très prochainement une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel ; le procès pourrait avoir lieu au cours du premier trimestre de cette année.

Quant à la plainte déposée par M. Soldani après le vol avec effraction de dossiers de l'Association des maires, commis le 6 décembre 1974 dans les locaux du conseil général, elle est restée sans suite.

GUY PORTE

Avec les « flibustiers » de la Dore et de l'Allier

L'ACADEMIE des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand vient de présenter le bel ouvrage de M. Pierre Mondanel, directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, raconte la surprenante histoire de « l'ancienne botellerie de l'Allier et de la Dore, de Langeac à Nevers ».

Illustré abondamment et de manière savante, cet ouvrage explique ce que fut sur ces rivières capricieuses la vie passionnante et laborieuse des « flibustiers d'eau douce ».

Trente-quatre ports échelonnés sur l'Allier, entre Langeac (Haute-Loire) et la Nièvre, servant à « exporter » les surplus des productions de l'Auvergne, du Bourbonnais et du Berry, et les deux ports de la Dore, utilisés pour l'écoulement

des marchandises sortent des manufactures d'Ambert et de Thiers, y sont présentés sous leurs différentes activités.

Le fret lui-même, étudié tant à la remonte qu'à l'avalaison, souligne combien les transports par voie d'eau furent l'un des facteurs d'essor de la prospérité économique de ces trois provinces.

Ce livre vient à son heure au moment où l'aménagement du vol d'Allier est à l'ordre du jour et où des projets — contestés — de barrage sont entrepris non pour relancer la navigation commerciale abandonnée depuis longtemps, mais pour régulariser son cours.

680 pages, 120 F. Adresse : Association des amis du vieux Pont-du-Château ; siège social : mairie de Pont-du-Château, Fuy-de-Dôme (63430).

éditions sociales · C.E.R.M. · clarté
E.F.R. · A.F.A.S.P.A.

MERCREDI 28 JANVIER 20 h 30

HOTEL MODERNE - Place de la République



LA FAIM DANS LE MONDE

conférence-débat sous la présidence de Jean DRESCH avec Jean SURET-CANALE et Jean-Claude MOUCHEL

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

Les écologistes à l'épreuve du terrain

« **J**e favorise les actions de formation sur place », a annoncé M. André Fosset, le nouveau ministre de la qualité de la vie, dès sa première conférence de presse. Il voulait parler de la formation des associations, dont la nécessité avait été reconnue par son prédécesseur, M. Jarrot. Les premiers stages expérimentaux se sont déroulés en Alsace et en Picardie au mois de décembre 1975. D'autres sont prévus en Bretagne, dans le Limousin et sur la Côte d'Azur. Nul doute qu'ils ne se multiplient. M. Paul Granet, qui a quitté la formation professionnelle pour le secrétariat à l'environnement, est mieux placé que quiconque pour trouver les crédits nécessaires à cette politique. Le Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, doté de 3,5 milliards de francs en 1975, pourrait être utilisé à cette fin.

Pendant deux week-ends à Saint-Valéry-en-Somme et à Sélestat, quelques dizaines d'écologistes bénévoles sont revenus sur les bancs de l'école. L'administration redoutait un peu de dialogue avec des militants sortis de ne sait où, se battant sur un terrain nouveau avec des idées insolites.

Ces craintes s'étaient vainues. De l'avis général, les deux stages ont été fort enrichissants. Leur réussite même marque une date dans les rapports entre le pouvoir administratif et le contre-pouvoir associatif. Il y a déjà longtemps que les associations demandent à participer à la gestion du cadre de vie. Lors des élections législatives de 1973 comme aux présidentielles de 1974, elles firent campagne sur ce thème. Elles ont été entendues... au moins partiellement.

En effet, il ne suffit pas de réclamer et d'obtenir la participation. Il faut être capable de l'exercer. Les militants surgis spontanément de comités en comité, ont souvent davantage de bon vouloir que de savoir.

D'où l'idée du ministère de la qualité de la vie : former les responsables d'associations. Profitant de la

présence d'un délégué régional à l'environnement particulièrement dynamique, M. Bernard Glass, on a lancé la première expérience en Alsace. Thème : le remembrement. En effet, en application de la loi de juillet 1975, les préfets doivent nommer dans les commissions communales qui s'occupent de regrouper les parcelles « une personne qualifiée pour la protection de la nature ».

Dans le Haut-Rhin comme dans le Bas-Rhin, quarante communes sont en plein travail. Et là comme ailleurs, après le nouveau découpage des propriétés, on voit disparaître, sous les lames des bulldozers, haies, talus, hautes herbes, vergers et marécages. Tous les arbres en somme de la faune et de la flore sauvages, les zones-tampons qui assurent la richesse et l'équilibre du milieu, les pontonniers qui font le charme du paysage. Ce « massacre » n'est nullement nécessaire à la modernisation des exploitations. Reste aux écologistes à le démontrer aux agriculteurs eux-mêmes.

Une vingtaine de militants étaient donc invités à scier deux week-ends dans les salles de classe et les dortoirs de l'école normale de Sélestat.

Le b, a, ba du remembrement

Pendant quatre jours, à l'aide de films, d'exposés, de « tables rondes », de visites sur le terrain, on leur a appris le b, a, ba du remembrement. Les stagiaires se sont aperçus que, citoyens pour la plupart, ils ne connaissaient pas les agriculteurs. Ces derniers sont venus volontiers aux rendez-vous, qui leur avaient été proposés. Une longue soirée d'abord autour de quelques bouteilles de vin du Rhin, puis deux réunions dans des mairies. A Müssig (Bas-Rhin), où le remembrement est achevé, puis à Vailly, un peu plus loin, où il débute.

Ici, on n'a guère pensé à préserver la nature, et le maire a bien du mal à réparer les dégâts. A Vailly, au contraire, un représentant des services agricoles a proposé de créer, sur des lopins réservés à l'élevage, quelques bosquets-ébrés. Assis sur du du représentant syndical. Le remembrement, dont la procédure s'allonge sur plusieurs années, est toujours un séisme pour une communauté villageoise. Il met en scène de multiples intérêts parfois contradictoires. L'intervention d'un protecteur de la nature chez ceux qui en vivent doit donc se faire sur la pointe des pieds.

Ne craignant ni l'humidité ni la boue, les stagiaires ont ensuite arpenté la plaine pour identifier les

haies à conserver, pour imaginer celles qu'il faudrait replanter, pour s'initier à la technique du curage des cours d'eau.

Le dernier jour, ils l'ont tout entier passé à travailler, par petits groupes, sur la question suivante : quand et comment intervenir dans la procédure du remembrement, quels arguments employer pour inciter les agriculteurs à ne pas tout détruire ? Stratégie et tactique ont été longuement peaufinées.

Amateurs ou professionnels, les écologistes alsaciens sont repartis chez eux avec quelques idées nouvelles nappées d'une bonne dose d'humilité. Ils ont compris d'abord qu'ils ne savaient pas grand-chose, qu'il leur faudrait se faire admettre par les ruraux, que la défense de la nature se plaiderait mal avec des mots abstraits mais avec des faits et des dossiers, qu'il faudrait s'entraider, obtenir l'assistance scientifique et probablement financière des services de l'environnement.

En Picardie, le thème de la session portait sur la participation des associations à l'établissement des documents d'urbanisme (S.D.A.U. et POS). Venu en ordre dispersé, les responsables de certains d'entre eux du moins — sont repartis avec le sentiment qu'il leur fallait se fédérer. Ces groupements, facteurs de sérieux et d'efficacité, sont redoutés par ceux qui craignent d'être récupérés et écartés par l'administration, qui cherche des « interlocuteurs valables ». Elles ne résistent cependant pas le vrai problème, qui est celui-ci : on compte une centaine de commissions des sites, six mille commissions de POS, près de mille quatre cents commissions de remembrement et des centaines d'autres instances où la présence d'un écologiste « serait souhaitable ». Où trouvera-t-on cette armée de bonne volonté sacrifiant son temps et parfois son argent à défendre un intérêt général que n'est pris en compte par aucun professionnel ?

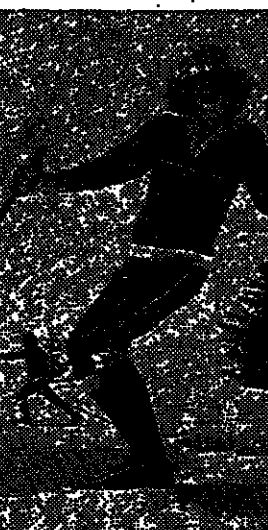
Si on décline ces fantassins, il ne faudrait pas moins de quatre cents sessions de formation comme celles de Sélestat et de Saint-Valéry pour les rendre « opérationnels ». Coût du programme : entre 10 et 15 millions de francs. Pour qu'ils ne manquent point de « munitions » on devra encore les munir d'ouvrages écologiques, d'études scientifiques, de documents irrefutables. Les écologistes et les pouvoirs publics sont finalement dans la même situation : les uns et les autres se trouvent aujourd'hui au pied du mur.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Service de l'information des relations et de l'action éducative (S.I.R.A.E.), 14, bd du Général-Leclerc, 92421 Neuilly.

sun' snow

PUTEAUX - SURESNES
1 500 m² de SUPERFICIE



TOUT POUR LES SPORTS D'HIVER
avec les plus grandes marques
ROSSIGNOL-LOOK-
NORDICA, etc.
VENTE ET LOCATION

130 F CHAUSSURES ET SKIS POUR UNE SEMAINE

PUTEAUX
35-39, rue Eichenberger.
Tél. 772.36.72
5° Pt de Neuilly. 3° Pt Puteaux
SURESNES
70, Avenue Jean-Jaurès
Tél. 506.22.93.
LE GREVES S.A.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La monnaie du bon plaisir

(Suite de la première page.)

Le régime des changes est celui du flottement. Le retour à des parités fixes entre les monnaies, c'est-à-dire l'obligation d'une discipline pour maintenir des rapports stables, est renvoyé aux calendes grecques, ou plutôt aux calendes américaines. Les dispositions acceptées à ce sujet correspondent à un vœu qui n'est même pas pieux. Les responsables du Fonds monétaire pourront en décider. Les responsables sont en fait et en droit commandés par la trésorerie américaine, qui considère, à juste titre, que le flottement des monnaies favorise le dollar. Le faire monter encourage les retours de capitaux et le faire baisser encourage les exportations. Les banques des autres pays auront intérêt à soutenir le taux du dollar pour ne pas voir par trop diminuer leurs exportations, par trop augmenter leurs importations. Elles engrangeront des dollars et seront le cas échéant pénalisées par sa baisse de valeur. Les États-Unis, en recul dans tant d'autres affaires, viennent de gagner leur guerre, à la fois monétaire et commerciale, mais sur leurs alliés.

La troisième disposition intéresse le crédit. Des propos généraux relatifs à l'aide aux pays en voie de développement, ou tout au plus à ce qui reste. Un fonds sera créé qui recueillera, non point le résultat de l'effort des pays plus riches, mais le produit des ventes d'or. Ces ventes seront progressives, et on souhaite que le prix

de l'or baisse. L'argent disponible ne sera donc pas important. S'il en allait autrement, n'y aurait-il pas, au surplus, un risque d'inflation supplémentaire ? Quant à l'augmentation des formes ordinaires de crédit, elle profitera davantage aux pays industrialisés. C'est la monnaie que les États-Unis concèdent aux Européens. Ils pourront davantage s'endetter...

On demeure atterré devant de tels résultats. Je ne veux pas critiquer les dirigeants de nos affaires nationales. Il ne leur reste des affirmations qui étaient encore récemment répétées que la fierté de pouvoir dire que les Américains fermeront peut-être les yeux si la Banque des règlements internationaux achète de l'or pour le compte de la Banque de France ! Mais, au-delà de ce ralliement aux thèses américaines, il convient de poser le vrai diagnostic. Le groupe des nations qui se disent les démocrates vient de baisser les bras. États-Unis en tête, les démocrates renoncent à bâtir un ordre monétaire. Les conséquences pratiques et psychologiques de ce renoncement peuvent être et seront sans doute considérables.

L'économie mondiale souffre d'instabilité. L'inflation, excessive et constante, c'est-à-dire une distribution de monnaie largement supérieure à la production, et au surplus par trop inégalement répartie, répand son mal sous forme de hausses de prix et de désordre dans les revenus. Elle entraîne d'abord de graves tensions entre ceux qui peuvent la supporter et les autres, ensuite des diffi-

cultés telles qu'on peut se demander si la reprise pourra durablement dominer la récession, car la croissance est sans cesse menacée. L'inflation, excessive et constante, enfin, atteint les valeurs morales, familiales, sociales, nationales. C'est dire la gravité extrême du phénomène. Afin d'inciter les peuples à la discipline indispensable, il faut d'abord un étalon de valeur aussi stable que possible et indépendant de la volonté d'un État. Il faut ensuite des règles encourageant les parités fixes des monnaies, pénalisant les mauvaises gestions, en même temps permettant d'aider certains pays dans des moments difficiles et en contrepartie d'un effort de leur part. A ces deux principes s'ajoute, pour des raisons faciles à comprendre, une aide des pays à fort revenu au bénéfice des pays démunis. Cette aide ne peut que s'analyser en un prélèvement sur le revenu des riches, faute de quoi on accroît dangereusement la masse monétaire.

De toutes ces règles, on s'est en fait, et d'une manière qui n'est même pas hypocrite, totalement écarté. La monnaie internationale est celle du bon plaisir, c'est-à-dire du bon plaisir des États-Unis dont il est clair qu'il est inspiré par la conception que ceux-ci ont de leur intérêt. Cet intérêt peut ne pas être celui de l'Europe occidentale. En fait, ce sont les objectifs propres aux États-Unis, et inspirés, le cas échéant, de leurs problèmes intérieurs, qui seront les seuls objectifs pris en considération. Le moins qu'on puisse dire est qu'il faut s'atten-

dre à de grands excès, qui seront aggravés par les excès qui seront autorisés aux autres, afin qu'ils soutiennent les orientations de la politique américaine. Les sociétés que l'on appelle multinationales seront de plus en plus gérées en fonction des seuls intérêts américains. Le bon plaisir à ses courtisans, et les courtisans sont récompensés, les hommes par des postes dans les organisations internationales, les États ou les sociétés multinationales par des facilités de crédit, notamment.

Ce n'est pas la voie du courage. Ce n'est pas non plus la voie de la sagesse. Il eût fallu saisir l'occasion des perspectives meilleures qui s'ouvrent pour l'économie du monde occidental. Les règles que la crise paraissait rendre insupportables sont mieux supportées quand les affaires reprennent. Voilà qui n'a pas été accepté. Or le monde vit une ère de guerre économique et de guerre idéologique. Ce n'est pas se donner des armes que fonder la production et le commerce international sur la facilité monétaire. Ce n'est pas se donner des armes que de donner le spectacle du refus de toute discipline, et en même temps de toute générosité. La responsabilité américaine est certes considérable, mais que dire des démocrates européens, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, dont les responsables savent que la voie choisie n'est pas la bonne. Et que dire de nous-mêmes, qui ne sommes plus crédibles après avoir accepté tout ce qu'il y a eu de nous avions décidé de refuser ?

Nous Occidentaux, Américains autant qu'Européens, ne prenons pas la situation avec le sérieux qu'elle exige. La réunion de la Jamaïque va persuader le monde communiste, le monde musulman, le tiers et le quart-monde que les nations européennes n'ont plus de volonté propre et que seuls subsistent les États-Unis, dont l'isolationnisme grandit et qui sont prêts à la fois à beaucoup de concessions pour garder la prospérité de

leur pays et à très peu de générosité dans un monde qu'ils considèrent à la fois comme ingrat et difficile. Ce n'est pas ainsi que l'Occident peut utilement se préparer à l'avenir.

Finalement, on se demande pourquoi l'on a voulu conclure à la Jamaïque. Pourquoi institutionnaliser le désordre et le bon plaisir ? Où est la chance de l'Occident ?

MICHEL DEBRÉ.

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

Du vendredi 17 heures ou lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour deux journées.

Location "à l'heure" des véhicules utilitaires.

Tarif LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

Véhicules neufs ou récents, parfaitement entretenus.

PARIS :	75012 207, Rue de BERCY	(1) 344.11.50
	75012 108, Boulevard DIDOT	(1) 628.27.50
	75018 102, Rue ORFÈVRE	(1) 076.32.90
LYON :	69007 100, Rue PASTEUR	(78) 72.83.85
MARSEILLE :	121 Avenue du Prado - 13266 MARSEILLE Cedex 2	(91) 77.68.00
	AÉROPORT MARIGNANE	(91) 89.04.88
NICE :	06000 5, Rue HALÉVY	(93) 87.14.30
	AÉROPORT NICE-CÔTE D'AZUR - 06056 NICE Cedex	(93) 83.13.65

80 AGENCES EN FRANCE

Nous n'attendons pas la fin de la saison pour faire des prix.

anorak
100% polyamide,
antidérapant
150f
salopette
100% polyamide,
antidérapant
125f

anorak 6/8 ans
100% polyamide
60f
pantaski 6/8 ans
60% polyamide,
40% fibranne
60f

ensemble
blouson-salopette,
bicolore,
100% polyamide,
antidérapant
250f

Montez au 1^{er} étage de notre magasin, à notre rayon Sports d'Hiver. Vous vous y équiperez de la tête aux pieds, et au meilleur prix. Ensuite, chargez-nous de votre séjour à Innsbruck où se déroulent cette année les Jeux Olympiques: nous avons des places.

Galeries Lafayette

Haussmann-Montparnasse-Belle Epine

مكتبة من الأصل

de négociations », tandis que les représentants de la FEN ont regretté « les tergiversations du gouvernement ».

PARIS
26 JANVIER

Marché « coiffé »

A la fièvre de hausse qui avait
 saisi, à la veille du week-end, le
 début du nouveau mois boursier,
 a succédé un certain flottement.
 Certes, des progrès ont été encore
 accomplis, mais les investisseurs
 voient avec crainte monter de ma-
 nière sensible, Citroën servant de
 lot avec une avance de 5 %. Mais
 il est des cotations assez rapides
 dans la mesure des progrès, et le
 ralentissement de l'activité, les
 gains influus se sont amoindris.
 Ailleurs, les cours se sont stabilis-
 és et le grand public s'est refroidi par
 des questions répétées et parfois
 même été enregistré.

	28/11	27/11
Nor Wes 3 4 %	27 1/8	27 1/8
Banque	353	351 1/2
British Petroleum	682	685 1/2
Shell	286	287 1/2
Nickel	17	16 1/2
Imperial Chemical	365	366
Courtauld	164	164
Wool	212	212
Western Holdings	23 1/4	23 1/4
Nio Tuto Gas Corp	194	194
British Overseas Airways	28 3/4	28 3/8

(*) En Nvres.

INDICES QUOTIDIENS

(CNSEE. Base 100 : 31 déc. 1957.)

	28/11	27/11
Valeurs Françaises	102,9	105
Valeurs Etrangères	102,9	105

Une fois de plus, la Bourse a fait la preuve de son incapacité à produire son effort plus d'une

joindre. Quelques ordres d'achat émanant d'opérateurs surpris et vendant lui ont suffi à maintenir le cap sans trop de mal. Mais les choses ont défilé, et les ordres de vente en particulier, ont commencé à prendre leur bénéfices, avec l'impression bien arrêtée, semble-t-il, d'être d'origine étrangère, Wall-Street, moins encore, par instant, aux sautes d'humeur. Et les choses ont défilé, rien ne va plus.

L'or, sur les indications de Londres, a baissé, le lingot perdant 225 F à 18 925 F et le napoléon 440 F à 223,10 F (après 223,80 F).

Le volume des transactions a diminué : 9,25 millions de francs contre 11,71 millions.

Le fléchissement du dollar n'a pas affecté les valeurs américaines, toujours fermes. Bonne tenue, des allemands. Aux néerlandaises, fermeté de Philips. Avance des pétroles internationaux (Norsk Hydro, Petrofina). Vif recul des mines d'or.

LONDRES

OR (converters) (dollars) : 126 40 contre 125 65

VALEURS	CLOTURE	COURS
	26/1	27/1
War Loan 3 & %	27 1/8	27 1/8
Bankchamps	353	351 1/2
British Petroleum	588	585 1/2
Shell	587	587 1/2
Wickers	187	189
Imperial Chemical	365	366
Courtauld	184	184
De Beers	320	317 1/2
Western Holdings	1/4	2 1/4
Ni Tinto Zinc Corp	194	193
West Oriented	28 3/4	28 3/8
(*) En l'attente.		

NEW-YORK

Ferme et actif

Infatigable, Wall Street a regagné l'ascension des hauteurs avec force. Son rythme a été toutefois interrompu en cours de séance par des ventes bénéficiaires, une partie desquelles initiales étant même reperçues. L'indice des Industrielles ne s'en est même établi en clôture à 95,12, soit 7,540, soit 8,300 points au-dessus de son niveau du 30 octobre 1937. Les valeurs ont donc continué à monter très haut de la séance, il avait pressé de près de 11 points. P. S. significatif encore est le nombre de baisses (1 022), double environ de celui des hausses (545).

Une force d'achat a continué à régner : 34,47 millions de titres ont été achetés contre 33,4 au

On vendrait, l'instant, ne par
tenir l'optimisme des opé
eurs. Cet optimisme, au reste,
avons été renforcé par les déci
ons du principal conseiller écon
mique de la Maison Blanche, don
l'essai de la reprise de l'expansi
n'avrait se poursuivre « sur une k
e période ».

Les indicateurs chimiques, les si
turques, les pétroles et les papi
sont signalés par leur grande f
etif.

Indices Dow Jones : transpo
77.28 (-0.12) ; services publics, 94
+ 0.03).

VALEURS	COURS	COURS
	22/1	26/1

sa	44	2/8	44	3/4
T.	56	3/4	56	3/4
ing	28	1/8	28	1/8
sa Manhattan Bank				
Port de Nemours	148	1/2	158	1/8
son Kodak	113	5/8	113	3/4
son	31	1/8	31	1/8
eral Electric	54	3/4	58	1/8
eral Foods	81		81	
son	53		53	
year	24	1/2	25	1/4
W.	254	1/4	254	1/4
son	76	1/4	77	1/4
son	51	1/2	51	1/2
er	28	1/4	28	1/4
umberger	81	5/8	81	7/8
eco	28	1/2	28	1/2
J. Ne	27	1/2	27	1/2
son	71	1/2	71	1/2
Shel	78	7/8	78	1/4
dinghouse	78	1/8	78	1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	28/1	27/1
dollar (en yens) ..	303 85	303 7

Taux du marché monétaire

Effets privés..... 6 3/4 %

BOURSE DE PARIS — 26 JANVIER — COMPTANT

VALEURS		% du son.	% des coupons	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
%...	38 50	0 887		France (S.A.)	388	400	Lyss-Alambert	105	105 50	Aut. Insm. France	123	125
% 1920-1965	56 20	4 922		Préparatoire S.A.	345	342	Soc. Mars. Crédit	279	280			
% 1920-1965	55	4 822		Préparatoire	1107	1110	Soc. Mars. Crédit	110	110			
% 4-3/4 % 1953	101 55	2 638		Préparatoire L.F.	235	232	SALINIERE	162	161	Actier Investiss.	108 50	107
% 4-3/4 % 1953	101 55	2 638		J.A.P.	522	524	Sis Com. Banque	74	74 50	Rachet S&P...	156 50	156
% 4-3/4 % 1953	100	1 931					Soc. Mars. Crédit	175	175	Pharm. Interp.	96	98
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		Alencia, Banque	371	371	Soc. Mars. Crédit	111	110	Plasma	157	161
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		Aut. Bep. Banque	50	50	Soc. Mars. Crédit	115	115			
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		Aut. Bep. Banque	234	232	Soc. Mars. Crédit	130	130			
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		Aut. Bep. Banque	538	539	Soc. Mars. Crédit	130	130			
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		Aut. Bep. Banque	198	198	Soc. Mars. Crédit	130	130			
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.F.E.C.	595	595	Cl. F. Stain R.	130	130	Abellie (Ch Ind.)	292	292
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	Fenn. Ch&F d'Can	620	615	Aplic. Hydram.	942	945
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.	74	75	On S.B.T. L.	115	116	Artios.	87	90
% 4-3/4 % 1953	100	1 931		C.B.R.								

MARCHÉ A TERME

TEMPERATURE, COTES DES CHANGES, COURS DES BILLES, MARCHÉ LIBRE DE L'OR

TEMPERATURE					COTES DES CHANGES					COURS DES BILLES					MARCHÉ LIBRE DE L'OR				
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	Précéd.	Précéd.	Précéd.	Dernier	Compt.	
cours	cours	cours	premier	cours	cours	cours	cours	premier	cours	cours	cours	cours	cours	cours	cours	cours	cours	cours	
15.50 % 1972	1317	1314	1314	1314	789	Cle Gie Elect.	778	782	783	780	178	Offi-Paris.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1973	1317	1314	1314	1314	420	Gen. Electr.	446	450	448	448	88	Offi-Can.	85	87	88	85	88	85	88
15.50 % 1974	1317	1314	1314	1314	250	E. L. Leduc	248	248	248	248	178	Offi-Fin.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1975	1317	1314	1314	1314	184	Gen. S.A.I.	184	184	184	184	178	Offi-Ind.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1976	1317	1314	1314	1314	184	Enfermeur	198	198	198	198	178	Offi-Min.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1977	1317	1314	1314	1314	385	Europe N° 1	373	375	378	375	178	Offi-Pet.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1978	1317	1314	1314	1314	450	Parade	457	458	462	458	178	Offi-Tab.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1979	1317	1314	1314	1314	185	Fin. Paris P.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1980	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1981	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1982	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1983	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1984	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1985	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1986	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1987	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1988	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1989	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	176	180	183	176	180	183	176
15.50 % 1990	1317	1314	1314	1314	185	Fin. U.S.	187	190	180	185	178	Offi-Ver.	17						

COTE DES CHANGES					COURS DES BILLES					MARCHÉ LIBRE DE L'OR									
MARCHÉ OFFICIEL					COURS PRÉ					COURS 26/7					MONNAIES ET DEVISES				
COURS PRÉ					COURS 26/7					COURS PRÉ					COURS 26/7				
15.50 % 1972	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1973	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1974	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1975	1317	1314	1314	1314
15.50 % 1976	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1978	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1980	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1982	1317	1314	1314	1314
15.50 % 1984	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1986	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1988	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1990	1317	1314	1314	1314
15.50 % 1990	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1992	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1994	1317	1314	1314	1314	15.50 % 1996	1317	1314	1314	1314
15.50 % 1998	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2000	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2002	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2004	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2006	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2008	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2010	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2012	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2014	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2016	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2018	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2020	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2022	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2024	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2026	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2028	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2030	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2032	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2034	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2036	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2038	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2040	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2042	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2044	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2046	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2048	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2050	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2052	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2054	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2056	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2058	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2060	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2062	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2064	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2066	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2068	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2070	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2072	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2074	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2076	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2078	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2080	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2082	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2084	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2086	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2088	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2090	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2092	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2094	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2096	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2098	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2100	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2102	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2104	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2106	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2108	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2110	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2112	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2114	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2116	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2118	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2120	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2122	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2124	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2126	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2128	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2130	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2132	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2134	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2136	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2138	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2140	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2142	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2144	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2146	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2148	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2150	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2152	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2154	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2156	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2158	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2160	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2162	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2164	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2166	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2168	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2170	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2172	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2174	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2176	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2178	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2180	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2182	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2184	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2186	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2188	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2190	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2192	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2194	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2196	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2198	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2200	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2202	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2204	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2206	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2208	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2210	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2212	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2214	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2216	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2218	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2220	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2222	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2224	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2226	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2228	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2230	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2232	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2234	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2236	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2238	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2240	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2242	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2244	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2246	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2248	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2250	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2252	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2254	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2256	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2258	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2260	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2262	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2264	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2266	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2268	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2270	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2272	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2274	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2276	1317	1314	1314	1314
15.50 % 2278	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2280	1317	1314	1314	1314	15.50 % 2282	1317	1314							

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS FR.	COURS 24/1
Castor-Oils (5 t.)	4 501	4 490
Canards (5 c.)	4 438	4 438
Aluménage (100 DAB)	172 855	172 385
Aluménage (100 tr.)	11 443	11 431
Aluménage (100 kr.)	75 170	73 000
Aluménage (100 p.)	7 525	7 511
Aluménage-Douglas (2 t.)	9 109	9 142
Tarifs (1 000 lbs.)	81 220	82 860
Tarifs (100 tr.)	158 060	158 375
Tarifs (100 p.)	15 510	18 455
Tarifs (100 kr.)	102 890	102 300
Tarifs (100 tr.)	173 060	172 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS p./dc.	COURS 26/1
Dr fin (dén en barre)	19100	18575
Or fin (pâle en lingot)	192118	18595
Pièce française (20 fr.)	227 50	223 10
Pièce française (10 fr.)	181 50	185
Pièce suisse (20 fr.)	199	186 20
Soufre suisse (20 fr.)	198	176 10
Souverain	181 40	182
Pièce de 20 dollars	843	827 20
Pièce de 10 dollars	474	463
Pièce de 5 dollars	227 50	
Pièce de 50 peses	755	768
Pièce de 10 florins	185 50	175 50

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
— INDE : le pouvoir renforce son contrôle sur les moyens d'information.
- 2-3. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : « La guerre civile est finie pour de bon », déclare le responsable militaire de l'O.L.P.
2. AMERIQUES
— FRANCE-ALGERIE : « De l'idylle à la crise » (II), par Daniel Jacquem.
- 5-8. EUROPE
— UNION SOVIETIQUE : un détournement d'avion vers Israël aurait échoué.
7. EVENEMENT
— Les élections à l'Assemblée européenne.
- 8-9. POLITIQUE
— Les présidences des conseils régionaux.
9. DEFENSE
— Deux sociétés de rénovation d'immeubles laissent un passif de 10 millions de francs.
10. SPORTS
11. RELIGION
12. JEUNESSE
— Le directeur d'un établissement pour handicapés en procès avec la Sécurité sociale.
- 14-15. LA VIE DE L'INDUSTRIE
— La péri-informatique.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGES 17 ET 18

— Le rendement de la photosynthèse.

— Contraception et fécondité aux Etats-Unis : les naissances non planifiées ont nettement diminué entre 1961 et 1970.

19. L'ACTUALITE MEDICALE

— L'épidémie de trichinose dans le bœuf portugais.

19 à 22. ARTS ET SPECTACLES

— JAZZ : les deux Davis frappent trois coups.

30. EQUIPEMENT ET REGIONS

— La sauvegarde des marchés couverts parisiens.

31. LES REGIONS

— Il y a un an on lui « volait » sa préfecture : Drogueuse cicatrice.

32 à 34. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— LIBRES OPINIONS : « Médicins généralistes ou officiers de santé ? », par Jean-Daniel Reinhard.

— CONJONCTURE : nouvelle aggravation du chômage en 1976, prévoit la chambre de commerce de Paris.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)

— Annonces classées (23 à 29) :

— Aujourd'hui (10) ; Carrière (15) ;

— Journal officiel (16) ; Médecine (17) ;

— Météo (18) ; Météo agricole (19) ;

— Finances (20) ;

CHINE

22 jours : 9.750 F

CHINE-JAPON

28 jours : 11.750 F

MONDOVOYAGES

205, boulevard Raspail, PARIS (14^e)

Médecin : Yavin. Tél. : 03-48-17

15 h. à 19 h. L.R. 6114

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

dans un choix de 3.000 draperies

à partir de 695 F

Père-Porter Homme

BOUTIQUE FEMME

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la République, PARIS (10^e)

A B C E F G H

Considéré comme le chef du « gang des Lyonnais »

Edmond Vidal proteste contre « sa mise en cause dans l'affaire Renaud »

M. Edmond Vidal, souvent présenté comme le chef du « gang des Lyonnais », les M. Jean-Pierre Gaudet, un complice présumé, ont été inculpés le lundi 26 janvier par M. Georges Rivest, procureur général à Lyon, de complicité de vols simples et qualifiés pour leur participation présumée à diverses agressions commises dans la région lyonnaise et dans le Nord en 1973 et 1974.

A l'occasion de cette comparution, M. Vidal a fait remettre au magistrat par ses avocats, M. Jean-Pierre Gaudet et André Soulier, une lettre dans laquelle il proteste contre les récentes déclarations de M. Roger Chaux, préfet délégué pour la police à Lyon (le Monde du 27 janvier). « M. Chaux, écrit-il, affirme, sans preuve aucune mais avec l'autorité que lui donne sa fonction, que nous aurions été impliqués dans plusieurs vols à main armée, dont celui de Strasbourg, et de l'assassinat de truchans. Actuellement, une information judiciaire est en cours. »

« Il est clair que, par de telles déclarations et accusations sans fondement, la police a fait perdre à une partie de la justice la confiance que nous aurons en elle, et, d'autre part, de faire oublier ses échecs répétés et ceux de ses services. »

M. Soulier devait également déclarer que « Edmond Vidal proteste contre sa mise en cause dans l'affaire Renaud ». Selon les propres termes de son client : « Il est fou d'imputer quelque chose à un homme qui n'a rien fait, qui n'a rien vu, qui n'a rien dit, et qui n'a rien fait. » M. Vidal s'est rendu dans l'après-midi du 26 janvier auprès de M. Jean-Pierre Fissette, doyen des juges d'instruction, chargé du dossier sur la mort de M. Renaud. Déclarant agir au nom de deux requérants préférant garder l'anonymat et qui ont su reconnaître dans des articles de presse consacrés

aux déclarations de M. Chaux, M. Vidal a demandé au magistrat de tenter de mettre un terme à cette campagne « qui met leur vie en danger ». Selon l'avocat, un grand pas serait fait si le juge pouvait remonter à la source de ces informations que ses clients jugent « calomnieuses et dangereuses pour leur sécurité ».

UNE NOUVELLE JURISPRUDENCE ?

Notre article, être inculpé sans la condamnation « à priori » ? Est-il interdit aux juges à qui sont délégués des inculpés de les déclarer innocents de l'infraction dont on les accuse ?

Telles sont les questions qui viennent à l'esprit après les troublantes déclarations lyonnaises, et notamment celles de M. Soulier, à la barre (le Monde du 27 janvier). Plus étonnant est l'attitude conjointe de la police et de la justice, qui, par abstention, semblent obtenir pour le chantage d'innocents victimes. Un communiqué officiel mettrait les choses au point : serait-ce le bienvenu.

Sans faire de rapprochement abusif, force est de constater que l'on n'a pas eu tant de peine pour jeter en prison des dizaines de personnes « présumées coupables » d'avoir rédigé des tracts antistatutaires ; force est de constater que l'on est moins regardant pour laisser en prison quatorze mille personnes, qui attendent, des mois durant, qu'un verdict bien se prononce sur leur culpabilité. A moins que, selon cette jurisprudence lyonnaise d'un nouveau genre, point ne soit besoin de juger ces détenus puisqu'ils sont en prison. — Ph. B.

A LA VEILLE DES ELECTIONS

Une vive tension règne au centre universitaire d'Assas

A la veille des élections universitaires, un climat de violence règne, lundi 26 janvier, au centre universitaire de la rue d'Assas. Les étudiants qui ne présentent pas leur carte aux vigiles étaient assaillés par des délinquants, qui se faisaient par ces derniers, qu'assistaient un « service d'ordre » étudiant particulièrement nerveux et brutal.

Deux élus communistes, qui s'étaient présentés lundi 26 janvier peu après 12 h. 30, ont constaté cette situation en compagnie de deux étudiants de l'UNEF, candidats aux élections et pratiquement interdits de séjour à la faculté, furent immédiatement entourés par des vigiles et un certain nombre d'étudiants et expulsés aux cris de « Salauds, on aura votre peau ! »

Il s'agit de Mme Andrée Leferre, conseillère communiste de Paris, et de M. Lucien Villa, député communiste du vingtième arrondissement et secrétaire de la commission ad hoc sur les libertés de l'Assemblée nationale. Ce dernier a rendu compte de la situa-

tion à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, et a demandé à M. Michel Pondowski, ministre de l'Intérieur, des assurances sur le déroulement normal des élections universitaires.

Un rédacteur du Monde, présent sur les lieux, a été en même temps expulsé pour avoir porté par les vigiles et leurs aides dévoués, qui avaient estimé qu'il avait « une gueule de communiste ».

Divers incidents ont contribué à créer cette atmosphère de violence. Le samedi 26 janvier, vers 8 heures du matin, un groupe d'une cinquantaine d'étudiants, vraisemblablement d'extrême gauche, avait franchi les portes et dévasté les locaux de trois mouvements d'extrême droite, l'Union nationale inter-universitaire (UNI), le Groupe action jeunesse (GAJ) et le Front des étudiants nationalistes.

L'UNI, dans un communiqué, dénonçait « la volonté des gauchistes d'empêcher par la force le libre suffrage » aux élections universitaires qui vont avoir lieu dans divers universités parisiennes. L'UNEF (ex-Renovau), animée notamment par des étudiants communistes, estimait la même chose de la part des étudiants de droite, et bénéficiaires de la bienveillance du pouvoir. De son côté, le GAJ avait appelé « tous les étudiants à s'armer pour que cette impudence ne reste pas impunie ».

Lundi soir, peu après 18 h. 30, le local de l'UNEF au centre Justus de l'université Paris-VII a été attaqué et saccagé par un groupe d'étudiants d'extrême droite, qui se sont retirés après avoir lancé plusieurs cocktails Molotov sur le perron de l'université.

LE PERSONNEL HOSPITALIER POURRA PROCHAINEMENT TRAVAILLER A « TROIS QUARTS TEMPS »

annonce Mme Simone Veil

Le travail à « trois quarts temps » pour le personnel hospitalier sera prochainement possible, a indiqué lundi 26 janvier, à Reims, Mme Simone Veil, ministre de la Santé, qui inaugurerait la nouvelle loi Robert Debré, d'une capacité de neuf cents lits. Après un arbitrage rendu par le premier ministre, le principe du « trois quarts temps » est définitivement admis. Un décret actuellement soumis au Conseil d'Etat devrait être publié au « Journal officiel » d'ici deux mois.

Mme Veil a aussi déclaré qu'elle souhaitait améliorer la situation des médecins hospitaliers et faire en sorte que les chefs de clinique aient un statut mieux adapté à leurs responsabilités. D'autre part, le ministre de la Santé a insisté sur deux points qui devraient, selon elle, contribuer à l'humanisation des hôpitaux : l'organisation des consultations (généralisation des systèmes de rendez-vous) et la personnalisation des soins, qui permettrait au malade d'être pris en charge par un seul médecin, dans la limite de ses compétences, depuis le stade de la consultation jusqu'à celui de l'intervention éventuelle.

Pendant la visite du ministre, une manifestation a rassemblé trois à quatre cents personnes, médecins, infirmiers et agents hospitaliers, qui entendaient protester contre le manque de personnel dans le nouvel établissement.

L'ANCIEN CHEF DE LA GESTAPO D'ORLÉANS EST INSTALLÉ A FRANCFORT

révèle Mme Beate Klarsfeld

(De notre correspondant.)

Orléans. — Au cours d'une conférence de presse donnée le 26 janvier, Mme Beate Klarsfeld a révélé qu'elle avait identifié à Francfort l'ancien chef de la Gestapo d'Orléans, Fritz Merdsche. Celui-ci, à l'issue de la guerre, avait été condamné à mort par contumace à deux reprises : une première fois à Lyon le 26 avril 1950, et une seconde fois par le tribunal militaire permanent de Paris, le 28 septembre 1953.

L'acte d'accusation dressé contre lui faisait état de plusieurs affaires au cours desquelles 2 159 personnes avaient été arrêtées, déportées en Allemagne (où 1 159 sont mortes) et au cours desquelles aussi 57 autres personnes avaient été exécutées dans la région.

Après la guerre, Merdsche est devenu juge du tribunal de Francfort jusqu'en 1960, affirme Mme Klarsfeld, puis il a été un des rédacteurs en chef des publications juridiques des éditions Beck-Verlag, de Francfort. Aujourd'hui, âgé de soixante-dix ans, il serait à la retraite tout en continuant de collaborer à ces publications.

LE DIALOGUE NORD-SUD

Les pays industrialisés examinent le « cahier de doléances » du tiers-monde

Réunis depuis lundi 26 janvier à Paris avenue Kléber, délégués des pays industrialisés et du tiers-monde, les quatre commissions (énergie, matières premières, développement, affaires financières) qui devront commencer à travailler à partir du 11 février. Réunis au même endroit, les ministres des finances des pays de l'OPEP devraient créer, ce mardi, un fonds d'un milliard de dollars d'aide aux pays les plus pauvres. Lundi, en fin de matinée, M. Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, était venu vérifier en personne l'important dispositif de sécurité qui protège les deux conférences.

Les délégués du tiers-monde ont décidé de publier, lundi, la liste des sujets qu'ils voudraient voir étudier par les quatre commissions de la conférence Nord-Sud. Ce « cahier de doléances » de dix-huit pages très denses est examiné par les délégués des pays riches ; il peut ainsi être résumé :

● LA COMMISSION DE L'ENERGIE devrait étudier le problème de la protection du pouvoir d'achat des recettes d'exportation d'énergie, celui de la conservation des ressources d'énergie épuisables, le problème concurrentiel du prix de chaque source d'énergie, les problèmes que pose aux pays pauvres la fourniture d'énergie, la transformation du pétrole dans les pays en voie de développement, la sécurité de l'offre d'énergie aux pays industrialisés.

● LA COMMISSION DES MATIERES PREMIERES aurait la même problématique que celle d'énergie : protection du pouvoir d'achat des pays producteurs (et sa revalorisation), transformation sur place des matières premières, problèmes de balance des paiements pour les pays pauvres non producteurs.

● LA COMMISSION DE DEVELOPPEMENT devrait s'intéresser : — Au commerce : amélioration des termes de l'échange au profit du tiers-monde ; — Au transfert de ressources ; — A l'industrialisation du tiers-monde, qui devrait être accélérée, il faudrait donc prévoir des ajustements de structure des économies des pays industrialisés afin de faciliter un redéploiement industriel en faveur des pays en voie de développement. Il faudrait aussi fixer une limite, dans les pays industrialisés, au développement des capacités de transformation primaire qui dépendent des matières premières des pays en voie de développement, afin de favoriser, en priorité, cette expansion dans les pays en voie de développement.

SELON LES CONSEILLERS DU PRÉSIDENT FORD

Le chômage aux États-Unis restera important cette année

De notre correspondant

Washington. — A l'exception du chômage, les perspectives économiques américaines sont meilleures et iront en s'améliorant. Telle est l'appréciation optimiste contenue dans le rapport économique annuel, soumis au Congrès par le bureau des conseillers économiques de la Maison Blanche. Dans le message qui accompagne ce document, le président Ford se déclare « encouragé ». Il est rassurant, ajoute-t-il, de constater que notre système économique a, en 1975, résisté à de sévères épreuves et démontré sa force inhérente. Tous les indices pointent dans la bonne direction. « Le président note toutefois, « que » malheureusement, un redressement total de l'économie prendra du temps ».

Selon le rapport de ses conseillers, « le chômage presque certainement se maintiendra à un haut niveau cette année » (le Monde du 23 janvier). Pratiquement, plus de 6 500 000 personnes n'arriveront pas à trouver du travail cette année. « Même dans les meilleures circonstances, un retour au plein emploi ne saurait être accompli cette année ou l'année prochaine. »

Le président Ford fait miroiter aux Américains une nouvelle diminution des impôts en 1976, qui s'ajouterait à celle de 28 milliards de dollars déjà promise pour l'année budgétaire 1977.

1978. Revenant sur un de ses thèmes habituels, il souligne que cet allègement fiscal ne saurait intervenir que dans le cadre d'une politique de compression des dépenses publiques. Au passage, les conseillers critiquent d'ailleurs les programmes sociaux dont certains, soulignent-ils, « diminuent le désir de travailler ».

Faisant preuve de son orthodoxie habituelle, le président Ford souligne que, pour être sûr, le redressement doit être lent. Se référant implicitement aux positions des démocrates, il met en garde le Congrès contre « une croissance trop rapide qui pourrait mener à un accroissement de l'inflation contraire aux intérêts de tous ».

En termes réels, la croissance se situerait entre 3 % et 4 %. Les conseillers de la Maison Blanche s'attendent à l'augmentation des investissements industriels (8 % pour le second semestre 1976 par rapport à la même période de 1975), favorisée par la hausse des bénéfices estimés à 25 % sur l'année précédente) consécutive aux mesures fiscales prises en faveur des entreprises industrielles et commerciales. Ils n'excluent pas que les investissements soient insuffisants pour assurer la protection de l'environnement, l'augmentation des sources domestiques.

Le président Ford renouvelle son avertissement au Congrès en l'invitant à ne pas trop dépenser pour la création d'emplois publics, afin d'éviter une reprise de l'inflation. De même, dans la perspective de la négociation de nouveaux contrats collectifs dans l'industrie, il souligne qu'une augmentation de salaires dépassant 9 % aurait inévitablement des effets inflationnistes. — R. F.

RAFFERMISSEMENT DU FRANC

Le franc s'est raffermi, mardi matin, sur les marchés des changes : le cours du deutschemark est passé de 1,720 F à 1,725 F, rebondissant au-dessous de sa parité centrale théorique de 1,736 F. Le dollar s'est légèrement affaibli et valait 4,770 F contre 4,780 F.

Les marchés cambistes jugent normal le redressement du franc après sa baisse la semaine précédente. Apparemment, la Banque de France ne se sent pas en mesure d'intervenir, comme elle avait encore dû le faire lundi matin, vendant alors 50 millions à 100 millions de dollars. La lire italienne est, elle, restée stationnaire, dans l'attente du résultat des négociations avec le Fonds monétaire.

M. CHABAN-DELMAS EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, U.D.R., a été réélu mardi 27 janvier, en fin de matinée, président du conseil régional d'Aquitaine. Le maire de Bordeaux obtint 35 voix, contre 24 à M. André Labarrère, député socialiste des Pyrénées-Atlantiques et maire de Pau.

● Une épreuve sur bois de Rubens, représentant la rencontre de la Vierge avec sainte Elisabeth, dans un décor où figurent Joseph, Zacharie et une servante, a été volée lundi 26 janvier, entre 14 et 16 heures, au château de Rohan, à Strasbourg. Les voleurs qui ont détaché le panneau de bois en laissant le cadre du tableau se trouvaient parmi les trente-cinq personnes qui ont visité le musée durant l'après-midi. — (Corresp.)

● Les représentants des organisations étudiantes palestiniennes, libanaises, irakiennes, marocaines et tunisiennes ont évacué lundi après-midi les locaux de la Ligue arabe qu'ils occupaient depuis la fin de la matinée.

L'épidémie du Jardin des Plantes

DIX-SEPT PERSONNES ONT ÉTÉ EN CONTACT AVEC LE BACILLE INCRIMINÉ

Dix-sept membres du personnel du Muséum de Paris ont été en contact avec le bacille de Whitmore responsable de l'épidémie de méiélodose qui a entraîné la fermeture de la ménagerie du Jardin des Plantes à la veille de Noël. C'est ce qu'a révélé la professeur A. Dodin, spécialiste de l'Institut Pasteur, à l'occasion d'une réunion d'information organisée au Jardin des Plantes.

Les employés et les chercheurs du Muséum ont été soumis à des analyses de sang systématiques et dix-sept d'entre eux ont été trouvés positifs. Cependant personne jusqu'à présent ne semble avoir pâti de la contamination.

● Les Jeunes du Centre démocratique, réunis à huis clos dimanche 25 janvier au Sénat, ont décidé d'entreprendre une démarche auprès de M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, pour qu'il prenne des mesures et soutienne l'effort de démocratisation du nouveau gouvernement espagnol.

vous pouvez aussi installer votre cuisine avec des éléments standard

SAINT-LAURENT

30% d'économie - enlèvement direct au dépôt

26, rue des Sorins 93100 Montreuil tél. : 287.43.89 et 98.68

BLASÉ ?

Aujourd'hui, vivez au moins une fois l'incomparable massage d'Assas.

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard
Tél. : 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris

مكتبة من الأص